



Ministère  
**Culture  
Communication**

# >>> BILAN SOCIAL 2009

Ministère de la culture et de la communication  
Secrétariat général <<<

# **BILAN SOCIAL 2009**

*DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION*

Outil de travail, document de référence, le bilan social retrace chaque année les évolutions tant qualitatives que quantitatives des ressources humaines du ministère de la culture et de la communication.

Il concerne l'ensemble des structures gérées par le ministère : l'administration centrale, les services déconcentrés (directions régionales des affaires culturelles et services territoriaux de l'architecture et du patrimoine), les établissements publics et les services à compétence nationale (SCN).

Fruit d'un travail collectif de préparation et de collecte des données, le bilan social 2009 comprend, comme le bilan social 2007-2008, une mise en perspective des données chiffrées portant sur les grands domaines du ministère en matière de politique du personnel.

Les analyses, présentées en première partie du bilan social, s'articulent autour de neuf thèmes principaux : l'emploi, les agents non titulaires, les promotions, la démographie, la formation, l'action sociale, les concours, la mobilité des agents, le dialogue social.

Elles sont complétées, dans la seconde partie du document, par des annexes chiffrées.

Cette double approche, qualitative et quantitative, traduit la volonté du ministère de tendre vers la plus grande transparence de sa politique sociale. La vision objective offerte par le bilan social en fait aussi bien un outil de travail que de dialogue tant au sein du ministère qu'avec les partenaires sociaux.

# S O M M A I R E

## CHAPITRE I – SYNTHÈSE

- L'emploi	p 9
- L'emploi des non titulaires (hors enseignants) : - évolution sur l'article 6 de la loi du 11/01/1984	p 21
- Les promotions	p 31
- La démographie	p 43
- La formation	p 57
- L'action sociale	p 69
- Les concours	p 79
- La mobilité des agents	p 83
- Le dialogue social	p 87

## CHAPITRE II – ANNEXES

- Les emplois budgétaires	p 93
- Les effectifs réels	p 111
- L'emploi des non titulaires (hors enseignants) : - évolution sur l'article 6 de la loi du 11/01/1984	p 129
- Les flux	p 133
- Les concours et examens professionnels	p 141
- Les promotions	p 147
- Les rémunérations	p 153
- La démographie	p 157
- Les CAP et sanctions disciplinaires	p 165
- L'action sociale	p 171
- Les relations professionnelles	p 185

# **CHAPITRE I**

## **SYNTHESE**

## **L'emploi**

## I. LES EMPLOIS BUDGETAIRES S'INSCRIVENT DANS DES PERIMETRES EN EVOLUTION.

### A. Depuis 2006, les modalités de décompte des emplois sont définies par la Lolf.

- Trois notions sont à distinguer dans le cadre de la Lolf :
- ☐ les personnes physiques (PP) : les agents rémunérés ;
  - ☐ les équivalents temps plein (ETP). Un agent à temps partiel (4 jours par semaine) représentera, sur une base annuelle :  $1 \text{ PP} \times 80\% = 0,80 \text{ ETP}$  ;
  - ☐ les équivalents temps plein travaillés (ETPT) qui corrigent les effectifs physiques en tenant compte à la fois de l'effet du temps incomplet d'une part et de l'effet de la période d'activité dans l'année d'autre part. (exemple : un agent ayant travaillé 6 mois dans l'année à 80% d'un temps complet compte pour  $0,8 \times (6/12)$ , soit 0,4 ETPT, et 0,8 ETP.).
- Le périmètre des emplois inclut, outre les personnels titulaires :
- ☐ tous les personnels sous contrat, (article 4 et article 6 de la loi du 11 juillet 1984), y compris les vacataires ,
  - ☐ les personnels des associations sous tutelle.

L'autorisation d'emploi et l'exécution sont exprimées en ETPT.

L'emploi culturel au sens large (ministère de la culture et de la communication, établissements publics et associations sous tutelle) était de 30 928 ETPT en 2009.

### B. Au sein de la « sphère culture », l'évolution de la répartition des emplois tend à accroître la responsabilité des établissements publics sur leurs emplois.

#### 1. Trois périmètres distincts.

Les emplois du ministère de la culture et de la communication peuvent être distingués selon trois périmètres budgétaires :

- le périmètre « **budget du MCC** » qui comprend les titulaires et contractuels inscrits au budget du ministère de la culture et de la communication et répartis dans ses différentes structures : administration centrale, services déconcentrés (DRACet STAP), établissements publics administratifs, services à compétence nationale ;
- Le périmètre « **budget des EPA** » qui comprend les emplois inscrits sur le budget propre de chaque établissement. Les EPA ont cette particularité de compter à la fois des emplois inscrits sur le budget du MCC et des emplois inscrits sur leur propre budget ;
- Le périmètre « **budget des EPIC** » et **budget des associations** sous contrôle du ministère, qui comprennent tous les emplois inscrits au budget de ces structures.

(Les emplois inscrits sur le budget des établissements et des associations sous tutelle incluent des emplois « hors plafond », qui correspondent à des contrats de travail limités dans le temps et dont le financement intégral est assuré par des ressources propres résultant d'un acte contractuel -contrats de recherche ou de développement, conventions de projets, commandes particulières, ...- entre le financeur et l'opérateur.).

Ces périmètres, une fois agrégés, donnent une vision globale de l'emploi de la sphère culturelle. En 2009, la « sphère culture » ainsi définie (ministère et opérateurs sous tutelle) comptait 30 928 ETPT dont :

- ▶ 38% sur le budget du ministère,
- ▶ 41% sur le budget des EPA,
- ▶ 21% sur le budget des EPIC et des associations sous tutelle.

Toutefois, cette répartition budgétaire ne se retrouve pas dans la répartition fonctionnelle des emplois dans la mesure où des emplois occupés dans des établissements publics sont inscrits sur le budget du ministère. En 2009, la répartition fonctionnelle était la suivante :

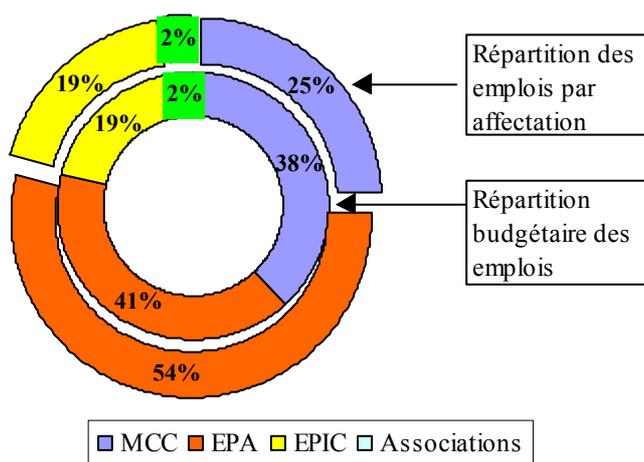
- ▶ 25 % dans les directions d'administration centrale, les services déconcentrés et les services à compétence nationale ;
- ▶ 54 % dans les établissements publics administratifs ;
- ▶ 21% dans les établissements publics industriels et commerciaux, et les associations sous tutelle.

Répartition des emplois entre le ministère, les EPA, les EPIC, les associations sous tutelle en 2009 :

	Répartition budgétaire des emplois		Répartition des emplois par affectation	
MCC	11 731	38%	7 605	25%
EPA	12 742	41%	16 822	54%
EPIC	5 695	19%	5 741	19%
Associations	760	2%	760	2%
<b>Total</b>	<b>30 928</b>	<b>100%</b>	<b>30 928</b>	<b>100%</b>

(Source : RAP 2009)

(Les associations sont : le centre national des arts du cirque, la cinémathèque française, l'ensemble intercontemporain, l'orchestre de Paris, l'union centrale des arts décoratifs).



On note par ailleurs que la part des emplois occupés par des agents titulaires et celle des emplois occupés par des agents non titulaires sont respectivement de 87% et 13% dans les services du ministère (administration centrale, services à compétence nationale, services déconcentrés), 41% et 59% dans les établissements publics administratifs sous tutelle du ministère.

## 2. Une évolution différenciée.

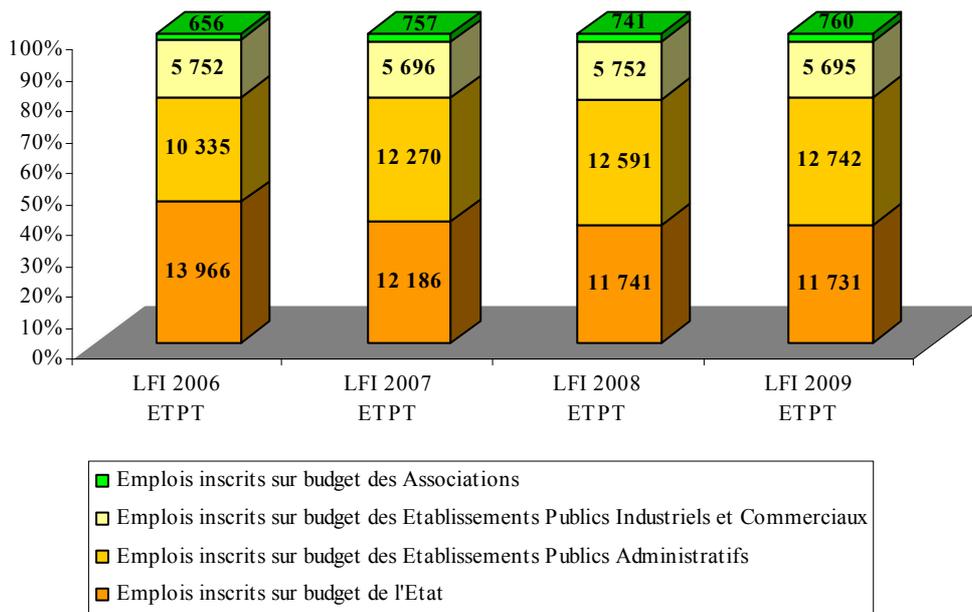
Depuis l'entrée en vigueur de la Lolf, les emplois inscrits sur le budget du ministère de la culture et de la communication sont passés de 13 966 ETPT en 2006 à 11 731 ETPT en 2009 (plafond d'emplois autorisé dans le cadre de la loi de finances). Dans la même période, les emplois inscrits au budget des EPA sont passés de 10 335 ETPT à 12 742 ETPT.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre des transferts d'emplois qui ont été menés depuis 2002, du périmètre « budget du MCC » vers le périmètre « budget des EPA ». La part des emplois des EPA inscrits sur le budget du ministère, qui représentait 63% en 2002 (7 916 emplois), est passée à 36% en 2009 (4 080) en 2009.

De plus, à ces transferts d'emplois du budget du MCC vers le budget des EPA, il convient d'ajouter les créations nettes d'emplois sur le budget propre des EPA et les emplois hors plafond.

En raison de cette évolution, depuis 2006, la part de l'emploi culturel inscrit sur le budget du ministère de la culture et de la communication est inférieure au total des emplois inscrits sur les budgets des opérateurs. En 2009, cette part représentait 37% du total des emplois budgétaires de la sphère culture.

*Evolution de la répartition des emplois culture entre 2006 et 2009 :*



## 3. La majorité des emplois dans les établissements publics relève désormais de leur budget propre.

Globalement, les établissements publics administratifs prennent en charge 76 % de leurs emplois en 2009 (37% en 2002).

Les situations sont néanmoins très contrastées d'un EPA à l'autre, certains établissements pouvant n'avoir aucun emploi inscrit sur le budget du ministère (exemple : le centre national d'art et de culture Georges Pompidou). Ailleurs, la part des emplois inscrits sur le budget du ministère peut aller de 1% (Louvre, bibliothèque nationale de France) à 77% (bibliothèque publique d'information).

## II. DES EMPLOIS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE D'ABORD Tournes VERS LE CONTACT AVEC LE PUBLIC.

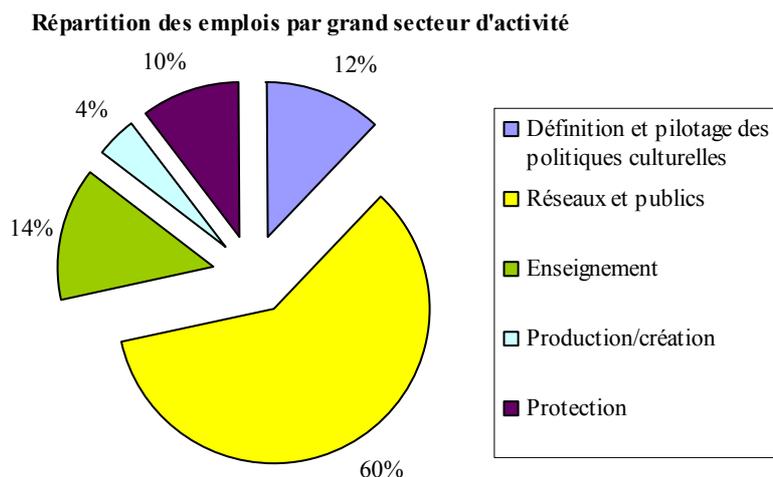
La majorité des emplois du ministère de la culture et de la communication est concentrée dans des services en contact avec le public.

Tous périmètres confondus, la répartition des emplois du ministère par type d'activité traduit l'importance du contact avec le public.

Les domaines d'intervention du ministère de la culture et de la communication peuvent être distingués selon cinq types :

- ▶ réseaux et publics,
- ▶ enseignement,
- ▶ protection,
- ▶ production/création,
- ▶ définition et pilotage des politiques culturelles.

60% des emplois inscrits au budget 2009 relèvent du domaine « réseaux et publics ». Ces emplois sont principalement représentés dans les établissements publics, les services à compétence nationale et les services transférés aux collectivités locales (archives, bibliothèques).



(Source : infocentre des carrières – personnes physiques)

### A. La répartition structurelle des effectifs sur budget du ministère de la culture et de la communication montre le poids des opérateurs (58%).

Administration centrale	16%
Services à compétence nationale	19%
Services déconcentrés	
- DRAC	15%
- SDAP	7%
Etablissements publics	39%
Services transférés aux CL	4%
	<hr/>
	100%

(Source : infocentre des carrières – personnes physiques)

Les transferts opérés dans le cadre de la décentralisation : les services régionaux de l'inventaire.

L'acte II de la décentralisation, avec l'article 95 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, a organisé la décentralisation du secteur patrimonial comprenant tout d'abord le transfert des compétences puis le transfert des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel. Le transfert des services concerne 214 agents titulaires et 17 agents non-titulaires soit 231 personnes au total. Les agents ont été, dans un premier temps, mis à disposition auprès des conseils régionaux avant d'exercer un droit d'option.

Au 31 décembre 2009, 165 agents avaient opté pour une intégration des corps de la fonction publique territoriale.

## **B. La répartition géographique des emplois.**

Environ deux tiers des agents affectés au ministère ou dans ses établissements publics sont en poste en Ile-de-France. Cette proportion s'accroît si l'on prend en compte la totalité des emplois culturels, c'est-à-dire si l'on inclut les agents des établissements publics et des associations sous tutelle du ministère. Compte tenu de la forte concentration des grandes institutions culturelles sur Paris et sa région, la proportion passe alors à 81 %.

*Répartition des emplois entre la région Ile-de-France et les autres régions*

	<u>Sur les emplois affectés</u>	<u>Sur la totalité des emplois</u>
Ile-de-France	66%	81%
Autres régions	34%	19%

*(Source : infocentre des carrières – unité : personnes physiques).*

Hors Ile-de-France, les agents sont affectés dans les services déconcentrés (directions régionales des affaires culturelles et services territoriaux de l'architecture et du patrimoine), les musées nationaux, les archives départementales, mais aussi dans les nombreux sites et monuments ouverts au public et dispersés sur l'ensemble du territoire.

## **III. LA LOLF (Budget du ministère de la culture et de la communication).**

### **A. Le plafond d'emplois ministériel constitue l'autorisation d'emploi annuelle. Il comprend tous les agents rémunérés par le ministère, titulaires, et contractuels, quelle que soit leur affectation.**

L'emploi sur budget des opérateurs ne relève pas du plafond ministériel.

Le plafond d'emplois du ministère de la culture et de la communication est passé de 11 741 ETPT en 2008 à 11 731 ETPT en 2009 après les modifications intervenues dans le cadre des divers transferts et amendements inscrits dans la LFI 2009.

Il intègre notamment le rattachement des effectifs de la direction du développement des médias (DDM) au budget du ministère de la culture et de la communication (107 emplois), ainsi que les créations d'emplois au profit du Centre des archives nationales de Pierrefitte et de l'HADOPI. Il prend également en compte les transferts aux collectivités territoriales de l'inventaire général et

des monuments historiques (26 emplois en 2009), la contribution du MCC à la création de l'agence des achats de l'Etat et à la mise en place des plateformes interministérielles auprès des Préfets.

Enfin, il tient compte de la décision gouvernementale de non remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

**B. Le plafond d'emplois du ministère de la culture est décliné, pour chacune des deux missions (culture et recherche), par programme. Il est réparti, au sein de chaque programme, par catégorie d'emplois ou filière.**

Les programmes sont au nombre de 3 sur la mission culture :

- Création (programme 131),
- Patrimoines (programme 175),
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture (programme 224).

A ceux-ci s'ajoute un programme « Recherche culturelle et culture scientifique » sur la mission « Recherche et enseignement supérieur » (programme 186).

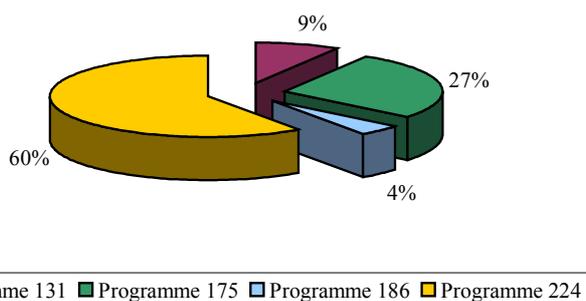
Programmes	Catégories d'emplois (ETPT)				Totaux (ETPT)
	Catégorie 1 : filiale administrative	Catégorie 2 : filiale technique et d'enseignement	Catégorie 3 : filiale d'accueil, de surveillance et de magasinage	Catégorie 4 : filiale scientifique	
<b>Mission Culture</b>	<b>4 738</b>	<b>2 494</b>	<b>2 196</b>	<b>1 792</b>	<b>11 220</b>
Programme 131 : Création	413	369	42	194	1 018
Programme 175 : Patrimoines	839	458	1 406	496	3 199
Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	3 486	1 667	748	1 102	7 003
<b>Mission Recherche</b>	<b>29</b>			<b>482</b>	<b>511</b>
Programme 186 : Recherche culturelle et culture scientifique	29			482	511
<b>Totaux</b>	<b>4 767</b>	<b>2 494</b>	<b>2 196</b>	<b>2 274</b>	<b>11 731</b>

(Source : RAP 2009)

Le programme 224 (Transmission des savoirs et démocratisation de la culture) inclut les fonctions support et les enseignements supérieurs sous tutelle du ministère de la culture.

Au titre des fonctions support, il comprend l'ensemble des personnels en région rémunérés par les DRAC, quelle que soit leur direction de tutelle – à l'exception des personnels de recherche regroupés dans le programme 186.

*Répartition du plafond d'emploi du ministère de la culture et de la communication par programme budgétaire*



(Source : RAP 2009)

**C. La répartition par « catégorie Lolf » regroupe les personnels dans quatre grandes catégories ou filières : la filière administrative, la filière technique et d'enseignement, la filière surveillance, la filière scientifique.**

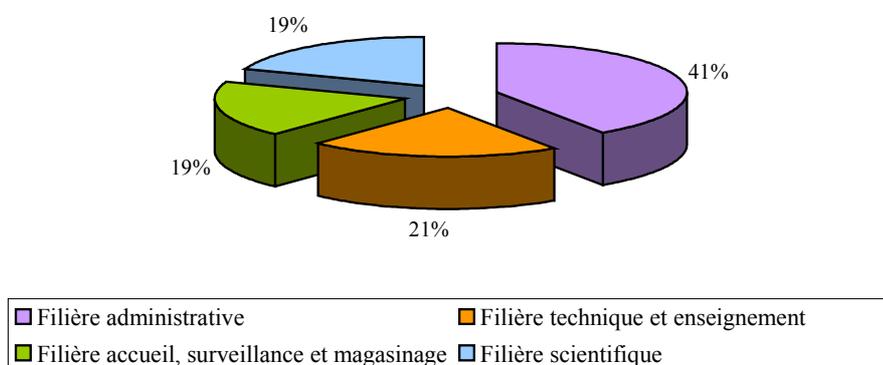
**La filière administrative** inclut les personnels contractuels. Elle comprend, outre les corps des administrateurs civils, des attachés d'administration, des secrétaires administratifs, des adjoints administratifs, le corps des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques, le corps des inspecteurs généraux de l'administration des affaires culturelles.

**La filière scientifique** comprend les corps de conservation, les architectes urbanistes de l'Etat, les corps de documentation, les personnels de recherche, les corps des bibliothèques.

Les personnels enseignants sont dans la **filière technique et enseignement** qui comprend également les corps des métiers d'art, les adjoints techniques, les techniciens des services culturels et des bâtiments de France, les inspecteurs des services culturels et du patrimoine.

**La filière surveillance** comprend exclusivement les adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage ainsi que les magasiniers des bibliothèques. Tous les ingénieurs et les techniciens des services culturels sont dans la filière technique et enseignement, quelle que soit leur spécialité.

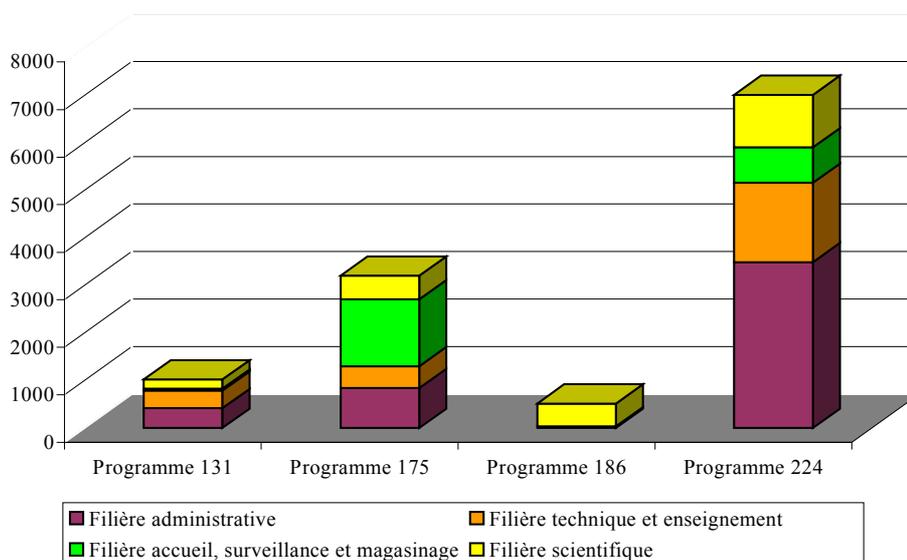
*Répartition du plafond d'emploi du ministère de la culture et de la communication par catégorie Lolf.*



*(Source : RAP 2009)*

Les diverses filières sont représentées dans les trois programmes de la mission culture. Le programme 186 (recherche culturelle et culture scientifique) est composé presque exclusivement de personnels de la filière scientifique.

*Répartition du plafond d'emploi du ministère de la culture et de la communication par catégorie-Lolf et par programme*



(Source : RAP 2009)

**D. Le plafond d'emplois voté annuellement (en équivalent temps plein travaillé) dans le cadre de la loi de finances est limitatif. Le suivi de la consommation des ETPT permet de déterminer les marges de manoeuvre du ministère en termes de gestion des ressources humaines.**

La consommation des ETPT s'apprécie sur l'année. Elle est suivie mensuellement et permet des variations mensuelles à la hausse ou à la baisse des effectifs réels dans la limite du plafond annuel autorisé.

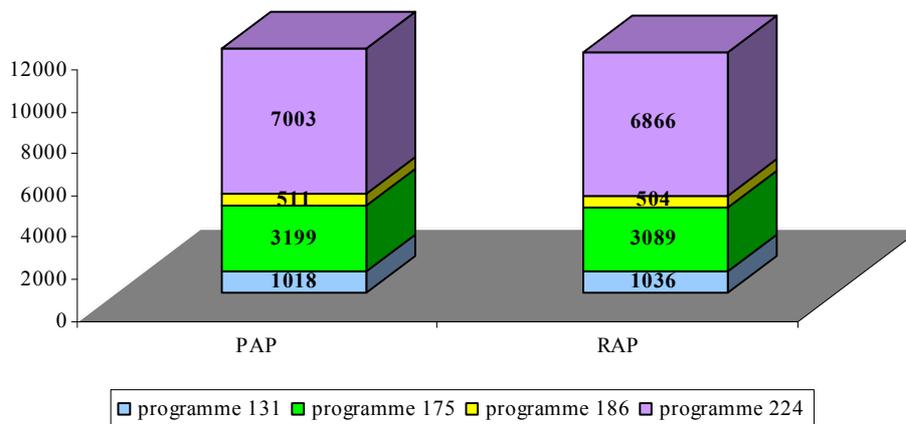
En 2009, la consommation annuelle moyenne des emplois en équivalent temps plein supportés par le budget du ministère a été de 11 495 ETPT, soit un taux de consommation annuel de 98%.

Programmes	Catégories d'emplois (en ETPT)				Totaux (ETPT)
	Filière administrative	Filière technique et d'enseignement	Filière accueil, surveillance et magasinage	Filière scientifique	
<i>Mission culture</i>					
Programme 131 : Création	400	377	56	203	1 036
Programme 175 : Patrimoines	773	520	1 304	492	3 089
Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	3 341	1 809	658	1 058	6 866
<i>Mission recherche</i>					
Programme 186 : Recherche culturelle et culture scientifique	35			469	504
Totaux	4 549	2 706	2 018	2 222	11 495

(Source : RAP 2009)

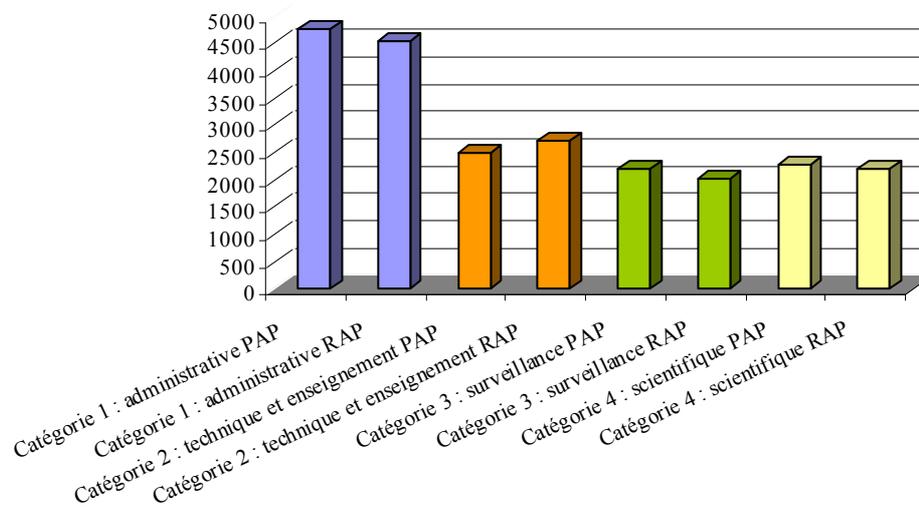
Le rapprochement avec les chiffres du projet annuel de performance montre que la moyenne de consommation annuelle sur les programme 175 (patrimoines), 186 (recherche culturelle et scientifique), 224 (transmission des savoirs et démocratisation de la culture), est restée dans la limite autorisée, en revanche, elle est supérieure à cette limite sur le programme 131 (création).

*Autorisation parlementaire et consommation des emplois autorisés au ministère de la culture et de la communication*



(Source : RAP 2009)

*Autorisation parlementaire et consommation des emplois autorisés par catégorie-Lolf au ministère de la culture et de la communication*



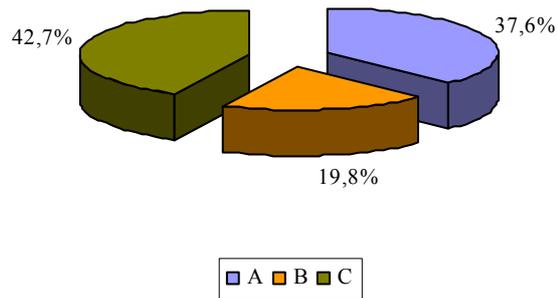
**E. La gestion des personnels.**

Les personnels titulaires représentent 87% des emplois du ministère (administration centrale, services déconcentrés, services à compétence nationale), les personnels non titulaires, 13%.

La carrière des personnels titulaires dont les modalités de gestion sont inchangées est toujours suivie par corps regroupés dans les catégories A,B,C. Cette déclinaison des données de la Lolf sert annuellement de référence pour organiser les recrutements (concours, accueils en détachement, etc).

L'importance des missions scientifiques et d'enseignement au ministère donne un poids particulier aux emplois de catégorie A qui représentent 37% des personnels titulaires au 31 décembre 2009. La proportion d'agents de catégorie B (20% des agents titulaires) reste inférieure à la moyenne interministérielle (22%). Les personnels de catégorie C sont les plus nombreux (43% des agents titulaires).

*Répartition des agents sur budget du ministère de la culture et de la communication par catégorie ou statut en 2009*



*(Source : infocentre des carrières)*

**L'emploi des non titulaires  
(hors enseignants) : évolution  
sur l'article 6 (loi du 11/01/1984)**

Les données présentées dans ce chapitre proviennent de l'enquête faite sur les agents non titulaires en 2009 dans les services du ministère de la culture et de la communication (administration centrale, services à compétence nationale, services déconcentrés) et dans les établissements publics administratifs (hors enseignants).

-----

Le ministère de la culture et de la communication emploie, pour certaines missions très spécifiques, des agents non titulaires.

Ce recours, encadré par la loi, concerne principalement quatre types d'emplois :

- des emplois culturels très techniques, pour lesquels il n'existe pas de corps de fonctionnaires au profil correspondant,
- des emplois administratifs de catégorie A pour lesquels aucun candidat titulaire pouvant se prévaloir des compétences requises n'a pu être retenu,
- des emplois nécessitant un service à temps incomplet,
- des emplois non permanents liés essentiellement à la saisonnalité d'une partie de l'activité du ministère (musées et sites patrimoniaux touristiques notamment).

## **I. L'EMPLOI DES NON TITULAIRES RECOUVRE DES NECESSITES FONCTIONNELLES VARIEES.**

### **A. Diverses bases légales permettent le recours aux agents non-titulaires.**

Le recours à des agents non titulaires rémunérés sur le budget de l'Etat est encadré par la loi du 11 juillet 1984 qui distingue deux types d'emplois possibles :

- ▶ relèvent de l'article 4 de cette loi les agents recrutés pour occuper des emplois du niveau de la catégorie A lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient, ou tout type d'emploi lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- ▶ relèvent de l'article 6 les agents recrutés pour répondre :
  - soit à un besoin permanent mais dont les fonctions impliquent un service à temps incomplet (article 6.1),
  - soit à un besoin occasionnel ou saisonnier (article 6.2).

La distinction couramment faite entre « contractuels » et « vacataires » correspond à cette distinction législative entre recrutements fondés sur l'article 4 et recrutements fondés sur l'article 6, même si les agents concernés sont tous des contractuels au sens juridique du terme.

### **B. La circulaire ministérielle du 23 juin 2009 a instauré un cadre de gestion et de rémunération des agents non titulaires du ministère de la culture et de la communication.**

Il s'agit d'une grille de rémunération scindée en cinq groupes, chaque groupe ayant un espace indiciaire propre. Le passage d'un groupe de rémunération à un autre exige le changement de fonctions et la signature d'un nouveau contrat. La progression des agents au sein de l'espace indiciaire de leur groupe se fait à intervalle prédéterminé (2 ou 3 ans). La rémunération comprend

une part fixe et une part variable liée à leur performance individuelle (mesurée lors de l'entretien d'évaluation annuel) et limitée à un pourcentage de leur rémunération brute.

**C. Des différences de statut qui ne recoupent pas les différences de nécessités fonctionnelles.**

Sur des profils où des corps de titulaires existent, le ministère de la culture et de la communication a parfois recours à des contractuels dans des domaines où il peine à trouver des candidats titulaires suffisamment nombreux et formés : informatique, contrôle de gestion et analyse financière. Les candidatures externes sur ce type de postes sont nombreuses, ce qui témoigne d'une certaine attractivité du ministère.

**D. L'emploi des non-titulaires recouvre des nécessités fonctionnelles variées.**

Les agents recrutés sur le fondement de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984 exercent des fonctions diverses selon le type de leur service d'accueil, en général pour des missions ponctuelles, en remplacement d'un agent absent (congés, maladie, maternité), ou dans le cadre d'un renforcement saisonnier des effectifs.

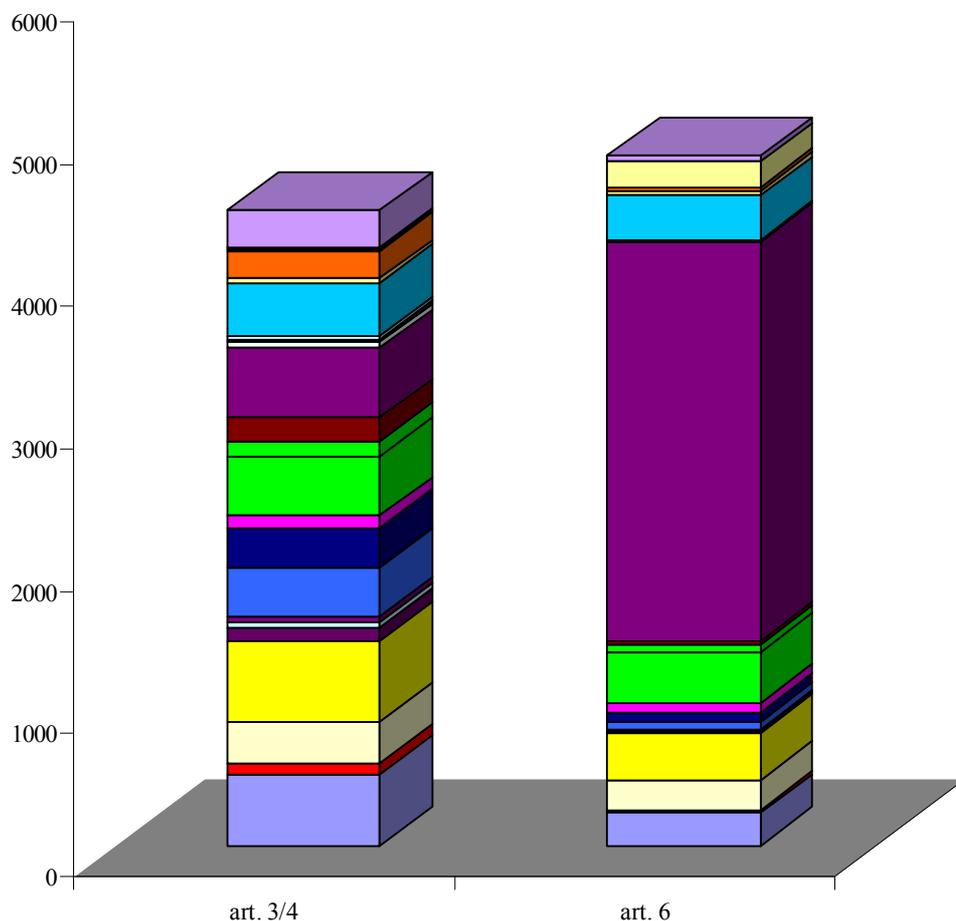
La forte activité du ministère de la Culture lors des périodes de vacances explique largement cette situation.

Dans les EPA (84% des agents non titulaires recrutés sur l'article 6), les missions confiées aux agents non-titulaires sont principalement axées sur les métiers de l'accueil et de la surveillance (58% des agents). En deuxième position viennent la communication et le développement des institutions à égalité avec les métiers de la conservation (7%), puis les métiers du développement des publics et de la production culturelle (6%) et l'administration générale (5%).

Sur les articles 3 et 4, la répartition entre les diverses activités des agents est plus équilibrée et plus variée. Les principaux métiers sur lesquels se font les recrutements sont ceux de la communication et du développement des institutions (13%), puis viennent, à égalité, ceux de l'administration générale et de l'accueil et de la surveillance (11%), puis les métiers de la conservation (9%), et, enfin, le développement des publics et de la production culturelle à égalité avec la gestion budgétaire et financière (8%).

En 2009, les domaines d'activité des agents non titulaires ont été identifiés à partir du référentiel des métiers du ministère de la culture et de la communication.

*Répartition des agents non titulaires par domaine-métier dans les établissements publics administratifs sous tutelle du ministère de la culture et de la communication (personnes physiques)*



Administration générale	Affaires juridiques
Autre	Communication et développement des institutions
Divers (aides aux professionnels)	Education et formation tout au long de la vie
Elaboration et pilotage des politiques publiques	Etudes et évaluation des politiques publiques
Gestion budgétaire et financière	Logistique immobilière et technique
Métiers d'art	Métiers de la conservation
Métiers de la conservation	Métiers de la muséographie et de la gestion des œuvres d'art
Métiers de l'accueil et de la surveillance	Métiers de l'architecture
Métiers de l'audiovisuel	Métiers de l'édition et de la librairie
Métiers du développement des publics et de la production culturelle	Recherche
Ressources humaines	Santé-inclusion sociale
Services aux usagers	Systèmes et réseaux d'information et de communication

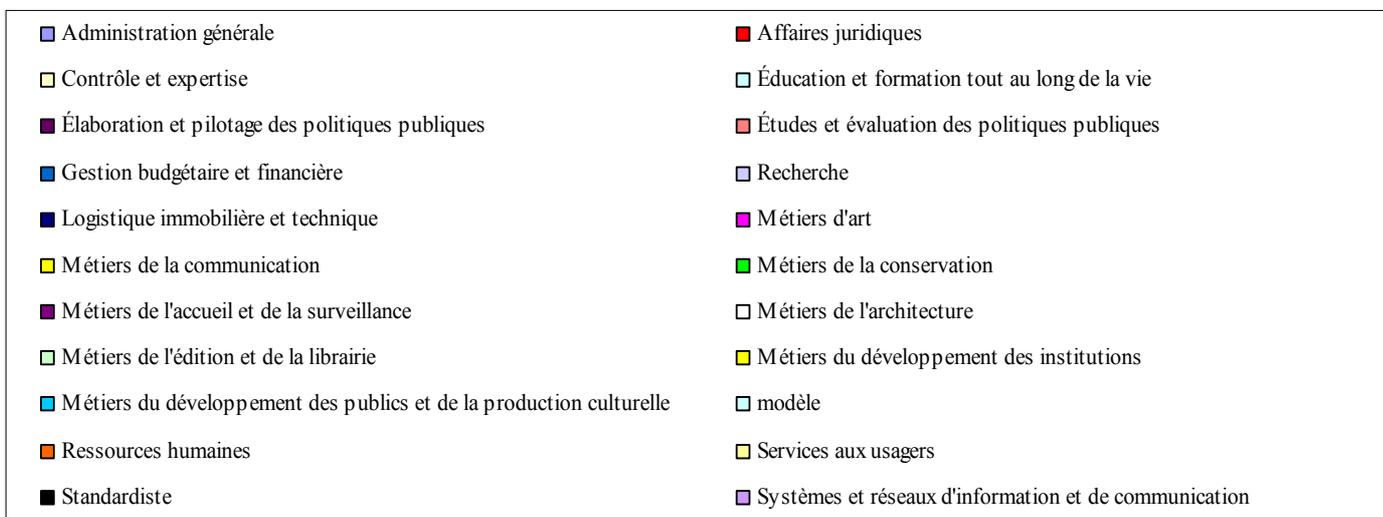
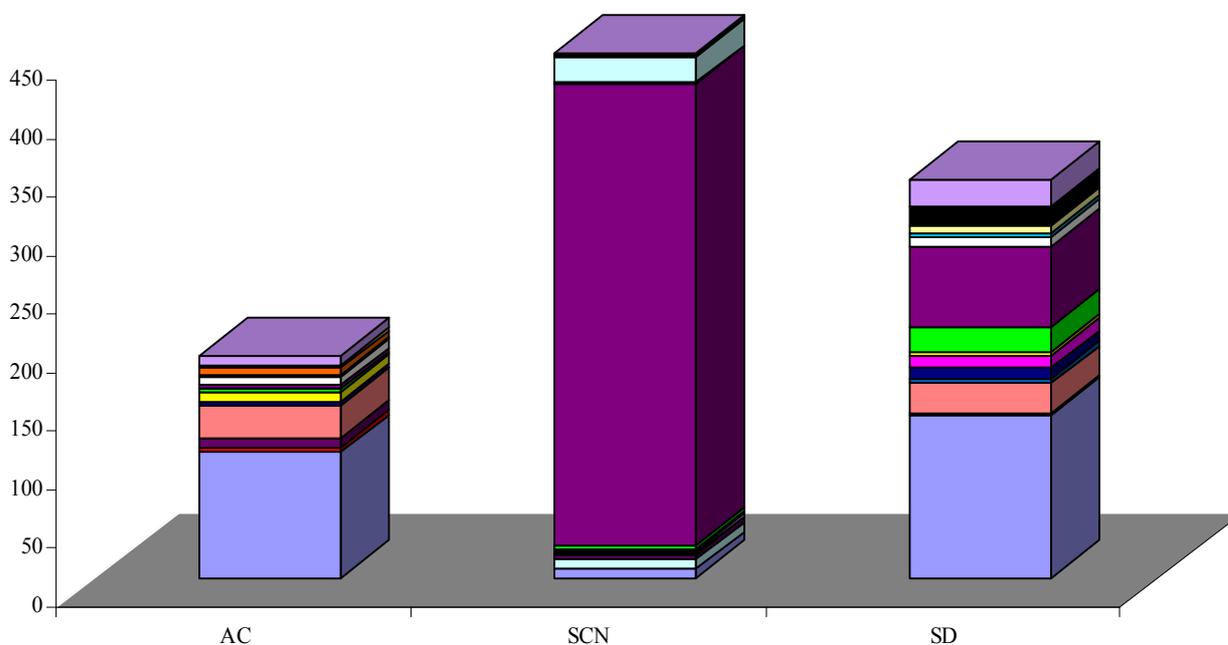
(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération – enquête annuelle sur les agents non titulaires).

Dans les services sur budget du ministère (administration centrale, services à compétence nationale, services déconcentrés), globalement, 79 % des agents recrutés sur l'article 6 occupent des fonctions :

- d'accueil, de surveillance et de magasinage (48%) ;
- d'administration générale (26%) ;
- d'études et évaluation des politiques publiques (5,5%).

Ces proportions varient cependant selon la nature principale de l'activité des structures concernées : l'accueil, la surveillance et le magasinage sont surtout présents dans les services à compétence nationale avec 88% des vacataires recrutés sur l'article 6, tandis que l'administration générale est la principale activité représentée dans les services centraux et dans les services déconcentrés avec des parts respectives de 56% et 41 %.

*Répartition des agents non titulaires par domaine-métier dans les services de l'administration centrale, les services à compétence nationale, et les services déconcentrés (article 6 de la loi du 11 janvier 1984)*



(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération – enquête annuelle sur les agents non titulaires)

## II. LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES RECENTES ONT INFLUE SUR LE NOMBRE DE VACATAIRES ET SUR LA NATURE DES CONTRATS.

### A. Les dispositions de la loi du 26 juillet 2005 et la mise en œuvre de la Lolf en 2006 rendent plus lisible le décompte des effectifs des agents non titulaires.

- ▶ L'entrée en vigueur de la Lolf a intégré dans le plafond d'emploi notifié au ministère l'ensemble des personnes sous contrat, y compris les vacataires.
- ▶ La loi du 26 juillet 2005 a défini les conditions dans lesquelles le contrat d'un agent recruté sur un emploi permanent peut être reconduit pour une durée indéterminée. Cette loi a conduit à régulariser la situation de vacataires auxquels ont été proposés des CDD de 3 ans, ou dont les contrats ont été transformés en contrats à durée indéterminée.

### B. En 2009, le recensement des agents non titulaires sur l'article 6 (loi du 11 janvier 1984) affiche globalement un niveau équivalent à celui de 2008 (-1%).

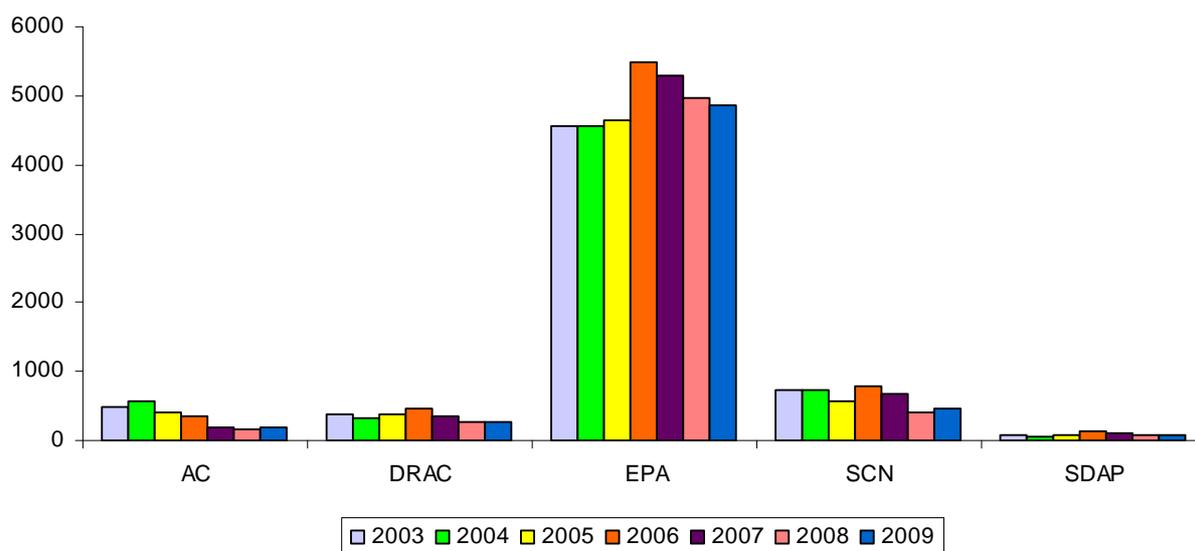
2004	2005	2006	2007	2008	2009
6241	6085	7226	6646	5896	5834

(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération - enquête 2009 sur les agents non titulaires).

Cette évolution diffère cependant selon le type de structure et la nature des contrats. Elle est de :

- + 6,4 % dans les services sur budget du ministère,
  - - 2,4 % dans les établissements publics administratifs,
- par rapport aux chiffres de l'année 2008.

*Evolution du nombre de vacataires (article 6) par type de structure entre 2003 et 2009*



(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération - enquête 2009 sur les agents non titulaires).

Les variations diffèrent selon les établissements, certains affichant une diminution (écoles d'art), tandis que certains autres (centre national d'art et de culture Georges Pompidou) connaissent une augmentation.

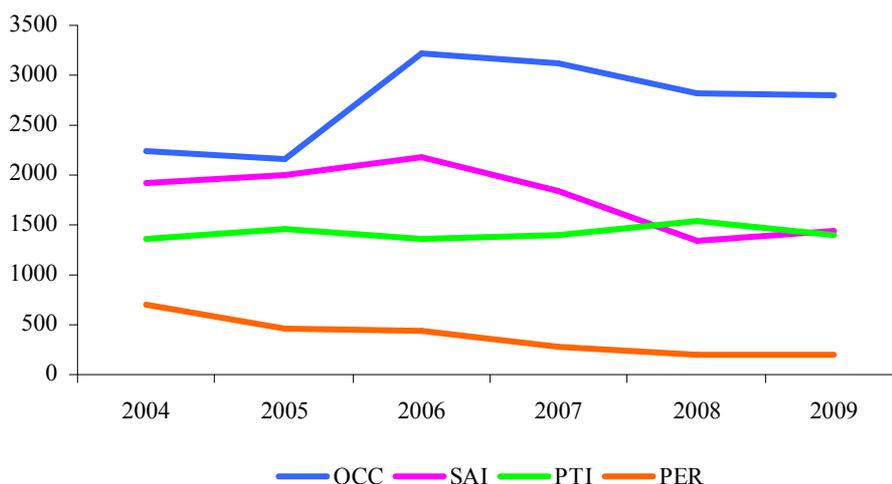
Selon la nature des contrats, des différences d'évolutions sont également constatées. Le nombre d'agents sur des contrats saisonniers augmente alors que le nombre d'agents permanents à temps incomplet diminue, le nombre d'agents occasionnels variant peu (-1%).

Le nombre d'agents qui relèvent de l'article 6 et qui effectuent un horaire mensuel ou une durée de contrat ne correspondant pas aux dispositions de l'article sur lequel ils ont été recrutés, est en diminution globale de 3% (194 agents au lieu de 201 agents en 2008) : occasionnels recrutés sur des durées supérieures à 10 mois, saisonniers recrutés sur une durée supérieure à 6 mois, ou permanents à temps incomplet (article 6.1) recrutés sur des amplitudes horaires mensuelles supérieures à 70% d'un temps complet. Toutefois, la diminution ne touche pas les établissements publics où on observe une augmentation de 10%.

Permanents à temps incomplet (article 6.1)	Occasionnels (article 6.2)	Saisonniers (article 6.2)	Agents sur horaire > 70% d'un temps complet ou sur contrat > à 10 mois (occasionnels) ou > 6 mois (saisonniers)
-9%	-1%	+6%	-3%

(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération – enquête 2009 sur les agents non titulaires).

*Evolution du nombre d'agents non titulaires (article 6) dans les services du ministère de la culture et de la communication et de ses établissements publics, par type de contrat.*



OCC : occasionnels (art. 6.2)

SAI : saisonniers (art. 6.2)

PTI : permanents à temps incomplet (art. 6.1)

PER : agents recrutés sur l'article 6 pour des durées ou des amplitudes horaires mensuelles supérieures aux dispositions en vigueur (saisonniers sur contrat de plus de 6 mois, occasionnels sur contrat de plus de 10 mois, permanents à temps incomplet sur contrat de plus de 70% d'un temps complet).

(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération – enquête 2009 sur les agents non titulaires).

**C. Les ETPT (équivalents temps plein travaillés) fondés sur l'article 6 n'ont pas suivi la même évolution que le nombre d'agents non titulaires en 2009.**

La variation des ETPT est de -11% dans l'ensemble des services centraux, services à compétence nationale, services déconcentrés, et de +6% dans les établissements publics administratifs. Globalement, l'évolution est de +2,6%, alors que le nombre de vacataires affiche - 1%.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evolution 2008/2009
AC								
PP	483	569	407	349	183	160	191	19%
ETPT			149	135	70	70	68	-3%
DRAC								
PP	370	326	377	459	353	269	263	-2%
ETPT			66	80	62	45	44	-2%
SDAP								
PP	86	56	85	144	111	77	78	1%
ETPT			16	26	22	17	15	-12%
SCN								
PP	737	740	582	789	696	417	450	8%
ETPT			113	137	136	94	75	-20%
EP								
PP	4562	4550	4634	5485	5303	4973	4852	-2%
ETPT			1597	1451	1410	1216	1283	6%
Totaux PP	6238	6241	6085	7226	6646	5896	5834	-1%
Totaux ETPT			1941	1829	1700	1442	1485	3%

(Source : bureau de l'emploi et de la rémunération – enquête 2009 sur les agents non titulaires)

## **Les promotions**

## Méthodologie

Les données de cette étude proviennent des bureaux de gestion des carrières (pour les corps gérés par le ministère de la culture et de la communication) et de l'infocentre des carrières du ministère de la culture et de la communication, celui-ci donnant les changements constatés dans la carrière des agents pendant la période étudiée.

-----

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 2005 a instauré un ratio « promus/promouvables » qui détermine le nombre maximum des avancements de grade pouvant être prononcés pour un exercice budgétaire. Des arrêtés ministériels fixent les ratios « promus/promouvables » applicables au ministère de la culture et de la communication.

### I. LES PROMOTIONS.

En 2009, le nombre total de promotions de grades et de corps, toutes filières et toutes catégories confondues, s'est élevé à 1119. (Les mesures de reclassement ne sont pas comprises dans les promotions).

Ramené au nombre d'agents titulaires gérés statutairement par le ministère de la culture, cela représente un pourcentage global de 9,8 % en 2009.

*Pourcentage de promotions par filière (Il s'agit des filières métiers qui diffèrent des catégories Lolf ; la filière technique ne comprend que les corps techniques et est dissociée des personnels enseignants).*

	Effectifs réels PP (1)	Pas de changement	Changement de grade	Changement de corps
Filière administrative	3 182	93,8%	6,7%	0,9%
Filière scientifique	1 967	92,3%	5,4%	2,3%
Filière ASM (2)	3 134	86,9%	13,1%	
Filière technique (3)	2 120	87,8%	6,9%	5,3%
Enseignants	1 005	94,2%	4,9%	0,9%
Totaux	11 408	90,6%	8,1%	1,7%

(1) personnels titulaires du ministère et de ses établissements gérés par le ministère de la culture.

(2) catégorie C uniquement ; les promotions se font dans les catégories B et A des autres filières.

(3) avec les catégories B et C de la filière surveillance, inclus dans les corps de TSCBF et d'ISCP.

(Source : infocentre des carrières /bureaux de gestion)

L'augmentation du nombre de promotions observée en 2009 touche surtout la filière scientifique et la filière technique, celle-ci continuant d'enregistrer les effets du repyramidage de la filière accueil, surveillance et magasinage.

Le taux promus/promouvables sur les promotions de grade réalisés entre 2006, date de mise en œuvre de la réforme, et 2009 est globalement en augmentation. Il a atteint 14% en 2009.

## II. LES CHANGEMENTS DE FILIERE

Les promotions se font majoritairement dans la même filière, mais elles peuvent aussi s'accompagner d'un changement de filière. Par ailleurs, les changements de filière ne résultent pas systématiquement d'une promotion.

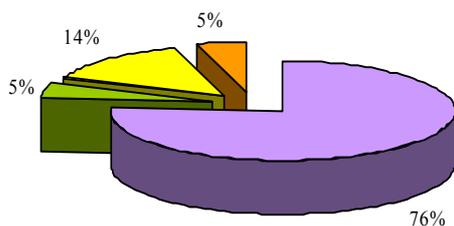
La comparaison des situations réelles des agents entre le 31 décembre de l'année N-1 et le 31 décembre de l'année N permet de mieux mesurer l'ampleur des modifications intervenues dans une filière au cours d'une année.

En 2009, la filière surveillance, qui n'est représentée qu'en catégorie C, a vu la majorité de ses promotions alimenter les corps de catégorie B de la filière technique, essentiellement le corps des techniciens des services culturels et des bâtiments de France.

En dehors des promotions, les passages d'une filière à l'autre se retrouvent dans toutes les filières et dans toutes les catégories. La filière scientifique est la moins volatile en raison de la grande spécificité de ses métiers : 5% seulement des agents qui ont changé de corps en 2009 ont également changé de filière.

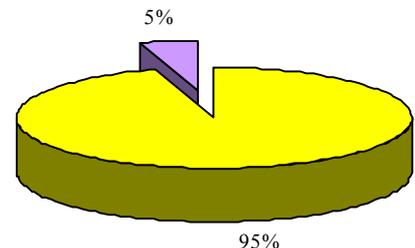
*Taux de mobilité par filière d'origine*

**Filière d'origine : administrative**



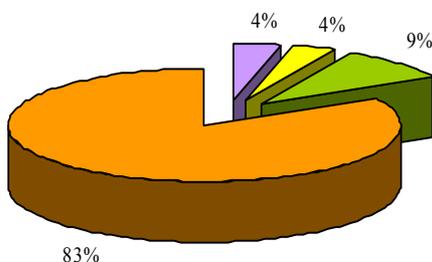
■ Filière administrative ■ Filière ASM ■ Filière scientifique ■ Filière technique

**Filière d'origine : scientifique**



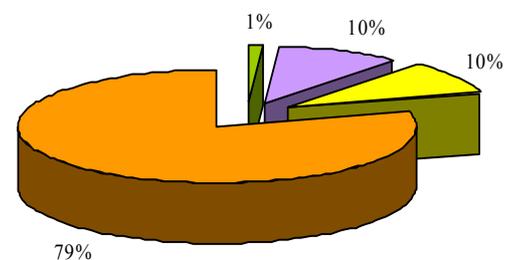
■ Filière scientifique ■ Filière administrative

**Filière d'origine : ouvrière et technique**



■ Filière administrative ■ Filière scientifique ■ Filière ASM ■ Filière technique

**Filière d'origine : accueil, surveillance et magasinage**



■ Enseignants ■ Filière administrative ■ Filière scientifique ■ Filière technique

(Source : infocentre des carrières)

**Les changements de corps en prenant en compte la filière et la catégorie d'origine (pourcentage des agents ayant changé de corps en 2009) :**

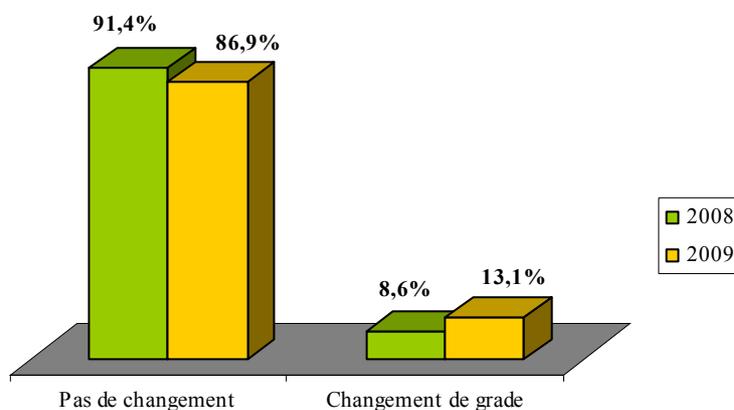
<i>Catégorie et filière de départ</i>	<i>Toutes filières confondues</i>		
	<i>Catégorie C</i>	<i>Catégorie B</i>	<i>Catégorie A</i>
	2009	2009	2009
<i>Filière accueil, surveillance et magasinage</i>			
Catégorie C	13%	85%	1%
<i>Filière administrative</i>			
Catégorie C	8%	92%	
Catégorie B			100%
<i>Filière scientifique</i>			
Catégorie B		29%	71%
<i>Filière technique</i>			
Catégorie C	17%	83%	
Catégorie B		19%	81%

(Source : infocentre des carrières)

Ces données ne sont que le reflet de l'évolution constatée en 2009. Compte tenu de l'étroitesse des effectifs de certains corps, elles ne permettent pas de tirer de conclusions définitives sur l'évolution des filières.

### III. LES CHANGEMENTS DANS CHAQUE FILIERE EN 2009.

#### A. La filière accueil, surveillance et magasinage.



(Source : infocentre des carrières – bureaux de gestion)

Les promotions des agents de la filière « accueil, surveillance et magasinage » (catégorie C) dans les catégories supérieures se font principalement dans la filière technique, débouché naturel des adjoints d'accueil, de surveillance et de magasinage. La filière accueil, surveillance et magasinage étant très volatile, on constate que la progression se fait également dans les autres filières, principalement dans la filière administrative et, pour ce qui concerne les magasiniers, dans les corps des bibliothèques de la filière scientifique.

Corps de départ	Corps d'arrivée							
	Filière technique		Filière administrative	Filière scientifique			Enseignants	
	adjoints techniques (C)	techniciens des services culturels et des bâtiments de France (B)	adjoints administratifs (C)	secrétaires de documentation (B)	techniciens de la recherche (B)	assistants de bibliothèque (B)	bibliothécaires adjoints spécialisés (B)	professeurs des ENA supérieures (A)
Adjoints techniques ASM (C)	2	62	8	2	1			
Magasiniers des bibliothèques (C)	1					4	1	1

(Source : infocentre des carrières)

→ 2 % d'adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage sont passés dans la filière technique en devenant techniciens des services culturels et des bâtiments de France.  
 → 3,6% des techniciens des services culturels et des bâtiments de France ont été promus dans le corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.



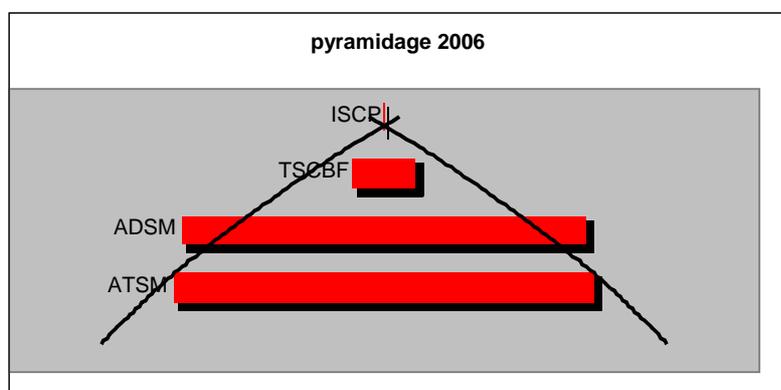
(Source : infocentre des carrières)

### Le repyramidage de la filière « accueil, surveillance et magasinage ».

En 2006, la filière accueil, surveillance, magasinage se composait de fonctionnaires titulaires des quatre corps suivants : ingénieur des services culturels et du patrimoine (spécialité service culturel - cat. A), technicien des services culturels et des Bâtiments de France (spécialité surveillance et accueil - cat. B), adjoint technique d'accueil, de surveillance et de magasinage (cat. C) et agent technique d'accueil, de surveillance et de magasinage (cat. C).

Ces agents chargés, chacun à leur niveau hiérarchique, de l'accueil et de la sécurité des établissements culturels (musées, monuments ...) veillent à la protection des personnes, des biens meubles et immeubles.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, le pyramidage était le suivant :



Un double constat a conduit à définir un repyramidage de la filière :

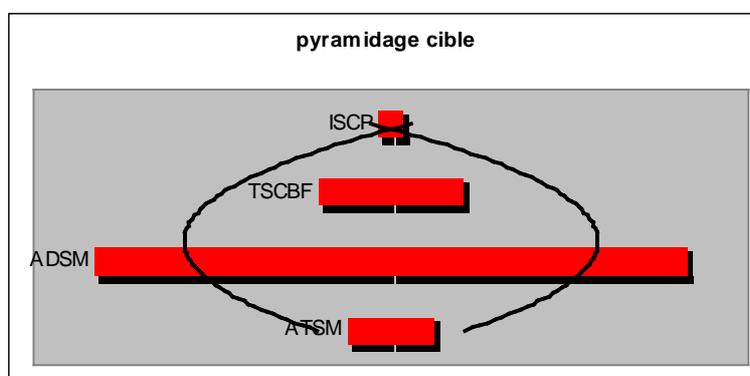
En premier lieu, la proportion forte d'agents de catégorie C amplifie l'effet de déséquilibre entre catégories hiérarchiques, pointant très clairement le déficit en catégorie A et B et donc l'insuffisance du taux d'encadrement.

Ce constat, d'ordre quantitatif, est corrélé au développement de la fréquentation des sites, à l'augmentation des surfaces ouvertes au public et à une évolution des politiques d'accueil orientées vers la familiarisation du public avec les œuvres et monuments. Ce processus implique un effort d'adaptation du personnel, notamment de catégorie C, dans un contexte de complexité accrue.

En second lieu, sur le plan structurel, on note l'inadéquation entre le statut des agents et les fonctions réellement exercées, de nombreux agents de catégories hiérarchiques inférieures étant amenés à exercer des missions normalement dévolues aux corps supérieurs.

Le pyramidage final de la filière sera donc le suivant :

Corps	Cible	
	2006	2011
Ingénieurs des services culturels	0,20%	3%
Techniciens des services culturels	7,10%	17%
Adjoints d'accueil, de surveillance et de magasinage	45,40%	70%
Agents d'accueil, de surveillance et de magasinage	47,30%	10%
Total	100%	100%



Pour la réalisation de ces objectifs, des mesures réglementaires dérogatoires ont été obtenues afin de pallier l'étroitesse des marges de manœuvre en matière de promotion de corps.

Les décrets du 30 août 2006 et du 3 mai 2007 ont introduit ainsi, à titre dérogatoire et temporaire pour la durée du plan, des voies parallèles de promotion interne réservées aux agents de la filière.

1. Le décret du 30 août 2006, publié au Journal Officiel du 31 août 2006, prévoit des recrutements exceptionnels dans les corps des techniciens des services culturels et des bâtiments de France et des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

Ces recrutements dérogatoires sont réservés, pour une durée de cinq ans, soit de 2006 à 2010, aux agents de la filière accueil, surveillance et magasinage selon les modalités suivantes.

**Promotion dans le corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage :**

- pour moitié, par concours exceptionnels ouverts aux agents techniques justifiant de 4 années de services publics.
- pour moitié, par inscription sur liste d'aptitude ouverte aux agents techniques justifiant de 10 années de services publics.

**Promotion dans le corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France :**

- pour un tiers des postes, par concours exceptionnels ouverts aux agents et adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage justifiant de 4 années de services publics.
- pour un tiers des postes, par examens professionnels ouverts aux agents et aux adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage justifiant d'au moins 8 ans de services publics.
- pour un tiers des postes, par inscription sur liste d'aptitude ouverte aux adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage justifiant de 15 années de services publics.

2. Le décret du 3 mai 2007, publié au Journal Officiel du 5 mai 2007, revalorise le volume de recrutement par concours internes et tour extérieur dans le corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine pour une période de quatre ans, de 2007 à 2010.

**Promotion dans le corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine :**

- pour 60 % des postes offerts au concours, par concours internes réservés aux techniciens des services culturels et des Bâtiments de France,
- pour un volume de postes correspondant à 40% du nombre total de recrutements par concours et détachement, par inscription sur liste d'aptitude après avis de la commission administrative paritaire (tour extérieur).

Les promotions liées au repyramidage ont débuté en 2007.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2009 :

- l'effectif de la catégorie A est passé de 7 à 71 agents.
- l'effectif de la catégorie B est passé de 252 à 443 agents
- Au sein de la catégorie C, l'effectif des agents placés dans l'échelle 3 est passé de 1717 à 1144 tandis que l'effectif des agents classés dans les classes 4,5,6, est passé de 1557 à 2214.

Sur l'année 2009, l'évolution a été la suivante :

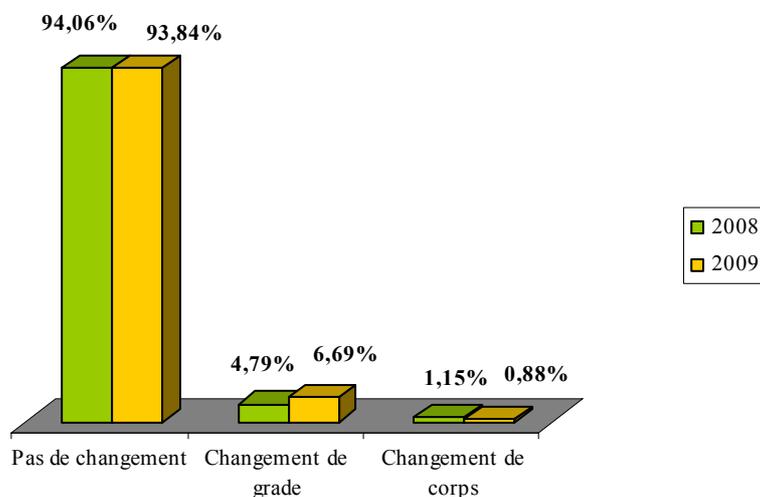
	Réel au 01/01/2009	Repyramidage échelle 3 en 4	Repyramidage en B et A	Flux	Réel au 31/12/2009
Adjoint d'accueil, de surveillance et de magasinage éch. 3	1242	-252	-66	-98	1144
Adjoint d'accueil, de surveillance et de magasinage éch. 4, 5, 6	1887	252		327	2214
Technicien des services culturels et du patrimoine	388		66-21	55	443
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine	50		21	21	71
Total	3567			305	3872

(Source : bureau de gestion)

Ce plan a vocation à se poursuivre sur un rythme régulier jusqu'en 2011.

## B. La filière administrative.

Les taux de promotions de grade ont progressé en 2009 dans la filière administrative. En revanche, les promotions de corps ont été moins importantes qu'en 2008.



(Source : infocentre des carrières)

### Les changements de corps des agents de la filière administrative en 2009.

	Corps d'arrivée								
	Filière ASM	Filière administrative							
Corps de départ	Adj Surv	Tech Mag (C)	Acc Mag (C)	Secrétaires administratifs (B)	attachés d'administration (A)	inspecteurs conseillers culturels (A)	administrat eurs civils (A)	inspecteurs généraux de l'administration (A)	emplois fonctionnels
Adjoints administratifs	2			17					
Secrétaires administratifs					9				
Assistants de service social					1				
Attachés d'administration						1			
Chefs de mission									1
Inspecteurs conseillers culturels									
Administrateurs civils									
Inspecteurs généraux de l'administration									
Emplois fonctionnels (A)							2	1	

	Corps d'arrivée		
	Filière scientifique		Filière technique
Corps de départ	secrétaires de documentation (B)	conservateurs généraux du patrimoine (A)	technicien des services culturels et des bâtiments de France (B)
Adjoints administratifs	5		1
Dessinateurs			1
Emplois fonctionnels (A)		1	

(Source : infocentre des carrières)

Les changements de corps en 2009 ont surtout bénéficié du plan de repyramidage de la filière administrative (de C en B et de B en A).

Au sein de la filière administrative, en 2009 :

→ 0,9% des adjoints administratifs sont devenus secrétaires administratifs,

→ 1,4% des secrétaires administratifs sont devenus attachés.

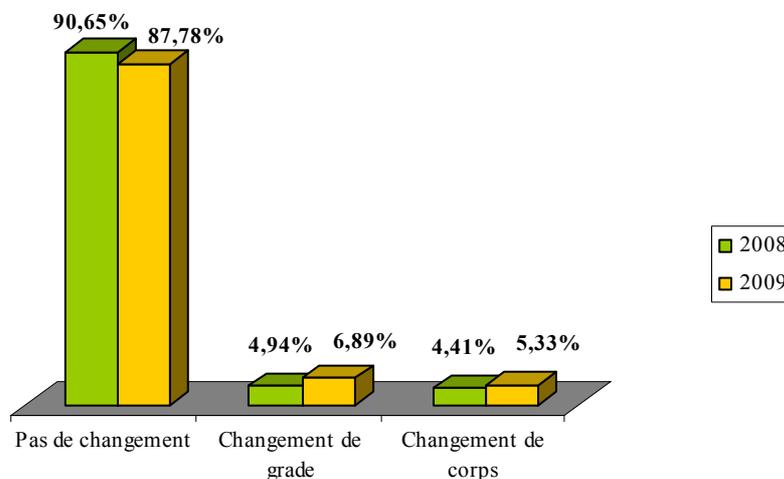


(Source : infocentre des carrières)

### C. La filière technique.

La filière technique comprend les adjoints techniques, les corps des métiers d'art (techniciens d'art et chefs de travaux d'art), les techniciens des services culturels et des bâtiments de France ainsi que les ingénieurs des services culturels et du patrimoine quelle que soit leur spécialité : bâtiments de France ou accueil et surveillance.

En 2009, la proportion d'agents promus par rapport au nombre total d'agents dans la filière, a augmenté par rapport aux taux enregistrés en 2008. Cela est dû principalement à la poursuite de la mise en œuvre des mesures de repyramidage dans les corps de la filière.



(Source : infocentre des carrières - bureaux de gestion).

### Les changements de corps des agents de la filière technique en 2009.

Les changements de corps dans la filière ouvrière et technique se font dans les corps des métiers d'art et dans les corps qui accueillent les agents de la filière accueil, surveillance et magasinage : techniciens des services culturels et des bâtiments de France, et ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Corps de départ	Filière technique					Filière accueil, surveillance et magasinage	Filière administrative		Filière scientifique	
	Techniciens d'art (B)	Techniciens des services culturels et des bâtiments de France (B)	Techniciens de la recherche (B)	Chefs de travaux d'art (A)	Ingénieurs des services culturels et du patrimoine (A)	Adjointes techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (C)	Secrétaires administratifs (B)	Attachés d'administration (A)	Architectes et urbanistes de l'Etat (A)	Conservateurs du patrimoine (A)
Adjointes techniques	25					5				
Techniciens d'art		2	1	2						
Techniciens des services culturels et des bâtiments de France					14		1		1	
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine								1		1

(Source : infocentre des carrières)

Au sein de la filière en 2009 :

→ 4 % des adjointes techniques sont devenues techniciens d'art

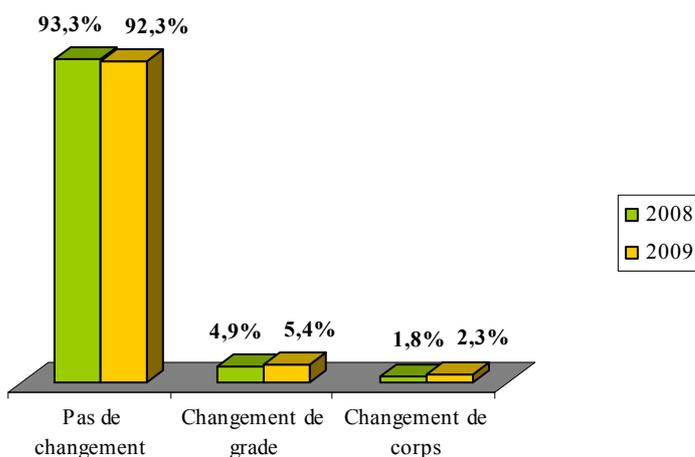
→ 0,33% de techniciens d'art sont devenus chefs de travaux d'art.



(Source : infocentre des carrières)

#### D. La filière scientifique.

La filière scientifique affiche une augmentation du nombre de promotions avec 106 changements de grade et 46 changements de corps en 2009.



(Source : infocentre des carrières - bureaux de gestion)

## Les changements de corps des agents de la filière scientifique en 2009.

Corps d'arrivée		Filière scientifique										
Corps de départ		bibliothécaires adj. spé.(B)	secrétaires de documentation (B)	bibliothécaires (A)	chargés d'études documentation (A)	assistants ingénieurs (A)	ingénieurs d'études (A)	conservateurs de bibliothèque (A)	conservateurs du patrimoine (A)	conservateurs généraux de bibliothèque (A)	conservateurs généraux du patrimoine (A)	ingénieurs de recherche (A)
Assistants de bibliothèque	2											
Bibliothécaires adjoints spécialisés		1	4									
Secrétaires de documentation				5								
Techniciens de la recherche					1							
Bibliothécaires							4					
Chargés d'études documentaires								3				
Assistants ingénieurs						3						
Ingénieurs d'études								1				1
Conservateurs de bibliothèque									12			
Conservateurs du patrimoine							1			18		
Conservateurs généraux de bibliothèque												
Conservateurs généraux du patrimoine												
Ingénieurs de recherche												
Architectes en chef												
Emplois fonctionnels												

Corps d'arrivée		Filière administrative		
Corps de départ		secrétaires administratifs (B)	attachés d'administration (A)	emplois fonctionnels (A)
Assistants de bibliothèque	1			
Assistants ingénieurs		1		
Conservateurs généraux du patrimoine				1

(Source : infocentre des carrières)

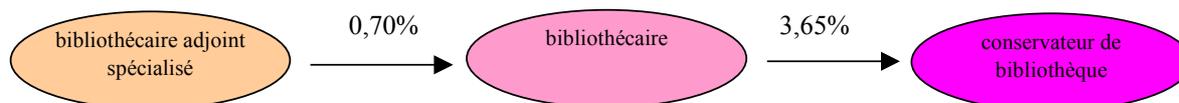
Les agents de la filière scientifique sont les plus stables.

Les mouvements au sein de la catégorie A ont représenté, en 2009, 71% des changements enregistrés entre les corps de la filière.

*Au sein de la filière, en 2009 :*

→ 1,4% des bibliothécaires-adjoints spécialisés sont devenus bibliothécaires,

→ 3% des bibliothécaires sont devenus conservateurs de bibliothèque.



(Source : infocentre des carrières)

## **La démographie**

Le périmètre étudié comprend les agents dans le plafond d'emploi du MCC, quelle que soit leur affectation ou leur mode de gestion.

La pyramide des âges reflète la politique des recrutements passés et permet d'analyser la structure des effectifs par sexe et par âge. Cet exercice est notamment utile pour évaluer les départs à la retraite et prévoir les types et les volumes de recrutements nécessaires.

L'âge moyen des agents du ministère de la culture et de la communication recrutés sur le budget de l'Etat (titulaires et contractuels) s'élève à 48,1 ans en 2009. Cette moyenne est parmi les plus élevées des agents de la fonction publique.

Age moyen 2008	47,9
Age moyen 2009	48,1

(Source : infocentre des carrières)

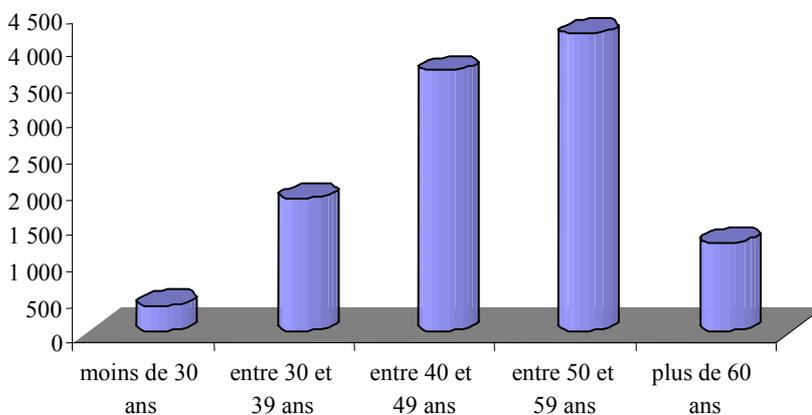
En 2009, la part des agents qui ont 60 ans ou plus représente 11% de la population du ministère. Très concerné par les effets du baby boom, le ministère verra ses départs à la retraite s'accroître dans les prochaines années.

## I. LA PYRAMIDE DES AGES DU MINISTERE DE LA CULTURE MONTRE LE VIEILLISSEMENT DE SES AGENTS SOUS L'EFFET D'UN RALENTISSEMENT DES RECRUTEMENTS.

En 2009 :

- 3,3% des agents du ministère ont moins de trente ans ;
- 16,5% des agents ont entre 30 et 39 ans ;
- 32,3% des agents ont entre 40 et 49 ans ;
- 36,9% des agents ont entre 50 et 59 ans ;
- 11% ont 60 ans ou plus.

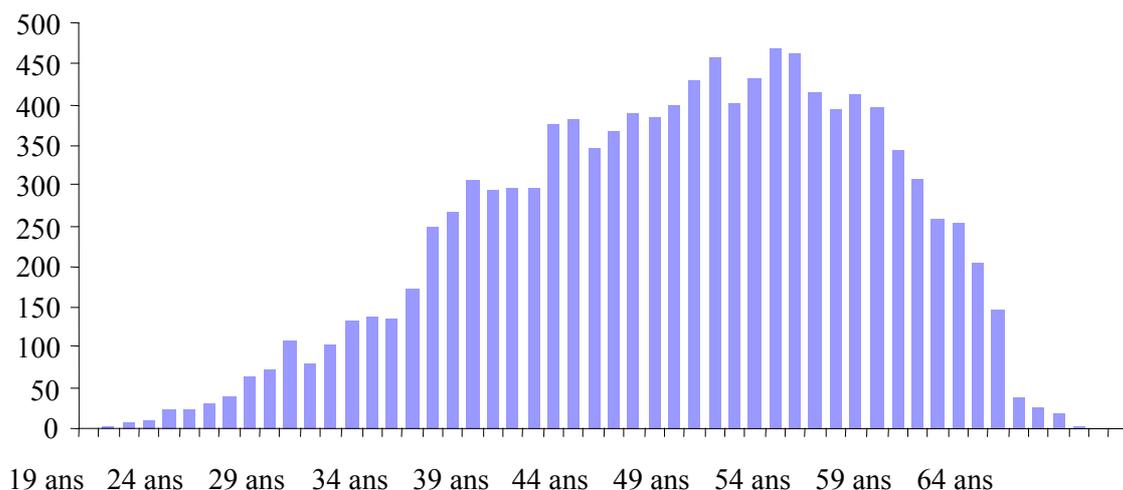
2009 : répartition des effectifs par tranche d'âges



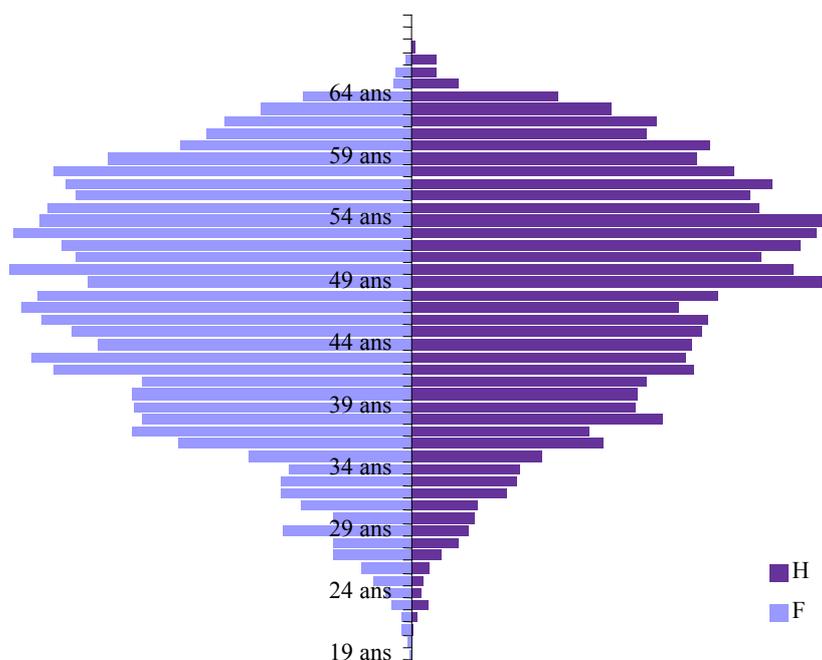
(Source : infocentre des carrières)

La pyramide des âges sur 2009 montre la forte progression des tranches d'âge élevées, et le déséquilibre avec les recrutements.

Pyramide des âges au 31 décembre 2009



Pyramide des âges hommes /femmes au 31 décembre 2009



(Source : infocentre des carrières)

## II. LA REPARTITION PAR SEXE MONTRE DES DISPARITES IMPORTANTES SELON LES AGES, LES FILIERES ET LES CATEGORIES.

### A. Une féminisation certaine du ministère.

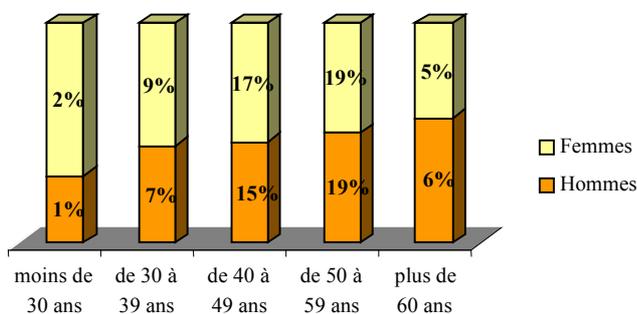
Le ministère de la culture et de la communication compte plus d'agents féminins que d'agents masculins. La proportion de femmes est de 52%, ce qui est proche du taux moyen de féminisation de l'ensemble de la fonction publique de l'Etat (emplois civils). Les femmes sont en moyenne plus jeunes que les hommes.

2009	% hommes sur le total	% femmes sur le total	% par tranche d'âge	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	1%	2%	3%	2%	4%
de 30 à 39 ans	7%	9%	17%	15%	18%
de 40 à 49 ans	15%	17%	32%	31%	34%
de 50 à 59 ans	19%	19%	37%	39%	35%
plus de 60 ans	6%	5%	11%	13%	9%
	48%	52%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

La proportion de femmes par tranche d'âges est plus importante jusqu'à 49 ans. Dans les tranches d'âge supérieures, où les effectifs sont plus nombreux, les proportions s'équilibrent ou s'inversent.

Proportion hommes / femmes par tranche d'âges par rapport à l'effectif total



(Source : infocentre des carrières)

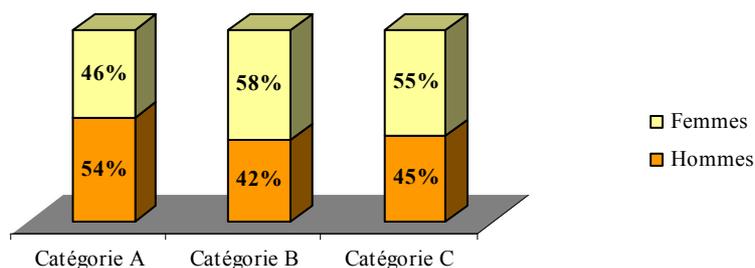
## B. La féminisation globale du ministère cache des disparités entre catégories et filières.

La répartition hommes / femmes constatée globalement varie selon les catégories statutaires, c'est-à-dire selon les qualifications. Elle varie également selon les filières.

**Les femmes sont majoritaires dans les catégories B et C.**

	Part de la catégorie dans l'effectif total	Hommes	Femmes
Catégorie A	37%	54%	46%
Catégorie B	20%	42%	58%
Catégorie C	43%	45%	55%
<i>Total</i>	<i>100%</i>		

Proportion hommes / femmes par catégorie en 2009



(Source : infocentre des carrières)

En catégorie A :

La parité est quasi respectée dans la filière administrative (48% / 52%).

En revanche, les métiers techniques et d'enseignement comptent une large majorité d'agents masculins : 77% d'hommes parmi les personnels enseignants, 66% dans les corps techniques.

En catégorie B :

Dans la filière administrative, plus des trois quarts des effectifs sont des femmes (78%). La proportion de femmes est également importante dans la filière scientifique (64%).

En revanche, dans les métiers techniques, 57% des effectifs sont des hommes.

En catégorie C :

Les femmes représentent 83% de la filière administrative.

Les hommes représentent 84% de la filière technique.

La filière accueil, surveillance et magasinage compte également une majorité d'hommes : 59%.

**L'analyse par filière montre des disparités selon les métiers exercés.**

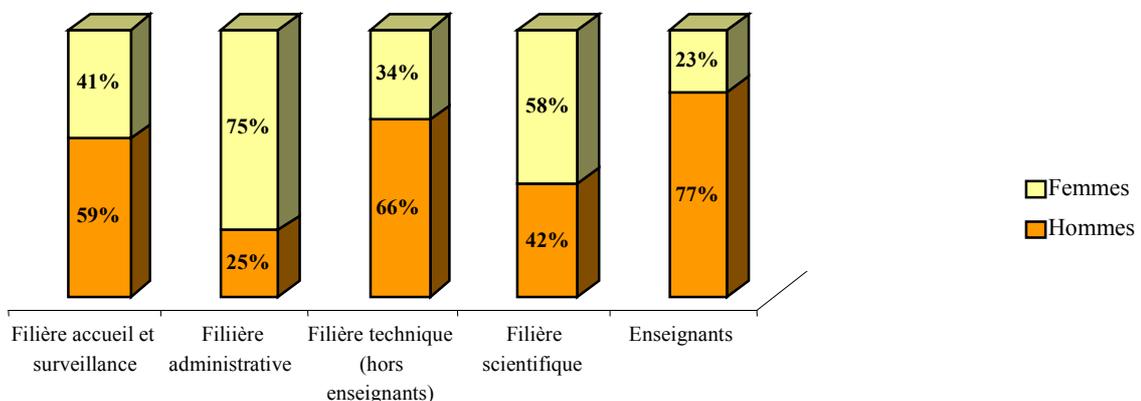
Les corps de la filière technique et des personnels enseignants sont très majoritairement masculins (compte tenu de leur spécificité, les personnels enseignants sont dissociés des corps techniques). La filière administrative voit sa population, très féminine dans la catégorie C, devenir majoritairement masculine dans les grades plus élevés ; dans l'encadrement supérieur, la proportion de femmes est de 22 %.

*Répartition des effectifs réels par sexe et par filière :*

	<i>Part de la filière dans l'effectif total</i>	Hommes	Femmes
Filière accueil et surveillance	21%	59%	41%
Filière administrative	31%	25%	75%
Filière technique	17%	66%	34%
Filière scientifique	23%	42%	58%
Enseignants	9%	77%	23%
<i>Total</i>	<i>100%</i>		

*(Source : infocentre des carrières)*

*Proportion hommes / femmes par filière*



*(Source : infocentre des carrières)*

La féminisation de la filière administrative n'est pas uniforme.

Globalement, la filière administrative a un taux de féminisation de 75%.

Cependant, l'analyse de la répartition par sexe, catégorie et métier montre que plus on progresse dans la hiérarchie, plus le nombre d'hommes augmente.

Dans cette filière, la féminisation des catégories B (78%) et C (83%) ne se retrouve pas au niveau de la catégorie A où les emplois sont occupés majoritairement par les hommes.

Au sein de la catégorie A, si les femmes sont majoritaires dans le corps des attachés (60%), elles sont minoritaires chez les administrateurs civils (29%), ainsi qu'au niveau des personnels de direction (44%) ou des corps d'inspection (44%).

La filière scientifique (corps de recherche, de conservation, de documentation) est majoritairement féminine (58%).

Cependant, on observe la même évolution que dans la filière administrative : les femmes sont plus présentes dans la catégorie B (64%) que dans la catégorie A (56%).

La filière technique et d'enseignement est majoritairement masculine.

Cependant, comme dans les autres filières, la proportion varie selon la catégorie : hors enseignement, si les femmes représentent 34% de l'ensemble des personnels techniques, elles sont surtout présentes dans la catégorie B (43%), les catégories C et A accueillant majoritairement les hommes (respectivement 84% et 65%).

Les corps d'enseignement sont principalement occupés par des hommes, avec une proportion de femmes de 23% seulement.

La filière accueil, surveillance et magasinage est masculine à hauteur de 59%. Ce pourcentage est stable si l'on intègre dans la filière les agents des catégories A et B de la spécialité « services culturels », beaucoup moins nombreux, qui comprennent respectivement 34% et 42% d'agents féminins.

*Proportion hommes / femmes par catégorie et par corps*

**I. FILIERE ADMINISTRATIVE**

	Hommes	Femmes
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>48%</b>	<b>52%</b>
<i>INSPECTIONS</i>	56%	44%
<i>PERSONNELS DE DIRECTION</i>	56%	44%
<i>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE A</i>	68%	32%
Administrateur civil	71%	29%
Directeur de projet	100%	0%
Chef de mission	56%	44%
Attaché d'Administration	40%	60%
Conseiller d'administration scolaire et universitaire (*)	100%	0%
Conseiller technique de service social (*)	0%	100%
Conservateur régional des monuments historiques (**)	50%	50%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>22%</b>	<b>78%</b>
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE C</b>	<b>17%</b>	<b>83%</b>
<b>TOTAL DES PERSONNELS TITULAIRES DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>25%</b>	<b>75%</b>

(\*) effectif du corps : un agent

(\*\*) effectif du corps : deux agents

## II. FILIERE SCIENTIFIQUE

<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>44%</b>	<b>56%</b>
<i>CONSERVATION</i>	49%	51%
Conservateurs généraux du patrimoine	62%	38%
Conservateurs du patrimoine	46%	54%
<i>ARCHITECTES</i>	66%	34%
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	35%	65%
<i>DOCUMENTATION</i>	25%	75%
<i>RECHERCHE</i>	47%	53%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>36%</b>	<b>64%</b>
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	26%	74%
<i>DOCUMENTATION</i>	28%	72%
<i>RECHERCHE</i>	59%	41%
<b>TOTAL DES PERSONNELS TITULAIRES DE LA FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>42%</b>	<b>58%</b>

## IV. FILIERE TECHNIQUE hors enseignement

<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>65%</b>	<b>35%</b>
<i>METIERS D'ART</i>	65%	35%
<i>PATRIMOINE</i>	64%	36%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT</i>	80%	20%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>57%</b>	<b>43%</b>
<i>METIERS D'ART</i>	49%	51%
<i>PATRIMOINE</i>	63%	37%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT</i>	95%	5%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE C</b>	<b>84%</b>	<b>16%</b>
<i>PERSONNELS OUVRIERS</i>	84%	16%
<b>TOTAL DES PERSONNELS TITULAIRES DE LA FILIERE TECHNIQUE hors enseignement</b>	<b>66%</b>	<b>34%</b>

## III. ENSEIGNEMENT

<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>77%</b>	<b>23%</b>
<b>TOTAL DES PERSONNELS ENSEIGNANTS TITULAIRES</b>	<b>77%</b>	<b>23%</b>

## V. FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE

<b>PERSONNELS DE CATEGORIE C</b>	<b>59%</b>	<b>41%</b>
<i>ACCUEIL ET SURVEILLANCE</i>	59%	41%
<i>MAGASINAGE</i>	52%	48%
<b>TOTAL DES PERSONNELS TITULAIRES DE LA FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>59%</b>	<b>41%</b>

(Source : infocentre des carrières)

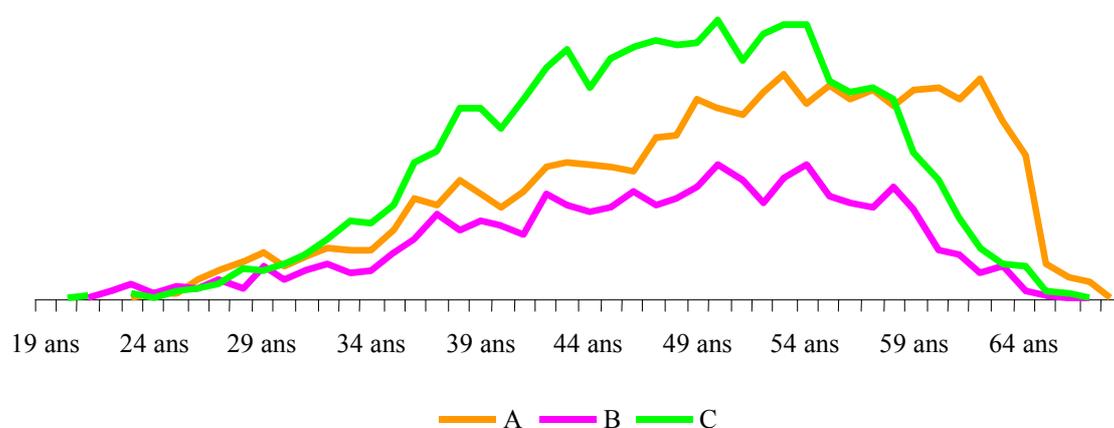
### III. L'ETUDE PAR FILIERE ET CATEGORIE SOULIGNE UN RISQUE DE DESEQUILIBRE A VENIR DANS LA REPARTITION PAR DOMAINE-METIER DU MINISTERE.

#### A. L'âge moyen varie selon la catégorie ou la filière.

Par catégorie, les moyennes d'âges sont les suivantes :

- en catégorie A : 50,2 ans,
- en catégorie B : 47,1 ans,
- en catégorie C : 47,3 ans.

### 2009 : Pyramide des âges par catégorie



11% des agents titulaires ont plus de 59 ans. Cette proportion diffère selon les catégories. Elle atteint 18% dans la catégorie A, 6,3% dans la catégorie B, 5% dans la catégorie C.

Le vieillissement de la catégorie A touche surtout la filière scientifique et les personnels enseignants. Les personnels enseignants ont la moyenne d'âge la plus élevée du ministère. Ils sont suivis par la filière scientifique, qui comprend les personnels de recherche, de conservation et de documentation.

En revanche, la moyenne d'âge de la filière accueil, surveillance et magasinage qui a connu des recrutements spécifiques ces dernières années, est la plus basse du ministère.

#### *Age moyen par filière :*

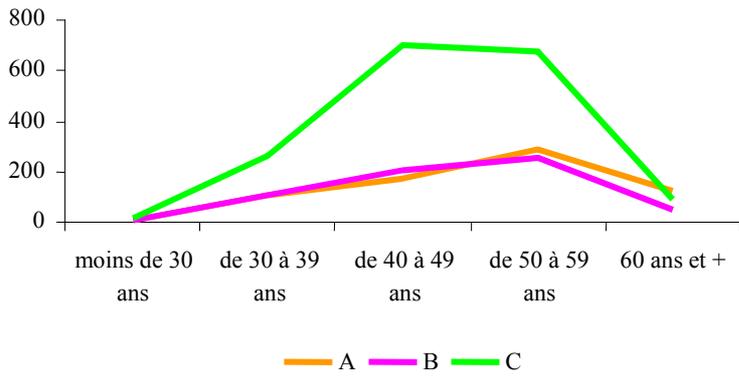
- Filière administrative : 47,9 ans
- Filière scientifique : 48,9 ans
- Filière technique et d'enseignement : moyenne d'âge hors personnels enseignants : 46,6 ans
- Filière technique et d'enseignement : moyenne d'âge des personnels enseignants : 51,6 ans
- Filière accueil, surveillance et magasinage : 46,9 ans.

#### **B. Un vieillissement préoccupant de la filière scientifique.**

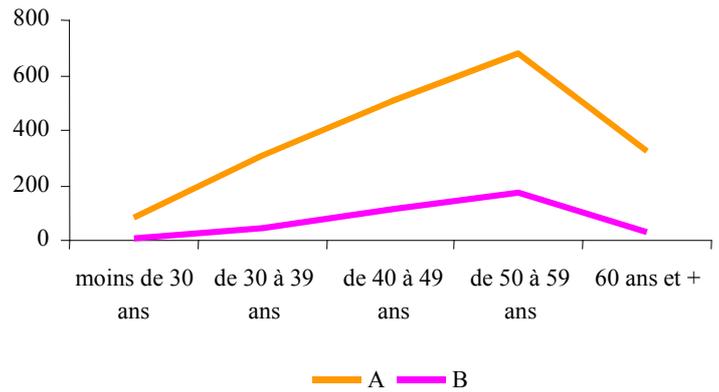
La répartition par filière, par catégorie et par âge des agents du ministère de la culture et de la communication laisse présager des changements dans cette même répartition des effectifs dans les années à venir.

Afin de préserver son cœur d'activité, le ministère doit adapter ses moyens humains, notamment en ciblant différemment ses recrutements ou en faisant évoluer les fonctions des agents de la catégorie C.

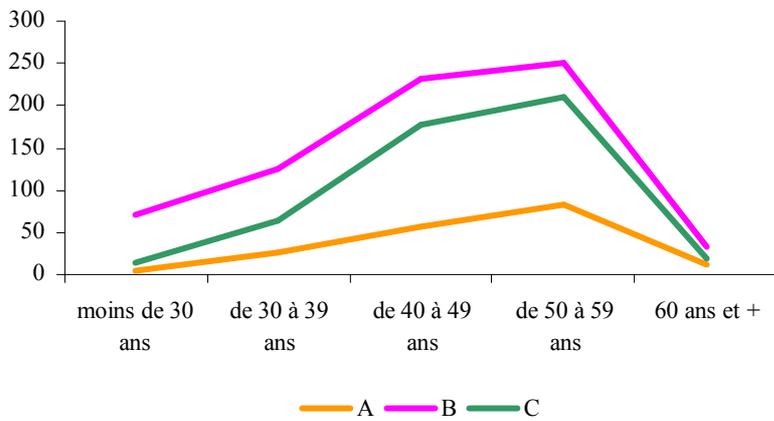
*Filière administrative*



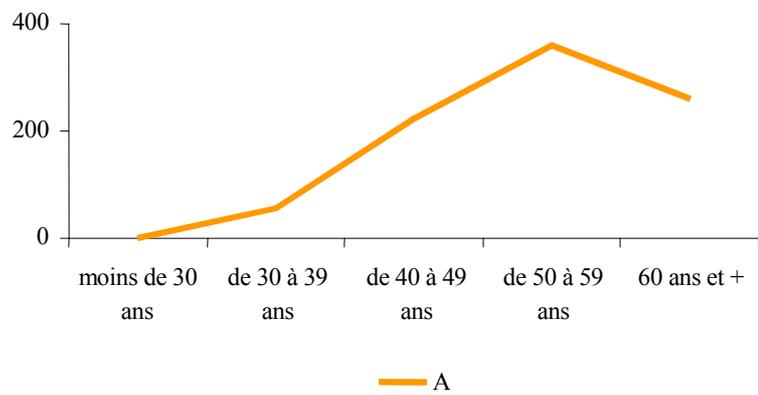
*Filière scientifique*



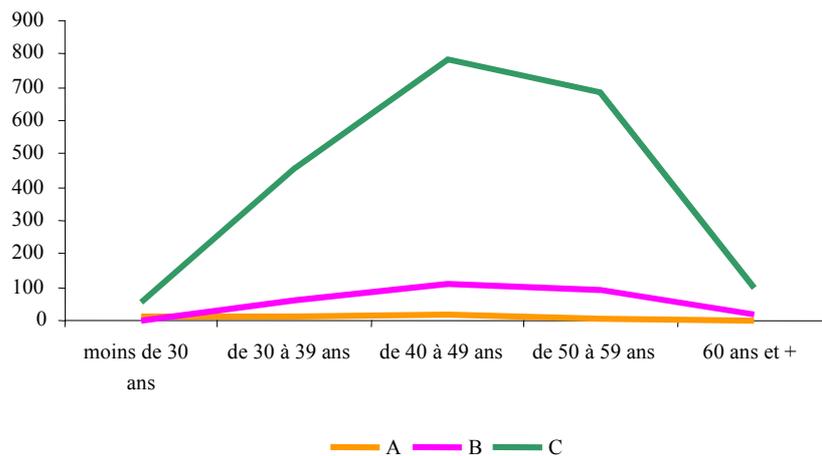
*Filière technique (hors enseignement et services culturels)*



*Personnels enseignants*



*Filière accueil, surveillance et magasinage -  
filière métiers (\*)*



(Source : infocentre des carrières)

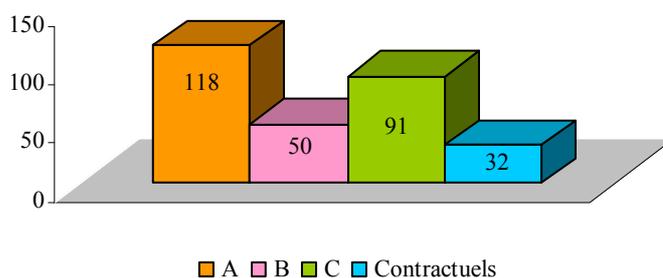
(\*) Dans le dernier graphique, la filière métier « accueil, surveillance et magasinage » a été reconstituée en ajoutant aux agents de la catégorie C les agents des catégories A et B composées respectivement des ingénieurs des services culturels et du patrimoine - spécialité « services culturels », et des techniciens des services culturels et du patrimoine - spécialité « services culturels ».

### C. La loi de 2003 qui a augmenté le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein a modifié les comportements des agents et retardé les départs.

En 2009, 291 agents titulaires ou contractuels sont partis en retraite. Ce chiffre inclut 6 agents des bibliothèques gérés par le ministère de l'éducation nationale et 15 agents gérés par le ministère de l'équipement.

La répartition des départs reflète la structure démographique du ministère.

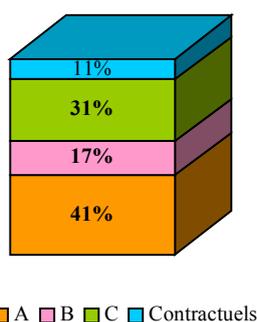
*Nombre de départs en retraite par catégorie en 2009*



*(Source : infocentre des carrières)*

En 2009, la catégorie A, dont la moyenne d'âge est la plus élevée, a représenté 46 % des départs des agents titulaires, 41% du nombre total de départs.

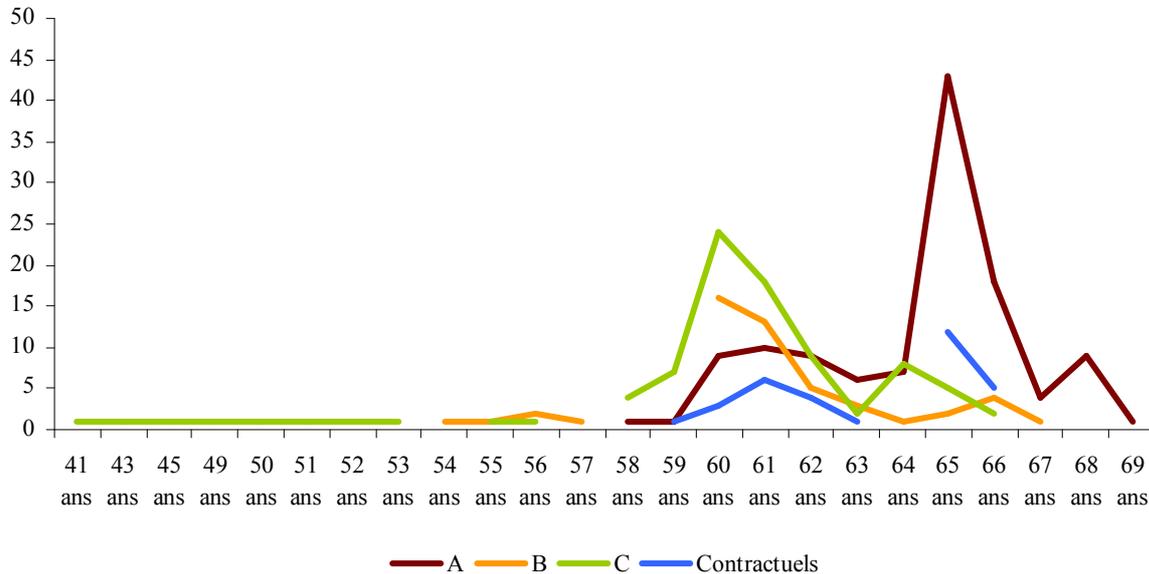
*Part de chaque catégorie dans les départs en retraite en 2009*



Au regard de l'effectif total de chaque catégorie, on constate que la proportion d'agents titulaires partant en retraite est plus élevée dans les catégories A et B (dans ces catégories, 3% des agents sont partis en retraite en 2009), que dans la catégorie C (2%).

En 2009, l'âge moyen des départs à la retraite a été de 62,3 ans. Toutefois, le pic des départs des agents de catégorie A se situe à 65 ans, celui des agents des catégories B et C se situe à 60 ans.

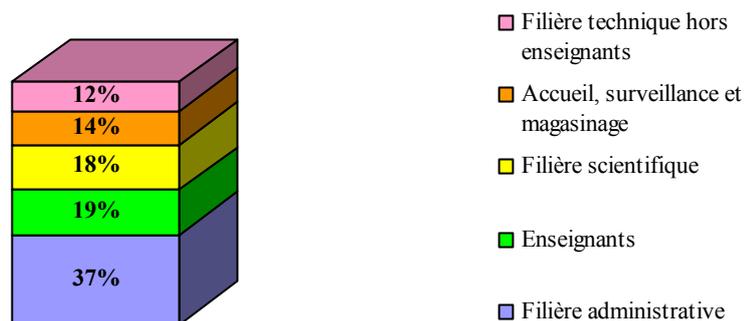
*Départs en retraite, par âge et par catégorie ou statut en 2009*



(Source : infocentre des carrières)

Par filière, on constate que le nombre de départs a été plus important dans la filière administrative (37% des départs). Viennent ensuite les personnels enseignants (19%) et la filière scientifique (18%), la filière accueil, surveillance et magasinage (14%), puis les personnels techniques (12%).

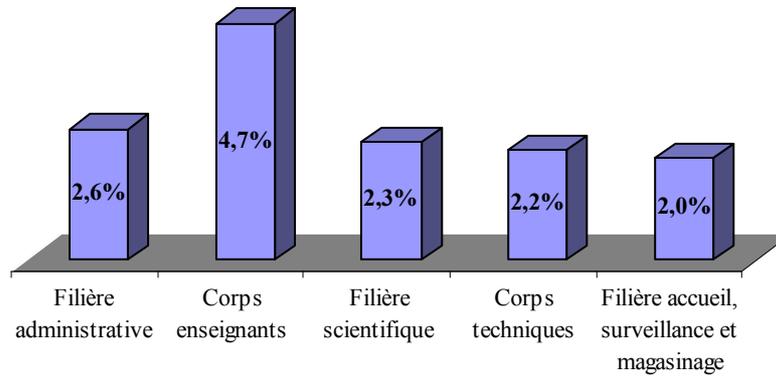
*Part de chaque filière dans les départs en retraite en 2009*



(Source : infocentre des carrières)

Si l'on rapporte les départs à l'effectif de la filière considérée, on constate cependant que les départs sont plus importants parmi les enseignants (4,7% des personnels enseignants titulaires sont partis à la retraite en 2009).

*Proportion des départs en retraite par filière en 2009*



**Les motifs des départs varient selon les filières, avec des tendances générales qui se retrouvent d'une année sur l'autre, mais dans des proportions qui varient compte tenu des faibles quantités étudiées.**

Globalement, en 2009, les départs pour limite d'âge représentent 29% des départs en retraite. Cette proportion est toutefois à nuancer selon les filières, avec un taux allant de 70% (pour les personnels enseignants) à 12% (pour les personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage).

Les départs pour longue carrière sont présents dans les corps des personnels techniques et parmi les personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage (respectivement 8% et 5% des départs enregistrés dans ces filières en 2009).

	<u>Nombre de départs</u>
Limite d'âge	85
Départs anticipés des mères de 3 enfants ou plus	7
Longue carrière	5
Invalité	25
Suite à CPA	4
Autres	165
	<hr/> 291

*(Source : infocentre des carrières)*

## **La formation**

Au sein de la direction de l'administration générale, le bureau de la formation assure le pilotage et la coordination de la politique de formation de l'ensemble du ministère. Il prépare, en coordination avec l'ensemble des services, le document d'orientations stratégiques.

Les formations organisées directement par le bureau de la formation sont ouvertes aux agents de l'administration centrale, des services à compétence nationale, des établissements publics administratifs d'Ile-de-France (à l'exception du musée du Louvre, de la bibliothèque nationale de France, du musée et du domaine national de Versailles). Par ailleurs, dès lors qu'elles relèvent de priorités nationales, elles sont ouvertes à l'ensemble des agents du ministère.

### ***Rappel des modes de calcul***

Notion d'agents formés :

Le *stagiaire* est l'agent qui participe à une formation donnée et ne doit pas être confondu avec la personne formée, *l'agent formé* : un même agent qui suit deux formations au cours de l'année est compté comme deux stagiaires mais comme un seul agent formé.

Nombre de jours de formation : mode de calcul

La durée pour une action est égale au produit du nombre de stagiaires par le temps consacré à la formation. Par exemple, à une action regroupant 10 stagiaires pendant 3 jours est associée une durée de 30 jours-agents.

Les interrégions :

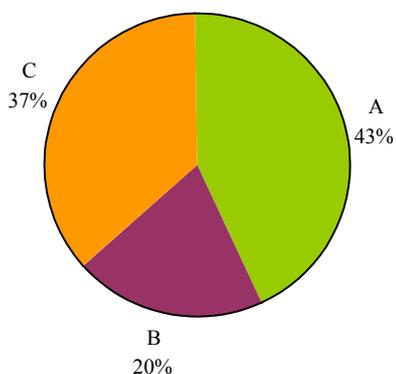
Elles regroupent en 2009 quatre responsables de formation travaillant au niveau de quatre DRAC-sièges différentes, tout en restant rattachés au secrétariat général. Ils mettent en place les priorités nationales et leurs propres programmes de formation. Leurs stages sont également ouverts à tous les établissements situés dans leur périmètre géographique.

## I EFFECTIFS ET AGENTS FORMÉS

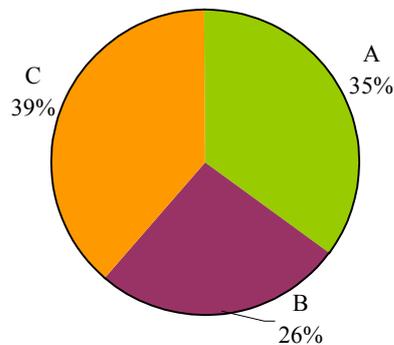
L'effectif retenu est estimé au 31 décembre 2009 sur la base des déclarations des services consultés. Ce cumul des effectifs déclarés par les différents services ne saurait être affecté d'une valeur absolue mais il garde sa pertinence en termes de périmètre d'intervention des services de formation.

Année	2006	2007	2008	2009
Effectif ministériel	23 239	23 132	23 358	23 952
Agents formés	13 406	13 624	12 018	12 374
% formé sur effectif ministériel	58 %	59 %	51 %	52 %

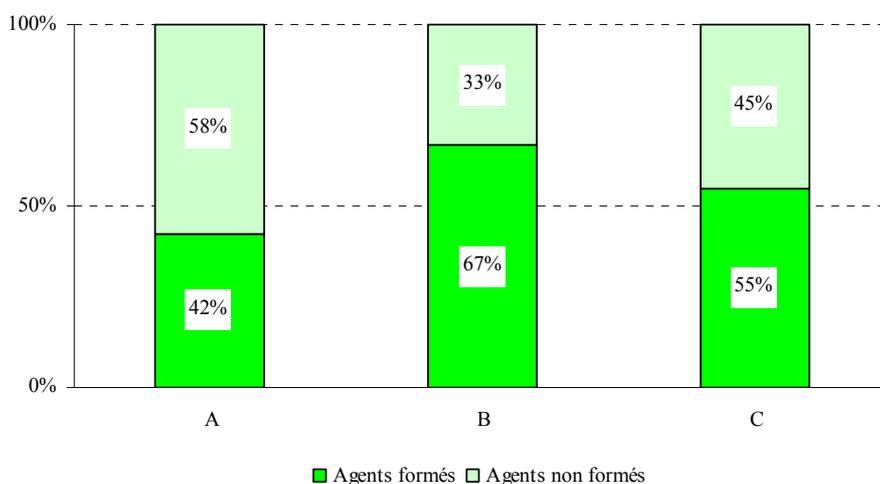
Répartition des effectifs par catégorie



Répartition des agents formés par catégorie

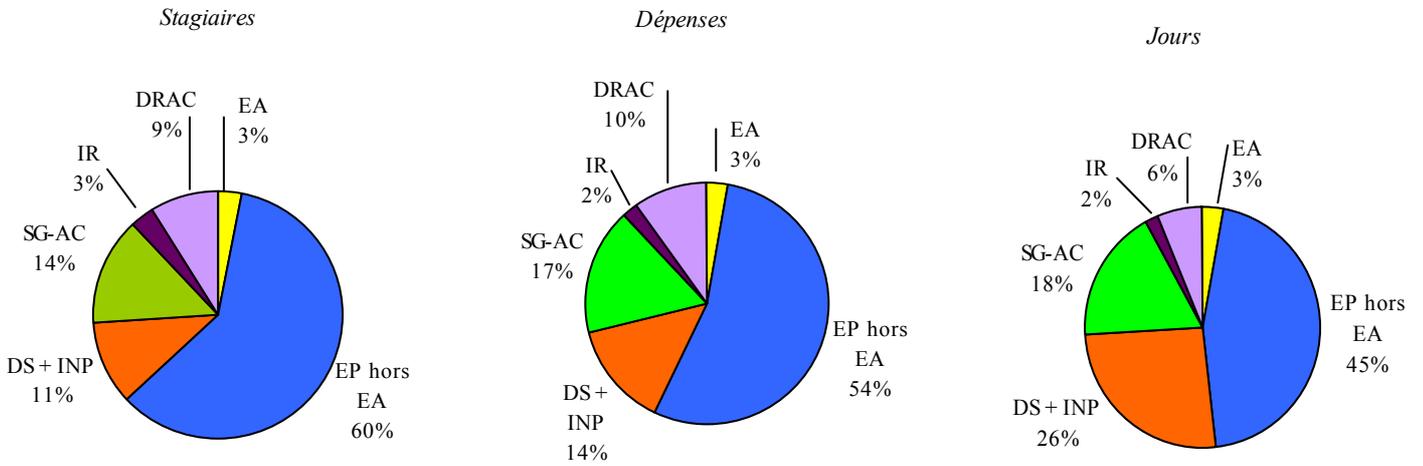


La répartition des effectifs par catégorie reste globalement stable d'une année sur l'autre. La répartition des agents formés suggère une progression des formations de la catégorie B et un tassement par rapport à 2008 de la catégorie C, la catégorie A restant stable.



## II. RÉPARTITION PAR STRUCTURE ET PAR DOMAINE DE FORMATION

Les établissements publics représentent approximativement la moitié de l'offre de formation en termes de résultats chiffrés :

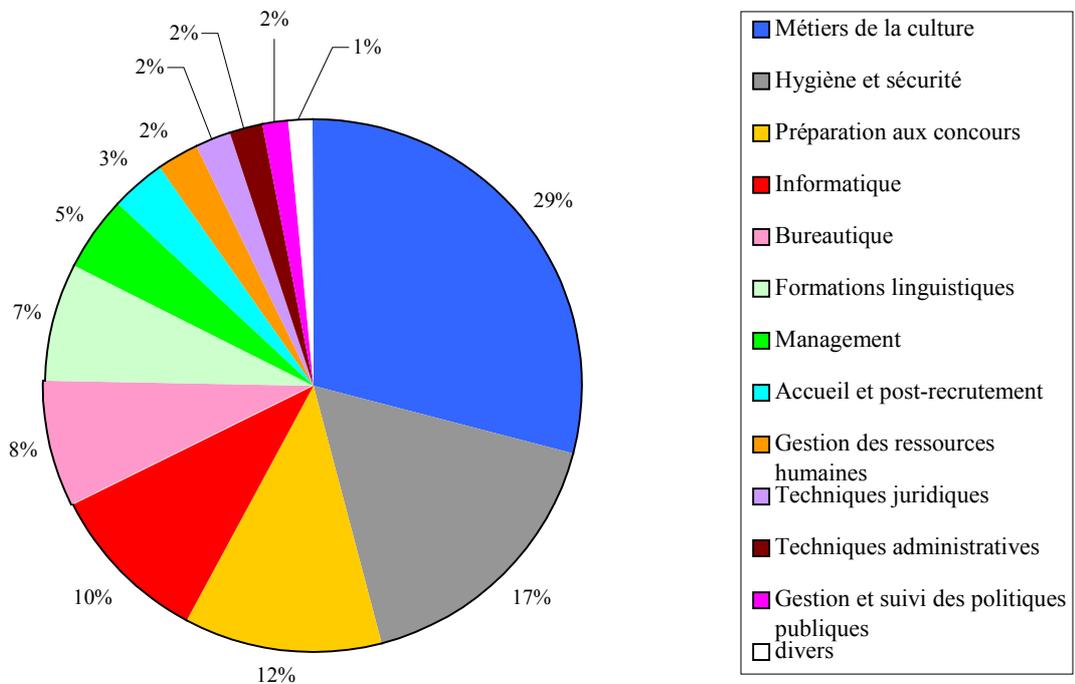


AC : administration centrale  
EA : écoles d'architecture  
DS : directions sectorielles  
IR : interrégions

DRAC : directions régionales des affaires culturelles  
EP : établissements publics  
INP : institut national du patrimoine

(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

Répartition des stagiaires par domaine de formation



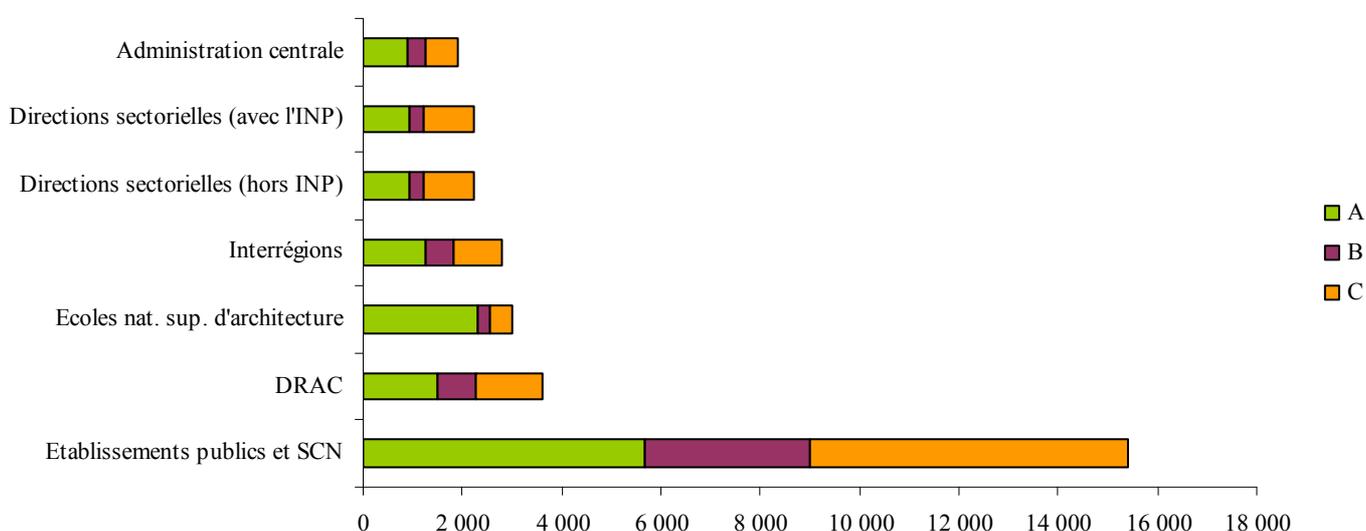
(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

A l'échelle du ministère en 2009, le nombre global de stagiaires est stable (32 563), avec 227 stagiaires de plus qu'en 2008 (+ 1 %).

Année	2006	2007	2008	2009
Nombre de stagiaires	34 452	34 096	32 336	32 563

Dans ce résultat, plus de la moitié des stagiaires relève de l'activité de formation des établissements publics (63 % en 2009) ; en deuxième position, les stagiaires relevant de l'offre du bureau de la formation du secrétariat général représentent 14 %.

*Répartition des stagiaires par type de structure et par catégorie*



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

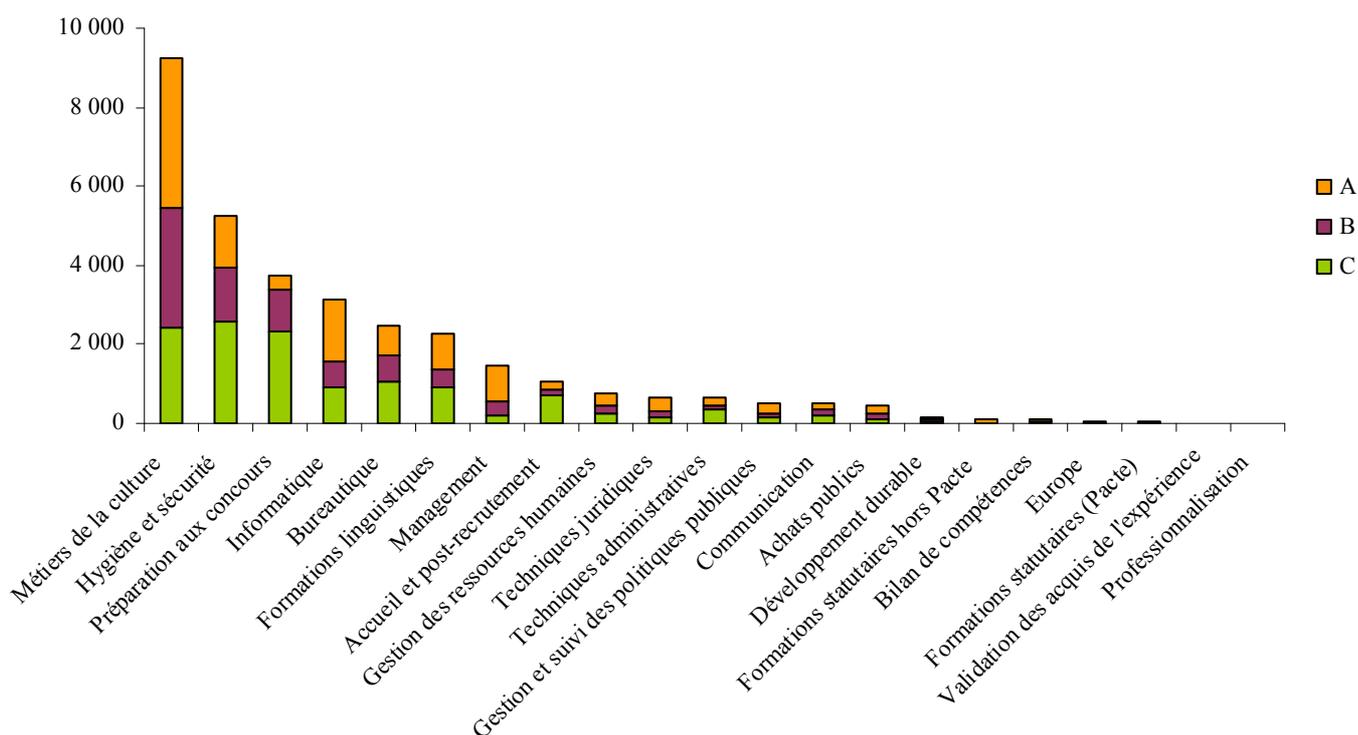
*Répartition des stagiaires par domaine de formation*

La majeure partie des stagiaires reste concentrée sur les domaines « métiers de la culture », « hygiène et sécurité », « préparations aux concours », « bureautique-informatique ».

Entre 2008 et 2009, le nombre de stagiaires progresse uniquement dans les domaines métiers de la culture (+ 13 %), informatique (+ 7 %), gestion des ressources humaines (+ 20 %) et surtout management (+ 81 %) ainsi que sur les dispositifs spécifiques tels que les bilans de compétences (+ 36 %) et les VAE (+ 140 %).

Le nombre de stagiaires diminue principalement pour les formations linguistiques (- 21 %) et les préparations aux concours (- 5 %).

### Répartition des stagiaires par domaine et par catégorie



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

### III. L'EVOLUTION DU NOMBRE DE JOURS DE FORMATION SUIVIS

En 2009, le nombre total de jours de formation suivis est en baisse de 9 %, avec 9 346 jours de moins qu'en 2008.

Année	2006	2007	2008	2009
Nombre de jours	99 052	93 876	100 039	90 693

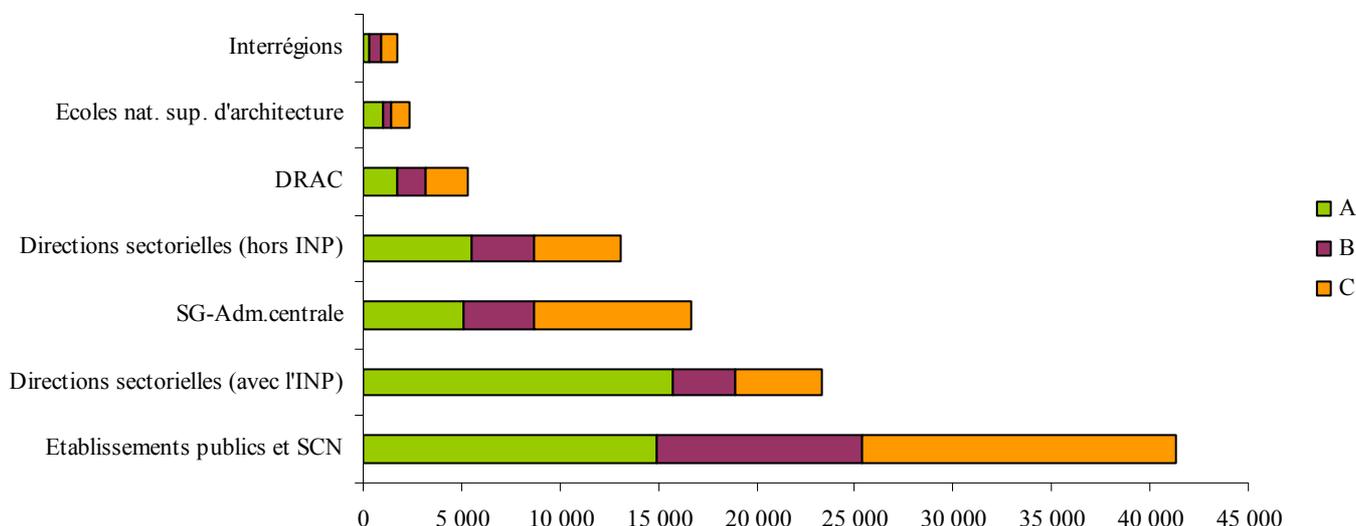
Ainsi, la **durée moyenne de formation par stagiaire** se réduit légèrement et retrouve les niveaux constatés les années antérieures.

Elle s'établit, pour l'ensemble des structures à 2,8 jours en 2009 (- 10 % par rapport à 2008). Hors institut national du patrimoine (INP), la moyenne s'établit à 2,5 jours (- 11 %).

<b>Durée moyenne de formation</b>	2006	2007	2008	2009
Nombre de jours par stagiaire	2,9	2,8	3,1	2,8
Hors INP	2,6	2,2	2,6	2,5
<b>Durée moyenne de formation par catégorie</b>	A	B	C	Ensemble
Toutes structures	3,4	2,2	2,6	2,8
Hors INP	2,6	2,2	2,6	2,5
<b>Nombre de jours de formation</b>	A	B	C	Total
Répartition apr catégorie	38 909	19 705	32 079	90 693
Part de chaque catégorie dans le nombre total de jours	43%	22%	35%	100%
Rappel n-1	42%	22%	36%	100%

En 2009, près de la moitié des jours réalisés relèvent de l'activité de formation des établissements publics (48 % en 2009) ; le bureau de la formation du secrétariat général représente 18 % du total, les directions techniques 26 % (mais 16 % sans l'INP).

*Répartition des jours de formation par type de structure et par catégorie*



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

En 2009, le nombre de jours de formation diminue globalement de 9 % dans la majorité des structures :

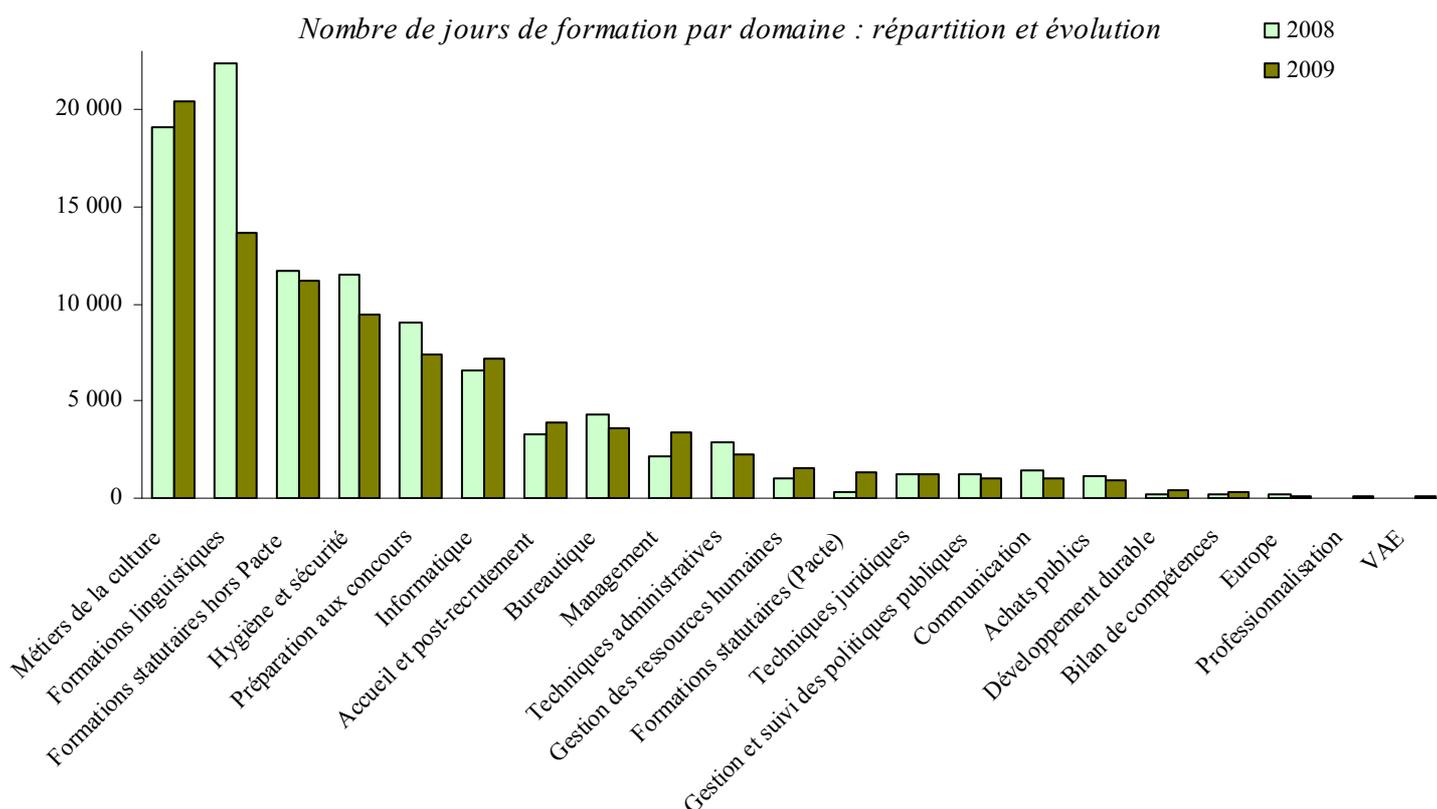
- les établissements publics et services à compétence nationale (- 15 %) et les écoles nationales supérieures d'architecture (- 12%) ; les directions sectorielles (- 12 %) et les directions régionales (- 4 %).
- à l'exception de l'administration centrale (+ 12 %) et des interrégions (+ 1 %).

La majeure partie des jours de formation est réalisée dans les domaines des métiers de la culture (23 %), des formations linguistiques (15 %), de la bureautique et de l'informatique (12 %), de l'hygiène et de la sécurité (10 %), de la préparations aux concours (8 %).

La part des formations statutaires (12 %) correspond essentiellement à la formation d'application des conservateurs du patrimoine (9 390 jours) à l'institut national du patrimoine (INP) ; hors INP, les formations statutaires hors PACTE ne représentent plus que 2 %.

La diminution du nombre de jours de formation (- 9 346) concerne en premier lieu les formations linguistiques (- 39 % soit - 8 678 jours), l'hygiène et la sécurité (- 17 %) et les préparations aux concours (- 19 %).

Inversement, leur progression est constatée principalement pour les métiers de la culture (+ 7 %), le management (+ 56 %) et la gestion des ressources humaines (+ 53 %), l'accueil et post-recrutement (+ 7 %), et pour les actions relevant du Pacte (parcours d'accès aux carrières territoriales, hospitalières et de l'Etat) qui passent de 301 à 1 326 jours.



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

#### IV. L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FORMATION

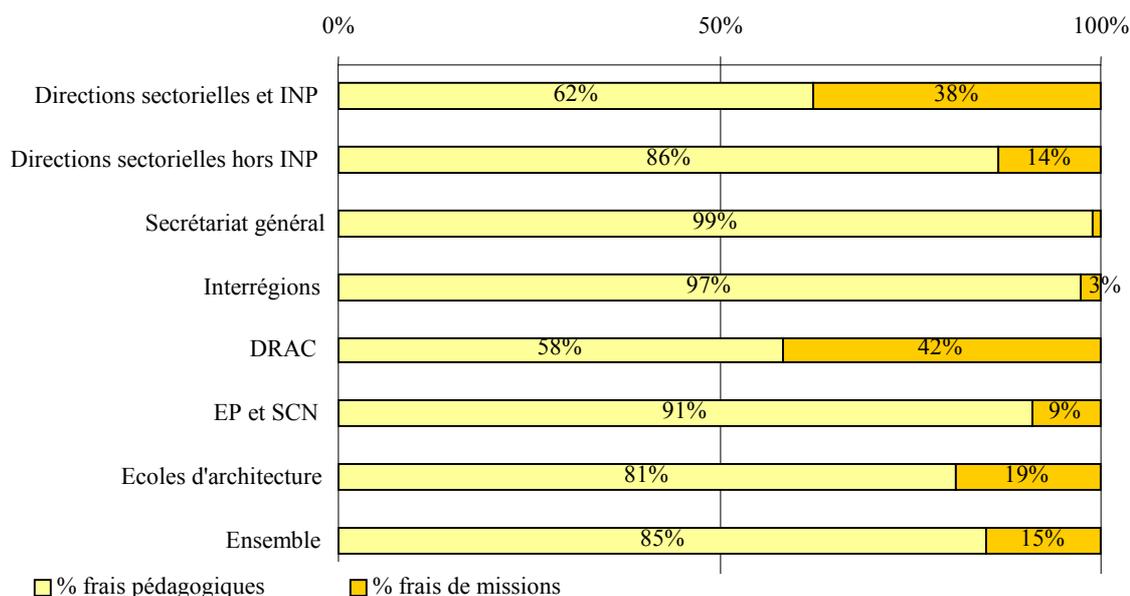
Année	2006	2007	2008	2009
Dépenses (en €)	9 624 947	9 013 027	9 553 005	10 005 873

Les dépenses directes de formation comprennent :

- les dépenses pédagogiques, qui représentent 85 % du total,
- les frais de mission des stagiaires (remboursement des frais d'hébergement et de déplacement) : 15 %.

La part des frais de mission est surtout significative dans le budget des DRAC où elle atteint 42 %.

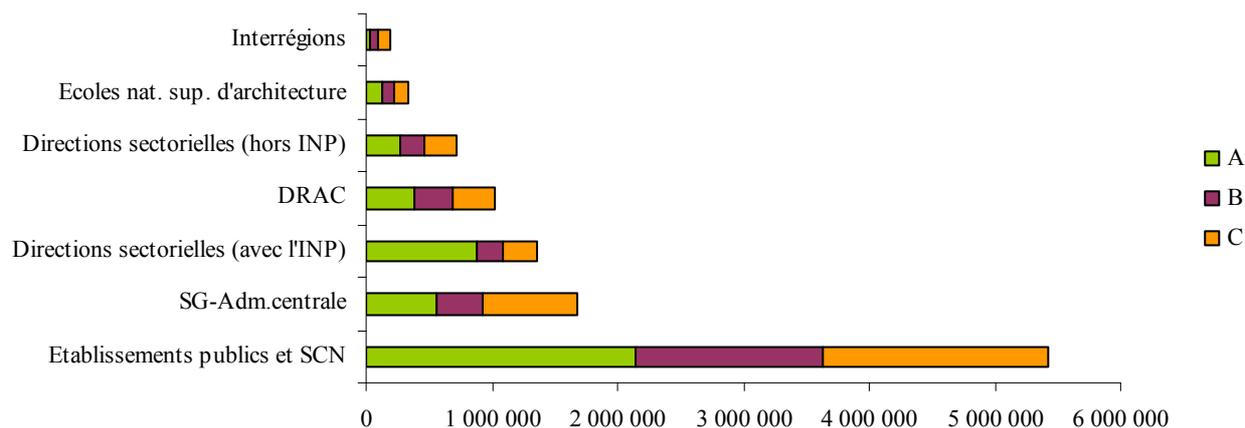
### Répartition des dépenses directes entre frais pédagogiques et frais de missions



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

La majeure partie des dépenses est réalisée par les établissements publics (57 %), puis par le bureau de la formation du secrétariat général (17 %), les directions techniques (14 %), les directions régionales (10 %) et les interrégions (2 %).

### Répartition des dépenses de formation par type de structure et par catégorie



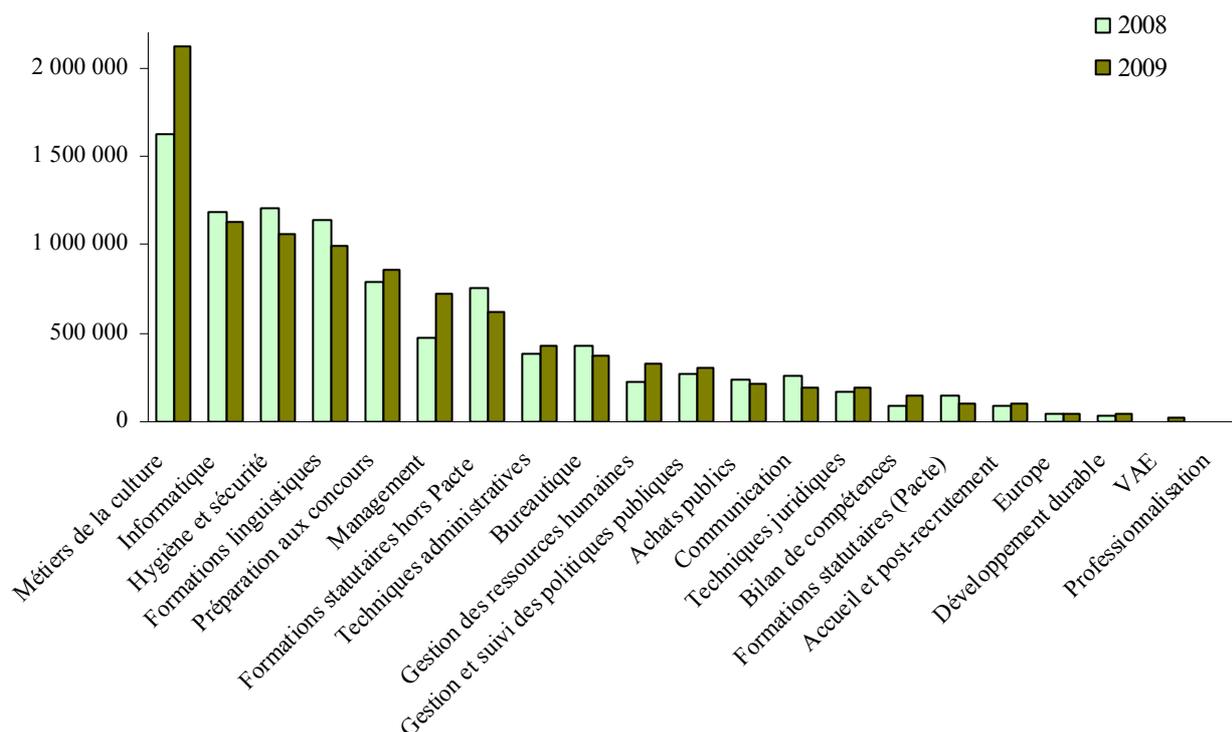
(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

De 2008 à 2009, les dépenses directes de formation augmentent globalement de 452 868 € (+ 5 %).

L'augmentation des dépenses est commune à l'ensemble des structures à l'exception des directions sectorielles où elles diminuent de 8 % (principalement à la DLL et à la DMF. Le résultat des interrégions apparemment en baisse de 4 %, étant réalisé sur la base de quatre interrégions seulement contre cinq en 2008, n'est pas significatif.

L'augmentation des dépenses est significative dans les établissements publics et SCN (+ 10 %) et les écoles nationales supérieures d'architecture (+ 12 %). Elle concerne avant tout des domaines déjà fortement représentés, au premier rang desquels les métiers de la culture (+ 31 %), le management (+ 53 %) et la GRH (+ 44 %), ainsi que les préparations aux concours (+ 8 %).

*Dépenses de formation par domaine : répartition et évolution*



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

## V. LES DISPOSITIFS DE FORMATION PRENANT EN COMPTE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS.

### A. Le bilan de compétences : une demande accrue en 2009.

L'ancien bilan professionnel a été modifié en bilan de compétences par le décret du 15 octobre 2007. Son objectif est de définir un projet professionnel et, le cas échéant, un projet de formation. Il permet aux agents d'analyser leurs compétences professionnelles, ainsi que leurs aptitudes et motivations. Le congé ne peut excéder 24 heures de temps de service.

Avec 76 agents (contre 56 en 2008, soit une augmentation de 36 %) et 278 jours (+ 46 %) en 2009 au niveau ministériel, le nombre d'agents recourant au bilan de compétences est en augmentation constante. La durée moyenne constatée sur l'ensemble des structures s'établit à 3,7 jours par bilan.

<i>Bilans de compétences</i>	Nombre d'agents					progression annuelle
	administration centrale	directions régionales des affaires culturelles	établissements publics	écoles nationales supérieures d'architecture	total	
2006	3	6	25	2	<b>36</b>	-
2007	2	3	30	2	<b>37</b>	3%
2008	11	9	35	1	<b>56</b>	51%
2009	6	17	52	1	<b>76</b>	36%

(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

## B. La validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le décret du 15 octobre 2007 prévoit des actions de formation en vue de la validation des acquis de l'expérience. Les agents peuvent suivre ces formations, à leur demande, dans la limite d'un congé qui ne peut excéder, annuellement, 24 heures de temps de service.

Sur l'ensemble du ministère en 2009, deuxième année de sa mise en oeuvre, ce dispositif a été mobilisé au profit de 24 agents.

<i>Validation des acquis professionnels</i>	Nombre d'agents					progression annuelle
	administration centrale	directions régionales des affaires culturelles	établissements publics	Ecoles nationales supérieures d'architecture	total	
2008	0	3	6	1	<b>10</b>	
2009	4	9	9	2	<b>24</b>	140%

(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

## C. Le congé de formation professionnelle (CFP).

En 2009, 59 agents étaient en congé de formation professionnelle. Leur répartition, comme les années précédentes, présente une prédominance féminine et de la catégorie C.

Les agents proviennent en majorité des établissements publics et SCN (58 %), puis des DRAC (25 %) et de l'administration centrale (17 %).

*Répartition des agents en congé de formation professionnelle en 2009, par catégorie et par sexe*

Catégorie	Hommes	Femmes	Total	%
A	6	8	14	24%
B	5	13	18	31%
C	10	17	27	46%
Totaux	21	38	59	100%
%	36%	64%	100%	

*Répartition des agents en congé de formation professionnelle en 2009, par filière et catégorie*

Filière	catégorie	H	F	Total
Administrative	A	1	4	5
	B	3	5	8
	C	5	9	14
Scientifique	A	5	4	9
	B	2	4	6
Technique	B		4	4
	C	1		1
Accueil, surveillance et magasinage	C	4	8	12
Totaux		21	38	59

(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

## **L'action sociale**

L'action sociale recouvre les prestations individuelles et les actions collectives bénéficiant aux agents, notamment les actions en faveur du logement, la restauration, le soutien à des activités culturelles ou de loisirs, l'organisation de séjours pour les enfants du personnel (colonies de vacances, séjours linguistiques ou voyages).

L'administration centrale délègue dans les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et les écoles d'architecture les crédits leur permettant de gérer en proximité l'attribution de prestations individuelles ainsi que les conventionnements nécessaires à certaines actions, notamment les conventions de restauration collective.

## **I. IMPORTANCE DES SERVICES COLLECTIFS DANS LE BUDGET DE L'ACTION SOCIALE.**

### **A. En 2009, le logement continue à représenter le premier poste de dépenses.**

En 2008, le logement représentait 31 % du budget de l'administration centrale. Cette proportion passe à 45,3 % en 2009. Le logement reste ainsi le premier poste de dépenses et a même bénéficié de mesures nouvelles exceptionnelles sur des projets de grand intérêt qui ont été présentés au ministère par des bailleurs sociaux (implantations à Boulogne, Vincennes, et Paris) .

La progression des dépenses apparaît au tableau suivant :

Année	Montant
2007	1 606 634 €
2008	1 365 169 €
2009	2 745 849 €

Le tableau suivant fait apparaître le nombre de logements attribués sur les différents parcs :

	Nombre d'agents logés en 2009	Progression / 2008
Parc préfectoral	103	+ 50
Logements St-Cloud/Gobelins	2	0
Réservations MCC	54	+ 23
<b>Total</b>	159	+ 73

Le ministère a amplifié l'effort amorcé depuis plusieurs années en augmentant le nombre de réservations de logements : 23 logements supplémentaires ont permis un accroissement de 75 % des agents logés sur le parc ministériel. Ce résultat est également le fruit d'engagements pris les années précédentes et dont la livraison a été différée.

### **B. La restauration est le deuxième poste de dépenses de l'administration centrale.**

Les dépenses de restauration sont stables : 1 365 169 € (1 162 961 € en 2008). Elles représentent 18,1 % des dépenses de l'administration centrale.

En région, les dépenses augmentent de près de 10 % (+ 32 383 €). Ce chiffre traduit la poursuite de la mise en place de la recommandation émise en 2007, visant à étendre l'accès à la restauration collective et à limiter la participation des agents dont l'indice de rémunération est le plus faible au coût de leurs repas.

### **C. La médecine statutaire.**

L'attribution au fonctionnaire de divers congés pour raison de santé est subordonnée à des avis et des contrôles médicaux recueillis selon des procédures définies par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986, au cours desquelles interviennent des comités médicaux et commissions de réforme.

#### ▣ *Les comités médicaux :*

Le comité médical ministériel est placé auprès de l'administration centrale et examine les situations des agents en service en administration centrale ou dans les établissements publics situés à Paris ou en région parisienne (sauf Seine-et-Marne), et des chefs de services régionaux (DRAC).

En région, les dossiers sont gérés par les comités départementaux de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

En 2009, 445 agents ont été suivis par le bureau des affaires sociales. La catégorie C est la plus représentée avec 78,6 % du total, les catégories A et B restant respectivement à 8,8 % et 12,6 %, les contractuels se situant à 16,8 %.

#### ▣ *Les commissions de réforme :*

Instituée auprès de l'administration centrale, la commission de réforme ministérielle examine les situations des agents titulaires en service en administration centrale ou dans les établissements publics situés à Paris ou en région parisienne (sauf Seine-et-Marne), et des chefs de services régionaux (DRAC).

En région, les dossiers sont gérés par les comités départementaux de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

La commission de réforme est une instance consultative qui donne notamment un avis sur l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle, la reconnaissance et la détermination du taux d'invalidité temporaire ouvrant droit au bénéfice de l'allocation temporaire d'invalidité (ATI) et la mise à la retraite pour invalidité.

En 2009, la commission de réforme a instruit 165 dossiers.

### **D. Le rôle de conseil de la médecine de prévention.**

L'objectif du service de médecine de prévention est de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail.

Dans les services centraux du ministère et les établissements publics, les missions du service de médecine de prévention sont assurées par plusieurs médecins assistés d'infirmières ou infirmiers et rattachés au bureau des affaires sociales. L'arrivée d'un nouveau médecin coordonnateur a impulsé une nouvelle dynamique focalisée sur l'investigation du lien santé-travail. Le bureau et l'équipe médicale ont travaillé à une meilleure prise en compte des risques psychosociaux et plusieurs propositions d'aménagement de postes de travail visant au maintien dans l'emploi ou à la meilleure intégration d'agents handicapés.

Des conventions passées avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et des organismes de médecine inter-entreprises permettent aux agents affectés en région de bénéficier de ce même suivi.

■ *Le rôle de conseil de la médecine de prévention :*

Le service de médecine de prévention est le conseiller de l'administration, des agents et de leurs représentants en ce qui concerne :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- l'hygiène générale des locaux de service ;
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à l'aptitude physique humaine ;
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle ;
- l'hygiène dans les restaurants administratifs ;
- l'information sanitaire.

■ *La surveillance médicale des agents :*

Le décret n° 82-453 modifié du 28 mai 1982 impose une visite obligatoire tous les ans pour les personnes nécessitant une surveillance particulière (personnels handicapés, femmes enceintes, agents dont les conditions de travail présentent des risques particuliers – produits toxiques, informatique, bruit, ...). Pour tous les autres personnels, l'obligation réglementaire de visite médicale est quinquennale.

En dehors de ces visites réglementaires un agent ou l'employeur peuvent solliciter spontanément un rendez-vous auprès du service médical.

## **E. L'importance des associations.**

Les associations de personnels ont été subventionnées par le ministère à hauteur de 984 306 € en 2008 et 1 010 749 € en 2009 (+ 2,7%). Elles occupent le troisième poste de dépenses en administration centrale (16,7 %).

Les trois plus importantes sont l'AAS (action sociale culturelle et sportive), l'APBNF (association des personnels de la bibliothèque nationale de France), et Etude et Action, auxquelles il convient d'ajouter les associations dans les DRAC (une par DRAC) qui reçoivent également des subventions du ministère.

Les associations contribuent à mettre en œuvre les actions résultant des orientations définies par le comité national d'action sociale. Elles proposent divers types d'activités culturelles ou sportives, de vacances ou de voyages qui contribuent au lien et à la cohésion des équipes des structures au niveau desquelles elles déploient leur offre.

Pour ses adhérents, l'AAS, au même titre que les autres associations, propose des activités culturelles, sportives, de vacances ou des voyages. Pour l'ensemble des agents d'Ile-de-France, elle organise les festivités de Noël du ministère. Pour tous les agents du ministère, elle joue un rôle dans l'octroi d'aides financières individuelles sous forme de prêts à taux zéro.

## **II. DES AIDES CIBLEES ET INDIVIDUELLES.**

Les aides individuelles comprennent des prestations interministérielles et des prestations spécifiques au ministère de la culture et de la communication. Elles sont soumises à un plafond de ressources, sauf en ce qui concerne l'aide en faveur des parents d'enfants handicapés ou infirmes.

### **A . Les prestations interministérielles.**

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique, en liaison avec la Direction du budget, fixe chaque année les taux des prestations d'action sociale à réglementation commune. Ces prestations sont gérées et financées par les différents ministères, mais leur cadre juridique est défini par le ministère de la Fonction publique.

Elles sont versées aux agents titulaires, stagiaires et contractuels en position d'activité ainsi qu'aux agents sur contrat à durée déterminée à partir du 10<sup>e</sup> mois du contrat, dans le respect des dispositions réglementaires.

#### **Quatre aides sont versées à ce titre :**

- l'allocation mensuelle pour la garde des enfants de moins de trois ans, remplacée en 2006 par la participation de l'État au financement de chèques emploi service universels (Cesu) qui permettent aux agents ayant des enfants de moins de trois ans de rémunérer une assistante maternelle ou une garde à domicile ou encore de payer les frais de garde en crèche ;
- l'allocation mensuelle aux parents d'enfants handicapés ou infirmes ;
- l'aide aux frais de séjours des enfants et aux vacances en famille ;
- l'aide aux parents en repos (maison de repos ou convalescence).

### **B. Les prestations spécifiques au ministère de la culture et de la communication.**

Ces aides ont été mises en place par le bureau des affaires sociales sur sa dotation budgétaire propre et accordées selon plafond de ressources fixé par le ministère. Ce plafond a été réévalué de 5% par décision du comité national d'action sociale le 22 janvier 2009.

Elles sont au nombre de six :

- l'aide aux chefs de familles mono parentales.
- l'aide aux frais de scolarité (depuis 1999). Les modalités ont été élargies en 2001 aux établissements d'enseignement supérieur et le montant en a été revalorisé. Les prestations individuelles sont désormais attribuées en fonction du quotient familial et non plus par rapport à l'indice de rémunération.
- l'aide au déménagement modulée en trois tranches et revalorisées de 50% pour les agents aux ressources les plus faibles.
- l'aide à la garde d'enfants de 6 à 12 ans, instaurée en 2008.
- l'aide exceptionnelle au départ à la retraite, instaurée en 2009.
- Enfin, une aide individuelle directe permet d'aider des agents en grande difficulté : le secours.

Cette aide est attribuée par une commission paritaire qui se réunit une fois par mois. Le montant maximum de cette aide exceptionnelle est désormais de 2 000 € (1000€ les années précédentes). Tout versement de secours est précédé d'une instruction diligentée par les assistantes sociales et peut être complété par un accompagnement social.

Le nombre de secours, qui avait diminué en 2007 et 2008, notamment grâce à la politique de prévention et d'accompagnement social menée par le service social, semble se stabiliser (89 dossiers en 2009, 86 en 2008) pour un montant de dépenses qui a crû de 54 440 € (+ 72 %).

Un meilleur suivi des agents en poste en région grâce à la signature d'un accord cadre avec le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales (MIOCT, cf ci-dessous) en fin d'année 2009 fera très probablement évoluer cette dépense à la hausse à partir de 2010.

### **III. LES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS MIS AU SERVICE DES AGENTS.**

#### **A. Le service social**

Le service social du ministère de la culture et de la communication se compose de quatre assistantes sociales, d'une secrétaire et d'une conseillère technique de service social. Il est basé à Paris et fait partie intégrante du bureau des affaires sociales.

Il exerce une compétence nationale sur l'ensemble des directions et délégations d'administration centrale, les DRAC, les musées et les monuments à l'exception :

- du Louvre, de la BNF, du musée d'Orsay et de Versailles qui disposent chacun d'un service social sur site,
- des écoles d'architecture et des STAP qui sont pris en charge par le service social du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer.

La faible capacité de projection des assistantes sociales en région complexifiait leur suivi des agents implantés en services déconcentrés. L'instruction des demandes des agents implantés en régions s'effectuait alors en liaison avec les assistantes sociales de secteur le plus souvent par téléphone.

Un accord cadre signé fin 2009 entre le ministère de la culture et de la communication et le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales (MIOCT) va renforcer ce suivi.

En effet la mobilisation du réseau des assistantes sociales du MIOCT, exerçant alors sous l'autorité de la conseillère technique MCC, va permettre d'offrir, dès début 2010, aux agents en poste en régions ( DRAC, STAP, écoles d'architecture, écoles d'art, SCN) une écoute, un conseil et un suivi social renforcés et de proximité. Les agents en poste en Ile de France continueront à bénéficier des mêmes services grâce à la mobilisation de l'équipe des assistantes sociales du MCC implantées sur le site de l'administration centrale « les Bons-Enfants » à Paris.

Le service social est à la disposition de tout agent en difficulté. Il instruit les demandes de secours financiers, ensuite présentées anonymement à la commission des secours qui se réunit une fois par mois. Il travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des agents du bureau des affaires sociales et en particulier avec le service de médecine de prévention du ministère, la conseillère en économie sociale de l'AAS (association pour l'action sociale, culturelle et sportive) mais également avec les bureaux de gestion des carrières, les services du personnel d'autres administrations (préfectures, collectivités territoriales, etc).

En 2009 l'équipe des assistantes sociales du ministère a organisé, en partenariat avec de nombreux intervenants du monde associatif, une journée d'information et d'échange sur le difficile thème des violences conjugales.

## B. La politique d'hygiène et de sécurité.

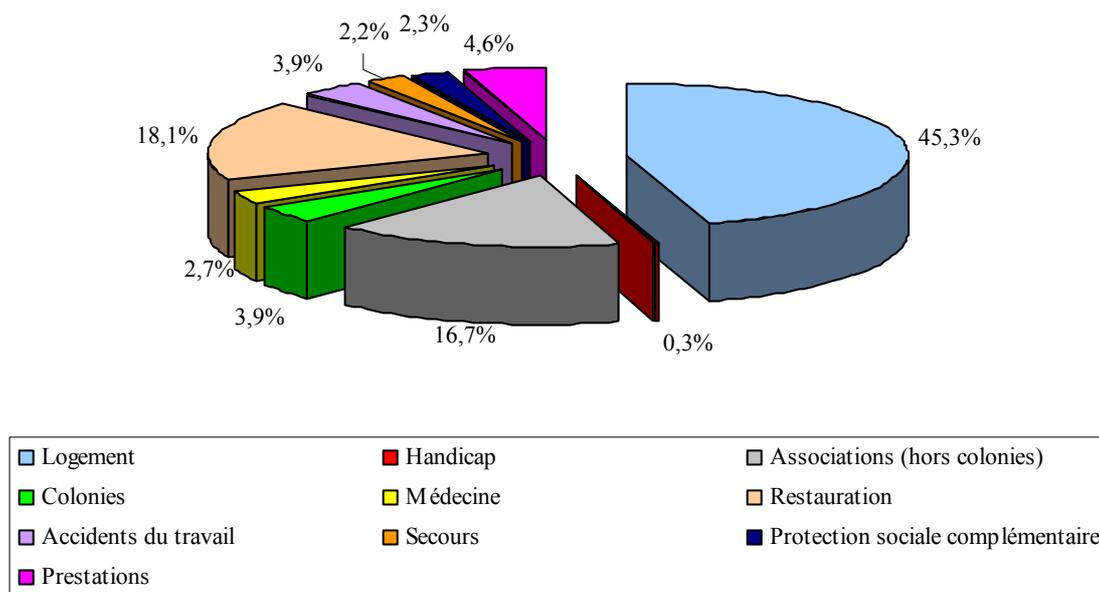
Le bureau des affaires sociales est chargé de la coordination de la politique menée en matière d'hygiène et de sécurité au sein du ministère. 90 comités d'hygiène et de sécurité étaient constitués dans les services centraux, les services déconcentrés et les établissements publics en 2009.

Les comités d'hygiène et de sécurité sont des instances consultatives placées auprès des comités techniques paritaires. Ils ont pour mission de contribuer à la protection de la santé et à la sécurité des agents dans leur travail. Les comités analysent les risques professionnels auxquels sont exposés les agents des services entrant dans le champ de leur compétence, ainsi que les accidents du travail.

Le comité d'hygiène et de sécurité ministériel examine les questions d'hygiène et de sécurité qui, présentent un caractère général et intéressent l'ensemble du ministère. Il fixe les orientations en la matière en votant notamment chaque année un programme national de prévention des risques professionnels qui identifie les axes d'actions prioritaires.

Le bureau des affaires sociales travaille dans ce domaine en concertation avec les inspecteurs hygiène et sécurité qui contrôlent les conditions d'application des règles définies au titre III du livre II du code du travail et par les décrets pris pour son application. Il contribue, en étroite collaboration avec les mêmes inspecteurs, à animer le réseau des ACMO.

## C. La répartition des crédits d'action sociale par poste de dépense.



(Source : bureau de l'action sociale)

80 % du budget sont consacrés aux trois principaux postes de dépenses : logement, restauration et associations. Le reste est réparti entre les prestations individuelles, interministérielles ou ministérielles, les accidents du travail, rentes et frais afférents aux accidents du travail, et les frais et honoraires médicaux relatifs à la médecine statutaire et de prévention.

Une ligne de dépenses « protection sociale complémentaire » découlant de l'accord cadre de référencement de la MGEN a été ajoutée et fait apparaître 139 440 € de dépenses.

La plupart des secteurs de l'action sociale sont en augmentation ou stables, à l'exception des accidents du travail (- 55 339 €, soit - 19 %), ce dont on ne peut que se féliciter. Contrairement à 2008, l'ensemble des prestations sociales sont stables ou en augmentation. Le montant total des dépenses sur ce poste augmente de 37,8 %. Cette augmentation peut, au moins en partie, être imputée à la revalorisation des plafonds de ressources appliquée en 2009.

Une ligne a été ajoutée pour l'aide exceptionnelle au départ à la retraite (12 000 €).

Une partie des crédits sociaux est déconcentrée dans les DRAC et les écoles d'architecture. Une consultation de chaque DRAC et école permet d'évaluer chaque année les besoins. Les délégations de crédits s'effectuent en deux temps : pour le titre 2 (224-01), 80% en début d'année et le solde à l'automne et pour le titre 3 (224-02), 50 % en début d'année et 50 % à l'automne.

Les dépenses sur crédits centraux recouvrent les dépenses des services d'administration centrale et des services rattachés payés en centrale. Elles concernent également les prestations, secours versés aux agents de la France entière rémunérés par le Secrétariat général et les subventions versées aux associations.

#### **IV. CONTRIBUTION A LA MISE EN ŒUVRE DE LA LEGISLATION EN FAVEUR DU RECRUTEMENT DES PERSONNES HANDICAPEES.**

L'article L 323-1 du code du travail oblige tout employeur d'au moins 20 salariés à compter au moins 6% de travailleurs handicapés dans ses effectifs. Ce taux n'étant pas atteint dans la fonction publique de l'Etat, un protocole sur l'emploi des travailleurs handicapés dans cette fonction publique a été signé le 8 octobre 2001, avec pour objectifs, d'améliorer le recrutement et le reclassement, la formation continue, les conditions de travail et les procédures spécifiques (reconnaissance du handicap, fonds interministériel pour l'insertion des handicapés, ...).

Le premier plan quadriennal de développement de l'emploi et d'insertion des travailleurs handicapés a été mis en place à la fonction publique de l'Etat en 2002.

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 tout en renforçant les mesures précédentes, met en place de nouveaux dispositifs. Le plus significatif consiste à instaurer une contrainte financière pour les administrations qui ne respecteraient pas leurs obligations envers les travailleurs handicapés. A ce titre, le ministère de la culture et de la communication a versé, en 2009, 1 331 357 € au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (*FIPHFP*) créé par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées .

Le ministère a globalement rempli ses objectifs en terme de recrutements de personnes handicapées sur les trois dernières années :

2007 : 16 recrutements,

2008 : 21 recrutements,

2009 : 18 recrutements,

La correspondante handicap ministérielle s'est mobilisée, en lien avec l'équipe de médecine de prévention, pour favoriser l'accueil des nouveaux arrivants ou le maintien dans l'emploi d'agents déjà recrutés notamment grâce à l'aménagement de postes de travail cofinancés par le FIPHFP.

## **Les concours**

Les concours externes sont ouverts aux candidats justifiant de certains diplômes ou de l'accomplissement de certaines études. Cependant, certains concours de catégorie C sont ouverts sans conditions de diplômes ou de formation.

Les concours internes sont ouverts aux fonctionnaires et aux agents publics en activité ayant accompli une certaine durée de services dans les conditions prévues par les statuts particuliers.

Les examens professionnels permettent aux fonctionnaires, dans les conditions prévues par les statuts particuliers, l'accès à un grade supérieur à celui du corps auquel ils appartiennent.

Par ailleurs, des concours internes réservés sont organisés, dans le cadre de dispositions réglementaires temporaires, pour certaines catégories de personnels. Ce fut le cas en 2009, pour les corps d'accueil, de surveillance et de magasinage (décrets du 30 août 2006 et du 3 mai 2007) et pour les corps administratifs (décret du 19 avril 2007), dans le cadre des mesures de repyramidage de ces filières.

En 2009, l'activité du bureau des concours a surtout été tournée vers l'organisation d'examens professionnels : 8 concours et 12 examens professionnels.

En 2009, 135 postes ont été offerts aux concours organisés par le ministère, 122 candidats ont été admis.

Comme les années précédentes, on constate que tous les postes ouverts aux concours ne sont pas pourvus. Ces décalages entre le nombre de postes ouverts et le nombre de candidats admis concerne principalement les concours des métiers d'art ou de l'enseignement de l'architecture (concours de maître-assistant et de professeur) dans lesquels les spécialités, très sélectives, limitent le nombre de candidatures.

## **La mobilité des agents**

La mission mobilité carrières a été créée en 2009 dans le cadre de loi relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique du 03 août 2009.

La mission a pour objet :

→ d'assurer l'accompagnement personnalisé des projets et des parcours professionnels des agents qui la sollicitent : diagnostic, orientation, soutien, conseil méthodologique, apport d'outils, recherche de poste, suivi après mobilité. De façon plus concrète, cette prestation peut se décliner de la façon suivante :

- soutien des personnels pour l'élaboration de leur projet professionnel et conseil sur les orientations professionnelles cohérentes avec leurs compétences acquises d'une part et les priorités et les besoins des services d'autre part ;
- accompagnement des personnels dans la concrétisation de leur projet professionnel (proposition de postes adaptés, aide à la réalisation de CV, aide à la préparation ou à la passation des entretiens) ;

→ d'assurer la prestation d'entretien et de bilan de carrière pour les agents qui le souhaitent et qui remplissent les conditions d'ancienneté ;

→ d'informer les agents sur les nouveaux dispositifs de mobilité et de parcours professionnels ;

→ de contribuer au processus de recrutement (et de son suivi après la prise de fonction) et d'apporter un appui méthodologique aux services ; à ce titre, elle sera amenée à constituer des viviers de compétences et de potentiels ;

→ d'animer un réseau constitué de « personnes-ressources métiers », de « correspondants ressources humaines » au sein du Secrétariat général mais aussi dans les directions générales de l'administration centrale, les établissements publics, les services déconcentrés.

La mission mobilité-carrière veille à mettre en place le dispositif d'accompagnement le plus adapté à chaque agent et à construire avec lui les meilleures solutions pour parvenir à la réalisation d'un projet.

Constituée de 4 agents en 2009, dont un chef de mission, deux conseillers, une chargée des fonctions support, la mission s'est attachée à structurer son action autour des axes suivants :

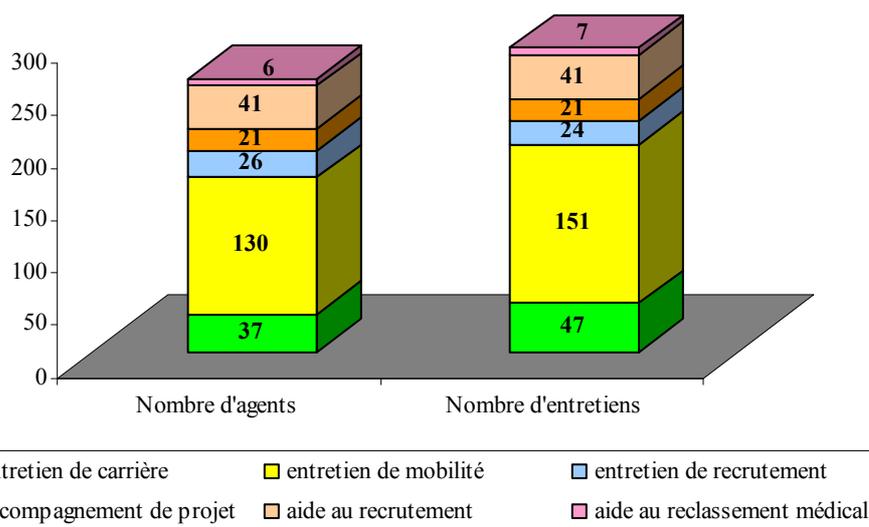
- définition de la politique du ministère en matière d'outils d'accompagnement : l'indemnité de départ volontaire, la prime de restructuration de service, l'indemnité temporaire de mobilité ;
- mise en place de la procédure de diffusion des emplois disponibles au sein du ministère avec la mise en ligne systématique des postes vacants sur la BIEP (bourse interministérielle de l'emploi public) ;
- participation active à des opérations de restructuration impliquant le reclassement des agents et la recherche de solutions individualisées pour permettre une affectation correspondant le plus possible à leur choix.

La mission reçoit des vacataires, des titulaires de tous corps et filières, émanant de tous les types d'entités (administration centrale, DRAC, services à compétence nationale ou établissements publics).

Les motifs qui amènent l'agent à s'interroger sur son évolution professionnelle sont divers : changement de poste, progression de carrière, changement d'environnement professionnel ou géographique, de contexte professionnel, évolution d'organisation, difficultés de santé, reclassement, etc.

En 2009, la mission mobilité a reçu 261 agents et conduit 291 entretiens.

Types d'entretien	Nombre d'agents	Nombre d'entretiens
entretien de carrière	37	47
entretien de mobilité	130	151
entretien de recrutement	26	24
accompagnement de projet	21	21
aide au recrutement	41	41
aide au reclassement médical	6	7
<b>totaux</b>	<b>261</b>	<b>291</b>



(Source : département du recrutement, de la mobilité et de la formation)

## **Le dialogue social**

Le dialogue social est une préoccupation forte du ministère de la culture et de la communication. Les organisations syndicales sont associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets, tant au sein d'instances formelles que dans un cadre plus informel et quotidien.

La concertation formelle s'exerce au sein de quatre catégories d'instances dont la composition (à l'exception de celle des comités d'hygiène et de sécurité) est paritaire, c'est-à-dire qu'un nombre égal de représentants de l'administration et de représentants du personnel y siègent.

Les instances paritaires ont été renouvelées en 2007 à l'issue d'une consultation des personnels. Le taux de participation des personnels à cette consultation a oscillé entre 57% et 63% selon les structures.

### ***1. Les commissions administratives paritaires (CAP)***

Créées pour chaque corps de fonctionnaires dans la fonction publique de l'Etat, les commissions administratives paritaires connaissent des questions d'ordre individuel relatives à la gestion des carrières des fonctionnaires (notations, avancements, ...) et à l'exercice du pouvoir disciplinaire. Au ministère de la culture et de la communication, elles se réunissent généralement deux fois par an pour chaque corps.

### ***2. Les commissions consultatives paritaires (CCP)***

Créées par le décret n°86-63 du 17 janvier 1986 (article 1-2), les commissions consultatives paritaires sont consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période de stage et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Elles sont également compétentes pour connaître des questions d'ordre individuel relatives aux agents non titulaires.

Le ministère de la culture et de la communication a proposé la création de 4 CCP :

- la CCP des personnels enseignants ;
- la CCP des agents relevant de la direction générale des patrimoines et de certains établissements publics administratifs ;
- la CCP des agents relevant de la direction générale de la création et de certains établissements publics administratifs ;
- la CCP des agents relevant du Secrétariat général, d'un service déconcentré ou d'une autre direction que celles précitées et de certains établissements publics.

L'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication a été publié au Journal Officiel du 29 décembre 2009.

Les élections de ces instances ont été programmées pour mai (1er tour) et fin juin (2e tour) 2010.

Il a également été décidé, avec l'accord des organisations syndicales et des établissements publics concernés, qu'une CCP unique serait compétente pour les agents non titulaires des trois conservatoires (conservatoire national de musique et de danse de Paris, conservatoire national de musique et de danse de Lyon, Conservatoire national d'art dramatique). Cette CCP devrait être mise en place en 2011.

### **3. Les comités techniques paritaires (CTP)**

Ils connaissent des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services. Ils sont par ailleurs obligatoirement consultés sur les projets relatifs aux statuts particuliers.

En 2009, le comité technique paritaire ministériel s'est réuni 7 fois, le comité technique paritaire de l'administration centrale s'est réuni une fois.

Les principaux points examinés au cours de ces réunions ont concerné principalement la réorganisation générale des politiques publiques avec ses conséquences sur l'organisation des services ou la carrière des agents : réorganisation de l'administration centrale, institution de la prime de restructuration de service, de la prime de fonction et de résultat, création de l'établissement public de Sèvres, modification des textes constitutifs du musée d'Orsay et de l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels, orientations d'évolution de la filière d'accueil, de surveillance et de magasinage.

### **4. Les comités d'hygiène et de sécurité (CHS)**

Ils assistent les comités techniques paritaires sur les questions d'hygiène et de sécurité dans les services.

Par ailleurs, en marge de ces structures institutionnelles, des réunions informelles sont organisées avec les organisations syndicales, soit en préalable aux réunions des comités et commissions cités ci-dessus, soit sur des sujets liés aux évolutions de l'environnement professionnel ou aux réformes en cours.

### **5. Le renouvellement des instances:**

Les mandats triennaux de la majorité des instances consultatives paritaires (comités techniques paritaires, comités d'hygiène et de sécurité, comité national d'action sociale) arrivent à échéance au cours du 1er semestre 2010.

Afin d'organiser une nouvelle consultation générale des personnels (également appelée « référendum »), plusieurs réunions de travail ont eu lieu avec les organisations syndicales à la fin de l'année 2009 : la cartographie électorale (la réorganisation du ministère de la culture et de la communication a, en effet, profondément bouleversé le périmètre de ces instances) et les modalités du scrutin y ont été abordées.

Les règles générales de cette consultation ont été soumises à l'examen des CTPM des 28 septembre et 19 novembre 2009 et ont permis la publication des textes suivants :

- l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;
- l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de la culture et de la communication, abrogeant l'arrêté modifié du 14 novembre 2003 ;
- l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture, abrogeant l'arrêté modifié du 14 novembre 2003.

## **CHAPITRE II**

### **ANNEXES**

## **Les emplois budgétaires**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
					Différence	%
Emplois inscrits sur budget du MCC	13 966	12 186	11 741	11 731	-10	0%
Emplois inscrits sur budget des Etablissements Publics Administratifs	10 335	12 270	12 591	12 683	92	1%
<i>SOUS-TOTAL EMPLOIS MCC - EPA</i>	<i>24 301</i>	<i>24 456</i>	<i>24 332</i>	<i>24 414</i>	82	0%
Emplois inscrits sur budget des Etablissements Publics Industriels et Commerciaux	5 752	5 700	5 752	5 754	2	0%
Emplois inscrits sur budget des Associations (*)	656	757	761	760	-1	0%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 709</b>	<b>30 913</b>	<b>30 845</b>	<b>30 928</b>	<b>83</b>	<b>0,3%</b>

(\*) Associations sous tutelle :

Union centrale des arts décoratifs

Cinémathèque française

Ensemble intercontemporain

Orchestre de Paris

Centre national des arts du cirque

EVOLUTION DES EMPLOIS BUDGETAIRES DE L'ETAT PAR FILIERE

Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution des emplois budgétaires du MCC par filière (agents titulaires) ainsi que le poids relatif de chaque filière.

**Evolution des emplois budgétaires du MCC par filière**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
					Différence	%
FILIERE ADMINISTRATIVE	3 368	3 344	3 125	3 076	-49	-1,6%
FILIERE SCIENTIFIQUE	3 329	2 559	2 328	2 302	-26	-1,1%
ENSEIGNEMENT	1 074	1 076	1 070	1 049	-21	-2,0%
FILIERE TECHNIQUE ET ENSEIGNEMENT (hors enseignement)	1 798	1 685	1 743	1 797	54	3,1%
FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE	2 884	2 192	2 049	1 992	-58	-2,8%
<b>TOTAL</b>	<b>12 453</b>	<b>10 856</b>	<b>10 315</b>	<b>10 216</b>	<b>-100</b>	<b>-1,0%</b>

**Evolution du poids relatif de chaque filière**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008
FILIERE ADMINISTRATIVE	27%	31%	30%	30%	-0,2%
FILIERE SCIENTIFIQUE	27%	24%	23%	23%	0,0%
ENSEIGNEMENT	9%	10%	10%	10%	-0,1%
FILIERE TECHNIQUE ET ENSEIGNEMENT (hors enseignement)	14%	16%	17%	18%	0,7%
FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE	23%	20%	20%	19%	-0,4%

EVOLUTION DES EMPLOIS BUDGETAIRES DE L'ETAT PAR CATEGORIE

*Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution des emplois budgétaires du MCC par catégorie, ainsi que le poids relatif de chaque catégorie.*

**Evolution des emplois budgétaires du MCC par catégorie**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
					Différence	%
EMPLOIS DE CATEGORIE A	4 519	4 137	3 908	3 894	-14	0%
EMPLOIS DE CATEGORIE B	2 513	2 186	2 064	2 110	46	2%
EMPLOIS DE CATEGORIE C	5 421	4 533	4 343	4 212	-132	-3%
<b>TOTAL</b>	<b>12 453</b>	<b>10 856</b>	<b>10 315</b>	<b>10 216</b>	<b>-100</b>	<b>-0,96%</b>

**Evolution du poids relatif de chaque catégorie**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008
EMPLOIS DE CATEGORIE B	20,2%	20,1%	20,0%	20,7%	0,6%
EMPLOIS DE CATEGORIE C	43,5%	41,8%	42,1%	41,2%	-0,9%

EVOLUTION DES EMPLOIS BUDGETAIRES DE L'ETAT PAR FILIERE ET CATEGORIE

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>						
Emplois de catégorie A	633	719	694	694	0	0%
Emplois de catégorie B	771	764	673	676	3	0%
Emplois de catégorie C	1 964	1 861	1 758	1 706	-52	-3%
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>						
Emplois de catégorie A	2 588	2 116	1 933	1 920	-13	-1%
Emplois de catégorie B	741	443	395	382	-13	-3%
<b>ENSEIGNEMENT</b>						
Emplois de catégorie A	1 074	1 076	1 070	1 049	-21	-2%
<b>FILIERE TECHNIQUE ET ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>						
Emplois de catégorie A	224	226	211	231	20	9%
Emplois de catégorie B	1 001	979	996	1 052	56	6%
Emplois de catégorie C	573	480	536	514	-22	-4%
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>						
Emplois de catégorie C	2 884	2 192	2 049	1 992	-58	-3%
<b>TOTAL</b>	<b>12 453</b>	<b>10 856</b>	<b>10 315</b>	<b>10 216</b>	<b>-100</b>	<b>-1%</b>

EVOLUTION DES EMPLOIS DE TITULAIRES PAR CORPS

**I- FILIERE ADMINISTRATIVE**

	LFI 2006	LFI 2007	LFI 2008	LFI 2009	2009 / 2008	
	ETPT	ETPT	ETPT	ETPT	Evolution en ETPT	%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE A</b>	<b>633</b> 19%	<b>719</b> 22%	<b>694</b> 22%	<b>694</b> 23%	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i><b>INSPECTIONS</b></i>	<i><b>169</b></i>	<i><b>196</b></i>	<i><b>180</b></i>	<i><b>179</b></i>	<i><b>-1</b></i>	<i><b>-1%</b></i>
Chef du service de l'inspection	1	1	1	1	0	0%
Inspecteurs généraux	20	22	22	22	0	0%
<i><b>Sous-total inspecteurs généraux</b></i>	<i><b>21</b></i>	<i><b>23</b></i>	<i><b>23</b></i>	<i><b>23</b></i>	<i><b>0</b></i>	<i><b>0%</b></i>
<i><b>Inspecteurs de la création d'administration centrale</b></i>	<i><b>148</b></i>	<i><b>173</b></i>	<i><b>157</b></i>	<i><b>156</b></i>	<i><b>-1</b></i>	<i><b>-1%</b></i>
<i><b>PERSONNELS DE DIRECTION</b></i>	<i><b>53</b></i>	<i><b>59</b></i>	<i><b>54</b></i>	<i><b>65</b></i>	<i><b>11</b></i>	<i><b>20%</b></i>
Expert de haut niveau				1	1	-
Secrétaire général		1	1	1	0	0%
Secrétaire général adjoint				1	1	-
Directeurs généraux	7	7	6	2	-4	-67%
Directeurs, adjoints				5	5	-
Directeurs-adjoints				2	2	-
Chefs de service	3	4	5	4	-1	-20%
Délégué général à la langue française	1	1	1	1	0	0%
Délégués	2	2	1	0	-1	-100%
Sous-directeurs	14	14	12	18	6	50%
Directeurs régionaux des affaires culturelles	26	26	26	26	0	0%
Directeur et directeur délégué de la BNF		2	2	2	0	0%
Président de l'EP de Versailles		1			0	-
Directeur du musée de Versailles de Versailles		1		1	1	-
Directeur de l'école du Louvre				1	1	-
<i><b>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE A</b></i>	<i><b>411</b></i>	<i><b>464</b></i>	<i><b>460</b></i>	<i><b>450</b></i>	<i><b>-10</b></i>	<i><b>-2%</b></i>
Directeurs de projet	2	3	5	5	0	0%
Administrateurs civils	42	41	41	31	-10	-24%
Attachés administratifs	352	392	386	385	-1	0%
Chefs de mission	12	26	26	27	1	4%
Conseillers techniques de service social	2	1	1	1	0	0%
Conseiller d'administration scolaire et universitaire	1	1	1	1	0	0%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE B</b>	<b>771</b> 23%	<b>764</b> 23%	<b>673</b> 22%	<b>676</b> 22%	<b>3</b>	<b>0%</b>
<i><b>SERVICES SOCIAUX</b></i>	<i><b>18</b></i>	<i><b>13</b></i>	<i><b>12</b></i>	<i><b>12</b></i>	<i><b>0</b></i>	<i><b>0%</b></i>
Assistants de service social	4	3	2	3	1	50%
Infirmiers	14	10	10	9	-1	-10%
<i><b>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE B</b></i>	<i><b>753</b></i>	<i><b>751</b></i>	<i><b>661</b></i>	<i><b>664</b></i>	<i><b>3</b></i>	<i><b>0%</b></i>
Secrétaires administratifs	737	735	647	650	3	0%
Chefs de service intérieur	16	16	14	14	0	0%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE C</b>	<b>1 964</b> 58%	<b>1 861</b> 56%	<b>1 758</b> 56%	<b>1 706</b> 55%	<b>-52</b>	<b>-3%</b>
Adjoints administratifs	1 661	1 861	1 738	1 694	-44	-3%
Agents administratifs	182				0	
Agents des services techniques	121				0	
Dessinateurs			20	12	-8	-40%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>3 368</b>	<b>3 344</b>	<b>3 125</b>	<b>3 076</b>	<b>-49</b>	<b>-2%</b>

EVOLUTION DES EMPLOIS DE TITULAIRES PAR CORPS

**II- FILIERE SCIENTIFIQUE**

	LFI 2007 ETPT	LFI 2008	LFI 2008	LFI 2009	2009 / 2008	
					Evolution en ETPT	%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE A</b>	<b>2 588</b> <b>78%</b>	<b>2 116</b> <b>83%</b>	<b>1 933</b> <b>83%</b>	<b>1 920</b> <b>83%</b>	<b>-13</b>	<b>-1%</b>
<i>CONSERVATION</i>	<i>752</i>	<i>739</i>	<i>666</i>	<i>667</i>	<i>1</i>	<i>0%</i>
Conservateurs généraux du patrimoine	108	108	115	114	-1	-1%
Conservateurs du patrimoine	642	631	551	553	2	0%
Conservateurs régionaux des monuments historiques	2				0	
<i>ARCHITECTES</i>	<i>246</i>	<i>249</i>	<i>232</i>	<i>235</i>	<i>3</i>	<i>1%</i>
Architectes urbanistes de l'Etat	236	249	232	235	3	1%
Architectes des bâtiments de France	10				0	-
<i>DOCUMENTATION</i>	<i>354</i>	<i>348</i>	<i>340</i>	<i>337</i>	<i>-3</i>	<i>-1%</i>
Chargés d'études documentaires	354	348	340	337	-3	-1%
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	<i>749</i>	<i>320</i>	<i>303</i>	<i>302</i>	<i>-1</i>	<i>0%</i>
Conservateurs généraux des bibliothèques	95	57	50	56	6	12%
Conservateurs des bibliothèques	524	235	224	217	-7	-3%
Bibliothécaires	130	28	29	29	0	0%
<i>RECHERCHE</i>	<i>480</i>	<i>457</i>	<i>389</i>	<i>378</i>	<i>-11</i>	<i>-3%</i>
Ingénieurs de recherche	101	98	90	91	1	1%
Ingénieurs d'études	277	262	221	210	-11	-5%
Assistants ingénieurs	87	84	66	66	0	0%
Ingénieurs 1A 2A 3A	7	6	6	5	-1	-17%
Techniciens 1B 2B 3B	5	4	3	3	0	0%
Attachés de l'INSEE	3	3	3	3	0	0%
<i>EMPLOIS FONCTIONNELS</i>	<i>7</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>-2</i>	<i>-29%</i>
Directeur de l'Ecole du Louvre	1	1	1	0	-1	-100%
Directeur du musée d'Orsay	1	1	1	1	0	0%
Directeur général de l'établissement public de Versailles	1	1	1	0	-1	-100%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE B</b>	<b>741</b> <b>22%</b>	<b>443</b> <b>17%</b>	<b>395</b> <b>17%</b>	<b>382</b> <b>17%</b>	<b>-13</b>	<b>-3%</b>
<i>DOCUMENTATION</i>	<i>228</i>	<i>227</i>	<i>219</i>	<i>213</i>	<i>-6</i>	<i>-3%</i>
Secrétaires de documentation	228	227	219	213	-6	-3%
<i>RECHERCHE</i>	<i>154</i>	<i>142</i>	<i>106</i>	<i>99</i>	<i>-7</i>	<i>-7%</i>
Techniciens de recherche	154	142	106	99	-7	-7%
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	<i>359</i>	<i>74</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Bibliothécaires adjoints spécialisés	275	68	64	64	0	0%
Assistants de bibliothèque	84	6	6	6	0	0%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>3 329</b>	<b>2 559</b>	<b>2 328</b>	<b>2 302</b>	<b>-26</b>	<b>-1%</b>

EVOLUTION DES EMPLOIS DE TITULAIRES PAR CORPS

**III- PERSONNELS D'ENSEIGNEMENT**

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
					Evolution en ETPT	%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE A</b>	<b>1 074</b> <b>100%</b>	<b>1 076</b> <b>100%</b>	<b>1 070</b> <b>100%</b>	<b>1 049</b> <b>100%</b>	<b>-21</b>	<b>-2%</b>
<b>ENSEIGNANTS DE L'ENSBA</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Directeur de l'ENSBA	1				0	0%
<b>ENSEIGNANTS DE L'ENSAD</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Directeur de l'ENSAD	1				0	0%
<b>ENSEIGNANTS DES ECOLES NATIONALES D'ART</b>	<b>147</b>	<b>150</b>	<b>149</b>	<b>146</b>	<b>-3</b>	<b>-2%</b>
Professeurs des écoles nationales supérieures d'art	147	150	149	146	-3	-2%
<b>ENSEIGNANTS DU CNSAD</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Directeur du CNSAD	1			0	0	0%
<b>ENSEIGNANTS DU CNSM PARIS</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Directeur du CNSM	1				0	0%
Professeurs	10	8	6	6	0	0%
<b>ECOLE D'ARCHITECTURE</b>	<b>913</b>	<b>918</b>	<b>915</b>	<b>897</b>	<b>-18</b>	<b>-2%</b>
Maitres assistants	820	821	819	799	-20	-2%
Professeurs	93	97	96	98	2	2%
<b>TOTAL PERSONNELS ENSEIGNANTS TITULAIRES</b>	<b>1 074</b>	<b>1 076</b>	<b>1 070</b>	<b>1 049</b>	<b>-21</b>	<b>-2%</b>

EVOLUTION DES EMPLOIS DE TITULAIRES PAR CORPS

**IV- FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)**

	LFI 2006	LFI 2007	LFI 2008	LFI 2009	2009 / 2008	
	ETPT	ETPT	ETPT	ETPT	Evolution en ETPT	%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE A</b>	<b>225</b> 13%	<b>226</b> 13%	<b>211</b> 12%	<b>231</b> 13%	<b>20</b>	<b>9%</b>
<i>SERVICES CULTURELS</i>	<i>126</i>	<i>144</i>	<i>125</i>	<i>141</i>	<i>16</i>	<i>13%</i>
Ingénieurs des services culturels	126	144	125	141	16	13%
<i>METIERS D'ART</i>	<i>85</i>	<i>71</i>	<i>76</i>	<i>80</i>	<i>4</i>	<i>5%</i>
Chefs de travaux d'art	85	71	76	80	4	5%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DES TPE</i>	<i>13</i>	<i>11</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Ingénieurs des ponts et chaussées	1	1	0	0	0	0%
<i>Sous-total ingénieurs des ponts et chaussées</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Ingénieurs divisionnaires des TPE	2	2	3	3	0	0%
Ingénieurs des TPE	10	8	7	7	0	0%
<i>Sous-total ingénieurs des TPE</i>	<i>12</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE B</b>	<b>1 001</b> 56%	<b>979</b> 58%	<b>996</b> 57%	<b>1 052</b> 59%	<b>56</b>	<b>6%</b>
<i>SERVICES CULTURELS</i>	<i>453</i>	<i>483</i>	<i>511</i>	<i>563</i>	<i>52</i>	<i>10%</i>
Techniciens des services culturels et des bâtiments de France	453	483	511	563	52	10%
<i>METIERS D'ART</i>	<i>515</i>	<i>464</i>	<i>455</i>	<i>459</i>	<i>4</i>	<i>1%</i>
Techniciens d'art	515	464	455	459	4	1%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DES TPE</i>	<i>33</i>	<i>32</i>	<i>30</i>	<i>30</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Personnels techniques des TPE	33	32	30	30	0	0%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE C</b>	<b>573</b> 32%	<b>481</b> 29%	<b>536</b> 31%	<b>514</b> 29%	<b>-22</b>	<b>-4%</b>
<i>PERSONNELS OUVRIERS</i>	<i>538</i>	<i>480</i>	<i>536</i>	<i>514</i>	<i>-22</i>	<i>-4%</i>
Ouvriers des parcs et ateliers	2	2	2	2	0	0%
Adjoints techniques		478	534	512	-22	-4%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DES TPE</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Agents d'exploitation des TPE	1	1			0	0%
<i>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE C</i>	<i>34</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
Chefs de garage	3	0			0	0%
Conducteurs automobiles	31	0			0	0%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>1 799</b>	<b>1 686</b>	<b>1 743</b>	<b>1 797</b>	<b>54</b>	<b>3%</b>

**V- FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE**

	LFI 2006	LFI 2007	LFI 2008	LFI 2009	2009 / 2008	
	ETPT	ETPT	ETPT	ETPT	Evolution en ETPT	%
<b>PERSONNELS TITULAIRES DE CATEGORIE C</b>	<b>2 884</b>	<b>2 192</b>	<b>2 049</b>	<b>1 992</b>	<b>-58</b>	<b>-3%</b>
	100%	100%	100%	100%		
<i>ACCUEIL ET SURVEILLANCE</i>	<i>2 283</i>	<i>2 155</i>	<i>2 022</i>	<i>1 965</i>	<i>-57</i>	<i>-3%</i>
Adjoints techniques	1 577	2 155	2 022	1 965	-57	-3%
<i>MAGASINAGE</i>	<i>601</i>	<i>37</i>	<i>27</i>	<i>27</i>	<i>-1</i>	<i>-2%</i>
Magasiniers en chef	209	30	19	19	0	0%
Magasiniers spécialisés	392	7	8	8	-1	-6%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>2 884</b>	<b>2 192</b>	<b>2 049</b>	<b>1 992</b>	<b>-58</b>	<b>-3%</b>

**VI - PERSONNELS CONTRACTUELS**

	LFI 2006	LFI 2007	LFI 2008	LFI 2009	2009 / 2008	
	ETPT	ETPT	ETPT	ETPT	Evolution en ETPT	%
Enseignants des écoles nationales d'art et conservatoires	27	17	19	20	1	5%
Directeurs des écoles d'architecture	21	20	12	11	-1	-8%
Professeurs de catégorie des écoles d'architecture	51	51	51	51	0	0%
Chefs de travaux pratiques des écoles d'architecture	23	19	18	16	-2	-11%
<i><u>Sous-total enseignants des écoles d'architecture</u></i>	<i><b>95</b></i>	<i><b>90</b></i>	<i><b>81</b></i>	<i><b>78</b></i>	<i><b>-3</b></i>	<i><b>-4%</b></i>
Architectes urbanistes	1			0	0	-
Contrats administratifs	762	740	929	941	12	1%
Contrats du règlement intérieur national	61	61	57	57	0	0%
Contrats de niveau A1, A2, A3	9	15	15	15	0	0%
Personnels à statut spécifique	19	19	18	18	0	0%
<b>TOTAL PERSONNELS CONTRACTUELS</b>	<b>973</b>	<b>942</b>	<b>1 119</b>	<b>1 129</b>	<b>10</b>	<b>1%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 427</b>	<b>11 799</b>	<b>11 434</b>	<b>11 345</b>	<b>1</b>	<b>0%</b>
<b>TITULAIRES</b>	<b>12 454</b>	<b>10 857</b>	<b>10 315</b>	<b>10 216</b>	<b>-100</b>	<b>-1%</b>
	93%	92%	90%	90%		
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>973</b>	<b>942</b>	<b>1 119</b>	<b>1 129</b>	<b>10</b>	<b>1%</b>
	7%	8%	10%	10%		

(ne sont pas comptabilisés : les agents de la direction du développement des medias et les agents non titulaires recrutés sur l'article 6).

## EVOLUTION DES EFFECTIFS AUTORISES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS

	LFI 2006	LFI 2007	LFI 2008	LFI 2009	2009/2008	
	ETPT	ETPT	ETPT	ETPT	Différence en ETPT	%
<b>Bibliothèque publique d'information</b>	<b>281</b>	<b>287</b>	<b>280</b>	<b>278</b>	<b>-2</b>	<b>-1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	62	67	64	64	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	219	220	216	214	-2	-1%
<b>Bibliothèque nationale de France</b>	<b>2 405</b>	<b>2 482</b>	<b>2 517</b>	<b>2 507</b>	<b>-10</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	794	2 475	2 510	2 484	-26	-1%
<i>Emplois inscrits sur le budget de l'établissement hors plafond</i>				16	16	
<i>Emplois MCC affectés</i>	1 611	7	7	7	0	0%
<b>Centre national du livre</b>	<b>60</b>	<b>61</b>	<b>61</b>	<b>61</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	41	48	48	48	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	19	13	13	13	0	0%
<b>Centre des monuments nationaux</b>	<b>1 431</b>	<b>1 391</b>	<b>1 382</b>	<b>1 343</b>	<b>-39</b>	<b>-3%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	965	898	908	907	-1	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	466	493	474	436	-38	-8%
<b>Musée et domaine de Versailles</b>	<b>647</b>	<b>932</b>	<b>915</b>	<b>908</b>	<b>-7</b>	<b>-1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	89	332	326	324	-2	-1%
<i>Emplois MCC affectés</i>	558	600	589	584	-5	-1%
<b>Musée du Louvre</b>	<b>1 978</b>	<b>2 069</b>	<b>2 103</b>	<b>2 162</b>	<b>59</b>	<b>3%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	1 978	2 053	2 091	2 079	-12	-1%
<i>Emplois inscrits sur le budget de l'établissement hors plafond</i>				79	79	
<i>Emplois MCC affectés</i>	0	16	12	4	-8	-67%
<b>Centre national d'art et de culture Georges Pompidou</b>	<b>1 043</b>	<b>1 076</b>	<b>1 090</b>	<b>1 108</b>	<b>18</b>	<b>2%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	1 043	1 076	1 090	1 108	18	2%
<b>Musées Rodin, Henner et Moreau</b>	<b>119</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget des établissements</i>	102	105	105	105	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	17	17	17	17	0	0%
<b>Musée d'Orsay</b>	<b>589</b>	<b>607</b>	<b>600</b>	<b>597</b>	<b>-3</b>	<b>-1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget des établissements</i>	160	172	173	174	1	1%
<i>Emplois MCC affectés</i>	429	435	427	423	-4	-1%
<b>Musée Guimet</b>	<b>181</b>	<b>183</b>	<b>181</b>	<b>180</b>	<b>-1</b>	<b>-1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget des établissements</i>	61	62	62	62	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	120	121	119	118	-1	-1%
<b>Académie de France à Rome</b>	<b>47</b>	<b>46</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	47	46	49	49	0	0%
<b>Centre national des arts plastiques</b>	<b>37</b>	<b>68</b>	<b>66</b>	<b>67</b>	<b>1</b>	<b>2%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	5	22	21	23	2	10%
<i>Emplois MCC affectés</i>	32	46	45	44	-1	-2%
<b>Conservatoires nationaux supérieures de de musique, de danse et d'art dramatique</b>	<b>727</b>	<b>725</b>	<b>724</b>	<b>726</b>	<b>2</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget des établissements</i>	592	592	593	596	3	1%
<i>Emplois MCC affectés</i>	135	133	131	130	-1	-1%
<b>Cité nationale d'histoire de l'immigration</b>		<b>74</b>	<b>78</b>	<b>80</b>	<b>2</b>	<b>3%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>		74	78	80	2	3%
<b>Ecoles d'architecture</b>	<b>2 695</b>	<b>2 400</b>	<b>2 540</b>	<b>2 538</b>	<b>-2</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	1 095	795	965	970	5	1%
<i>Emplois MCC affectés</i>	1 600	1 605	1 575	1 568	-7	0%
<b>Ecoles nationales supérieures d'art et de design</b>	<b>803</b>	<b>819</b>	<b>820</b>	<b>829</b>	<b>9</b>	<b>1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget des établissements</i>	382	379	380	392	12	3%
<i>Emplois MCC affectés</i>	421	440	440	437	-3	-1%
<b>Ecole du Louvre</b>	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>88</b>	<b>88</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	37	37	37	37	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	52	52	51	51	0	0%
<b>Institut national du patrimoine</b>	<b>65</b>	<b>66</b>	<b>67</b>	<b>67</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	53	53	56	56	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	12	13	11	11	0	0%
<b>Centre national de la cinématographie</b>	<b>466</b>	<b>467</b>	<b>467</b>	<b>463</b>	<b>-4</b>	<b>-1%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	466	467	467	463	-4	-1%
<b>Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	86	86	86	86	0	0%
<b>Etablissement public du musée du Quai Branly</b>	<b>234</b>	<b>263</b>	<b>263</b>	<b>263</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	234	263	263	263	0	0%
<b>Institut national d'histoire de l'art</b>	<b>33</b>	<b>64</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	10	41	42	42	0	0%
<i>Emplois MCC affectés</i>	23	23	23	23	0	0%
<b>Institut national de recherches archéologiques préventives</b>	<b>1 803</b>	<b>1 903</b>	<b>1 953</b>	<b>1 953</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	1 803	1 903	1 953	1 953	0	0%
<b>Palais de la découverte</b>	<b>224</b>	<b>224</b>	<b>224</b>	<b>223</b>	<b>-1</b>	<b>-0,4%</b>
<i>Emplois inscrits au budget de l'établissement</i>	224	224	224	223	-1	0%
<b>TOTAL</b>	<b>16 042</b>	<b>16 504</b>	<b>16 741</b>	<b>16 763</b>	<b>22</b>	<b>0,1%</b>
<i>Emplois inscrits aux budgets des EPA</i>	10 328	12 270	12 591	12 683	92	1%
<i>Emplois MCC affectés</i>	5 714	4 234	4 150	4 080	-70	-2%
	36%	26%	25%	24%		-

EVOLUTION DES EMPLOIS INSCRITS AU BUDGET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX ET DES ASSOCIATIONS

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT	2009 / 2008	
					Différence	%
Réunion des musées nationaux	1 057	1 031	1 007	1 001	-6	-1%
Cité de l'Architecture et du Patrimoine	119	133	136	136	0	0%
Domaine national de Chambord	138	141	89	90	1	1%
Théâtres nationaux	863	892	892	883	-9	-1%
Opéra national de Paris & École de danse de Nanterre	1 813	1 800	1 800	1 800	0	0%
Opéra comique	90	89	89	89	0	0%
Cité de la musique	199	199	277	276	-1	0%
Centre national de la danse	95	96	97	97	0	0%
Centre national de la chanson, des variétés et du jazz	24	24	26	26	0	0%
École nationale supérieure de création industrielle	59	59	59	59	0	0%
École nationale sup. des métiers de l'image et du son	59	59	60	60	0	0%
Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette	218	226	230	226	-4	-2%
Cité des sciences et de l'industrie	942	920	963	984	21	2%
EP du Grand Palais des Champs Elysées		27	27	27	0	0%
<b>TOTAL EPIC</b>	<b>5 675</b>	<b>5 696</b>	<b>5 752</b>	<b>5 754</b>	<b>2</b>	<b>0%</b>

	LFI 2006 ETPT	LFI 2007 ETPT	LFI 2008 ETPT	LFI 2009 ETPT
Union centrale des arts décoratifs	304	304	305	305
Cinémathèque française	116	216	219	219
Ensemble intercontemporain	50	50	50	50
Orchestre de Paris	150	150	150	149
Centre national des arts du cirque	37	37	37	37
<b>TOTAL ASSOCIATIONS</b>	<b>657</b>	<b>757</b>	<b>761</b>	<b>760</b>

EXECUTION DE LA LFI 2009 PAR PROGRAMME ET ACTION

	LFI 2009 (ETPT)	RAP 2009 (ETPT)	Différence	
			en ETPT	en %
<i>Mission Culture</i>				
<b>Programme 131 : Création</b>	<b>1 018</b>	<b>1 036</b>	<b>18</b>	<b>2%</b>
Action 01 : Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant	127	124	-4	-3%
Action 02 : Soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts plastiques	616	620	4	1%
Action 03 : Soutien à la création, à la production et à la diffusion du livre et de la lecture	248	270	22	9%
Action 04 : Economie des professions et des industries culturelles	27	22	-5	-17%
<b>Programme 175 : Patrimoines</b>	<b>3 199</b>	<b>3 089</b>	<b>-110</b>	<b>-3%</b>
Action 01 : Patrimoine monumental et archéologique	429	382	-46	-11%
Action 02 : Architecture	36	48	13	35%
Action 03 : Patrimoine des musées de France	2 107	2 074	-33	-2%
Action 04 : Patrimoine archivistique et célébrations nationales	588	546	-42	-7%
Action 05 : Patrimoine écrit et documentaire				
Action 06 : Patrimoine cinématographique				
Action 07 : Patrimoine linguistique	29	28	-1	-4%
Action 08 : Acquisition et enrichissement des collections publiques	11	11	0	0%
<b>Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>7 003</b>	<b>6 866</b>	<b>-137</b>	<b>-2%</b>
Action 01 : Soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle	2 033	1 998	-35	-2%
Action 02 : Soutien à l'éducation artistique et culturelle	10	8	-2	-15%
Action 03 : Soutien aux établissements d'enseignement spécialisé				
Action 04 : Actions en faveur de l'accès à la culture	15	18	3	22%
Action 06 : Action culturelle internationale	37	40	3	8%
Action 07 : Fonctions de soutien du ministère	4 908	4 801	-107	-2%
<i>Mission Recherche</i>				
<b>Programme 186 : Recherche culturelle et culture scientifique</b>	<b>511</b>	<b>504</b>	<b>-7</b>	<b>-1%</b>
Action 01 : Recherche en faveur des patrimoines				
Action 02 : Recherche en faveur de la création				
Action 03 : Opérateurs de la culture scientifique et technique				
Action 04 : Recherches transversales et pilotage du programme	511	504	-7	-1%
<b>Total</b>	<b>11 731</b>	<b>11 495</b>	<b>-236</b>	<b>-2%</b>

EXECUTION DE LA LFI 2009 PAR PROGRAMME ET FILIERE

	LFI 2009 (ETPT)	RAP 2009 (ETPT)	Différence	
			en ETPT	en %
<i>Mission Culture</i>				
<b>Programme 131 : Création</b>	<b>1 018</b>	<b>1036</b>	<b>18</b>	<b>2%</b>
Filière accueil, surveillance et magasinage	42	56	14	33%
Filière administrative	413	400	-13	-3%
Filière scientifique	194	203	9	5%
Filière technique et enseignement	369	377	8	2%
<b>Programme 175 : Patrimoines</b>	<b>3 199</b>	<b>3 089</b>	<b>-110</b>	<b>-3%</b>
Filière accueil, surveillance et magasinage	1 406	1 304	-102	-7%
Filière administrative	839	773	-66	-8%
Filière scientifique	496	492	-4	-1%
Filière technique et enseignement	458	520	62	14%
<b>Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>7 003</b>	<b>6866</b>	<b>-137</b>	<b>-2%</b>
Filière accueil, surveillance et magasinage	748	658	-90	-12%
Filière administrative	3 486	3 341	-145	-4%
Filière scientifique	1 102	1 058	-44	-4%
Filière technique et enseignement	1 667	1 809	142	9%
<i>Mission Recherche</i>				
<b>Programme 186 : Recherche culturelle et culture scientifique</b>	<b>511</b>	<b>504</b>	<b>-7</b>	<b>-1%</b>
Filière accueil, surveillance et magasinage	0		0	
Filière administrative	29	35	6	21%
Filière scientifique	482	469	-13	-3%
Filière technique et enseignement	0		0	
<b>Totaux</b>	<b>11 731</b>	<b>11 495</b>	<b>-236</b>	<b>-2%</b>

ETABLISSEMENTS PUBLICS DEROGATOIRES

Etablissements publics du MCC autorisés à recruter des CDI	Portée de la dérogation	Fondement de la dérogation	Statut des personnels	Existence d'un régime indemnitaire spécifique aux CDI
<b>1. Sur le fondement d'une dérogation législative</b>				
INRAP	tout emploi de catégorie A, B, C	article L.523-1 du code du patrimoine	décret 2002-450 du 2 avril 2002 pris en Conseil d'Etat	oui, décret et arrêté du 16 mars 2004
CNC	tout emploi de catégorie A, B, C	article 46 de la loi de modernisation de la fonction publique du 2 février 2007	décret no 2007-1325 du 7 septembre 2007 fixant les règles applicables aux agents contractuels du Centre national de la cinématographie	oui, décret no 2007-1355 du 13 septembre 2007 relatif au régime indemnitaire des agents contractuels de droit public du Centre national de la cinématographie
<b>2. Sur le fondement du décret- liste 84 -38 du 18 janvier 1984</b>				
CNAC-GP	tout emploi de catégorie A, B, C	décret- liste 84 -38 du 18 janvier 1984	délibération du CA approuvée par décision conjointe des ministres du budget, de la fonction publique, de la culture le 11 février 1991	non. Transposition de certaines primes existantes pour les titulaires prévue par le statut des personnels et dont les modalités sont fixées par décision du <b>président</b> de l'établissement
CMN	tout emploi mais emplois de surveillance pourvus par des fonctionnaires	décret- liste 84 -38 du 18 janvier 1984	délibération du CA du 10 janvier 1997	non. Transposition de certaines primes existantes pour les titulaires prévue par le statut des personnels et dont les modalités sont fixées par délibération du <b>CA</b> de l'établissement
EMOC	tout emploi	décret n°98-528 du 22 juin 1998	non	non
Musée Rodin	emploi du service commercial de catégorie A, B, C	décret- liste 84 -38 du 18 janvier 1984	délibération du CA du 22 février 1994	non. Transposition de certaines primes existantes pour les titulaires prévue par le statut des personnels et dont les modalités sont fixées par délibération du <b>CA</b> de l'établissement
Bibliothèque nationale de France	emplois des catégories A, B et C des services commerciaux et d'édition, des services de la communication et des services d'organisation des expositions, à l'exception des chefs de service.	décret n°94-919 du 24 octobre 1994	délibération du CA	non

ETABLISSEMENTS PUBLICS DEROGATOIRES

Etablissements publics du MCC autorisés à recruter des CDI	Portée de la dérogation	Fondement de la dérogation	Statut des personnels	Existence d'un régime indemnitaire spécifique aux CDI
Établissement public du musée du quai Branly	<p>* emplois de catégorie A, B et C dans le domaine du patrimoine et des collections, du développement culturel et des publics ;</p> <p>* emplois de catégorie A dans le domaine de l'enseignement et de la recherche ;</p> <p>* emplois de catégorie A, B et C dans le domaine du mécénat et de la communication ;</p> <p>* emplois de catégorie A, B et C liés à la gestion du bâtiment, des systèmes d'information, de la sécurité et de la sûreté ;</p> <p>* emplois de catégorie A de juristes experts dans le domaine des achats publics et du droit de la propriété littéraire et artistique.</p>	décret no 2006-1083 du 29 août 2006	non	non
Cité nationale de l'histoire de l'immigration	<p>* Les emplois de catégorie A et B requérant des connaissances spécialisées dans le domaine des populations et de l'histoire de l'immigration en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- programmation culturelle et production;</li> <li>- animation du réseau et des partenariats;</li> <li>- développement des publics.</li> </ul> <p>* Les emplois de catégorie A et B liés à la médiation.</p>		non	non
Etablissement public du musée du Louvre	emplois des services de l'auditorium, de l'informatique, des expositions temporaires et de la communication, à l'exception des chefs de service (1).	décret n°95-991 du 25 août 1995	non	non
Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	emplois du service des réservations et des visites-conférences, du service de la communication, du service de l'informatique, du service de l'organisation des expositions et des manifestations (1).	décret n°93-848 du 9 juin 1993	non	non

## **Les effectifs réels**

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**1- L'ADMINISTRATION CENTRALE**

	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>834,1</b>
Personnels de catégorie A	46% 317,8
Personnels de catégorie B	155,5
Personnels de catégorie C	360,8
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>320,7</b>
Personnels de catégorie A	18% 284,0
Personnels de catégorie B	36,7
<b>FILIERE TECHNIQUE ET ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>74,5</b>
Personnels de catégorie A	4% 5,9
Personnels de catégorie B	22,6
Personnels de catégorie C	46,0
<b>PERSONNELS ENSEIGNANTS</b>	<b>8,0</b>
Personnels de catégorie A	0% 8,0
<b>ACCUEIL SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>82,6</b>
Personnels de catégorie C	5% 82,6
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>485,2</b>
Toutes catégories	27% 485,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 805,1</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**EVOLUTION PAR DIRECTION DE CENTRALE 2008-2009**

	<b>Effectifs au 31.12.2008 ETP</b>	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>	<b>2009 / 2008</b>	
Cabinet*	214,7 12%	208,3 12%	-6	-3%
Secrétariat général	10 1%	30 2%	20	200%
Direction de l'administration générale**	601,5 33%	613,6 34%	12	2%
Direction des archives de France	90,8 5%	81,8 5%	-9	-10%
Direction de l'architecture et du patrimoine***	332,8 18%	313,3 17%	-20	-6%
Direction du livre et de la lecture	57,4 3%	54,0 3%	-3	-6%
Direction des musées de France	158,3 9%	144,7 8%	-14	-9%
Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles	141,7 8%	130,1 7%	-12	-8%
Délégation aux arts plastiques	88,9 5%	76,0 4%	-13	-15%
Délégation au Développement et aux affaires internationales	107,3 6%	124,6 7%	17	16%
Délégation générale à la langue française et aux langues de France	27,1 1%	28,7 2%	2	6%
<b>TOTAL</b>	<b>1 830,5</b>	<b>1 805,1</b>	<b>-25</b>	<b>-1%</b>

\* Y compris les services rattachés (IGAAC, DIC, comité d'histoire, commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art)

\*\* Est inclus le service du contrôle budgétaire et comptable ministériel

\*\*\* Y compris la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**2- DIRECTIONS REGIONALES DES AFFAIRES CULTURELLES**

	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>952,2</b>
	56%
Personnels de catégorie A	242,2
Personnels de catégorie B	221,9
Personnels de catégorie C	488,1
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>494,5</b>
	29%
Personnels de catégorie A	416,4
Personnels de catégorie B	78,1
<b>FILIERE TECHNIQUE ET ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>122,1</b>
	7%
Personnels de catégorie A	52,2
Personnels de catégorie B	50,9
Personnels de catégorie C	19,0
<b>ACCUEIL SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>17,8</b>
	1%
Personnels de catégorie C	17,8
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>126,2</b>
	7%
Toutes catégories	126,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 712,8</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**REPARTITION PAR DIRECTION REGIONALE 2009**

<b>Effectifs au 31.12.2009</b>	
<b>ETP</b>	
Alsace	63,8
Aquitaine	82,9
Auvergne	62,8
Bourgogne	63,5
Bretagne	79,9
Centre	85,0
Champagne Ardenne	53,0
Corse	9,9
Franche Comté	51,6
Guadeloupe	22,8
Guyane	17,6
Ile de France	145,1
Languedoc Roussillon	91,3
Limousin	54,1
Lorraine	64,4
Martinique	20,0
Midi Pyrénées	92,7
Nord Pas de Calais	80,7
Basse normandie	59,2
Haute normandie	60,1
Pays de Loire	86,3
Picardie	57,7
Poitou Charentes	68,5
Provence Alpes Côte d'Azur	106,5
Réunion	21,6
Rhône Alpes	111,0
Haut-com. de Nouvelle Calédonie	1,0
<b>Total</b>	<b>1713,0</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**3- LES SERVICES TERRITORIAUX DE L'ARCHITECTURE  
ET DU PATRIMOINE**

	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>350,7</b>
	<i>49%</i>
Personnels de catégorie A	2,0
Personnels de catégorie B	55,2
Personnels de catégorie C	293,5
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>168,9</b>
	<i>24%</i>
Personnels de catégorie A	165,9
Personnels de catégorie B	3,0
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>168,0</b>
	<i>23%</i>
Personnels de catégorie A	31,2
Personnels de catégorie B	132,8
Personnels de catégorie C	4,0
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>2,8</b>
	<i>0%</i>
Personnels de catégorie C	2,8
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>26,2</b>
	<i>4%</i>
Toutes catégories	26,2
<b>TOTAL</b>	<b>716,6</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTÈRE  
(en équivalents temps plein)

**REPARTITION PAR SERVICE TERRITORIAL 2009**

N° Dpt	Départements	ETP	N° Dpt	Départements	ETP
1	AIN	4,0	50	MANCHE	5,0
2	AISNE	7,5	51	MARNE	5,8
3	ALLIER	6,0	52	HAUTE MARNE	5,8
4	ALPES HTE PROVENCE	6,4	53	MAYENNE	4,8
5	HTES ALPES	6,9	54	MEURTHE ET MOSELLE	8,0
6	ALPES MARITIMES	10,7	55	MEUSE	6,0
7	ARDÈCHE	4,0	56	MORBIHAN	7,8
8	ARDENNES	6,8	57	MOSELLE	6,9
9	ARIÈGE	5,0	58	NIÈVRE	5,8
10	AUBE	6,0	59	NORD	7,8
11	AUDE	8,0	60	OISE	7,6
12	AVEYRON	5,8	61	ORNE	4,0
13	BOUCHES DU RHÔNE	14,8	62	PAS DE CALAIS	6,7
14	CALVADOS	7,6	63	PUY DE DÔME	7,8
15	CANTAL	5,8	64	PYRENEES ATLANTIQUES	4,8
16	CHARENTE	4,8	65	HAUTES PYRÉNÉES	6,0
17	CHARENTE MARITIME	9,4	66	PYRÉNÉES ORIENTALES	6,0
18	CHER	5,0	67	BAS RHIN	10,0
19	CORRÈZE	8,0	68	HAUT RHIN	6,6
20	HAUTE CORSE	4,0	69	RHÔNE	11,6
20	CORSE DU SUD	3,0	70	HAUTE SAONE	6,8
21	CÔTE D'OR	5,8	71	SAÔNE ET LOIRE	5,8
22	CÔTE D'ARMOR	9,8	72	SARTHE	7,9
23	CREUSE	5,0	73	SAVOIE	4,8
24	DORDOGNE	11,0	74	HAUTE SAVOIE	7,0
25	DOUBS	4,6	75	PARIS	26,0
26	DRÔME	5,5	76	SEINE MARITIME	6,8
27	EURE	4,0	77	SEINE ET MARNE	12,8
28	EURE ET LOIR	4,8	78	YVELINES	13,8
29	FINISTÈRE	11,5	79	DEUX SÈVRES	7,8
30	GARD	6,8	80	SOMME	6,0
31	HAUTE GARONNE	12	81	TARN	6,8
32	GERS	7,0	82	TARN ET GARONNE	7,0
33	GIRONDE	9,6	83	VAR	11,0
34	HÉRAULT	10,9	84	VAUCLUSE	6,0
35	ILLE ET VILAINE	10,0	85	VENDÉE	5,0
36	INDRE	6,0	86	VIENNE	6,9
37	INDRE ET LOIRE	9,0	87	HAUTE VIENNE	7,0
38	ISÈRE	5,4	88	VOSGES	5,0
39	JURA	3,8	89	YONNE	6,0
40	LANDES	6,0	90	TERRITOIRE DE BELFORT	2,8
41	LOIR ET CHER	7,6	91	ESSONNE	8,4
42	LOIRE	6,0	92	HAUTS DE SEINE	6,0
43	HAUTE LOIRE	8,4	93	SEINE ST DENIS	5,8
44	LOIRE ATLANTIQUE	9,0	94	VAL DE MARNE	7,0
45	LOIRET	7,8	95	VAL D'OISE	6,8
46	LOT	8,3	97	GUADELOUPE	5,0
47	LOT ET GARONNE	7,8	97	MARTINIQUE	4,0
48	LOZÈRE	5,0	97	GUYANE	2,0
49	MAINE ET LOIRE	8,9	97	RÉUNION	11,0

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>716,6</b>
----------------------	--------------

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**4- LES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS**

	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>617,2</b>
	<i>14%</i>
Personnels de catégorie A	98,0
Personnels de catégorie B	154,2
Personnels de catégorie C	365,0
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>424,6</b>
	<i>10%</i>
Personnels de catégorie A	322,9
Personnels de catégorie B	101,7
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>569,3</b>
	<i>13%</i>
Personnels de catégorie A	47,0
Personnels de catégorie B	296,3
Personnels de catégorie C	226,0
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>1 310,0</b>
	<i>31%</i>
Personnels de catégorie C	1 310,0
<b>ENSEIGNANTS</b>	<b>893</b>
	<i>20,9%</i>
Personnels de catégorie A	893
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>457,4</b>
	<i>11%</i>
Toutes catégories	457,4
<b>TOTAL</b>	<b>4 271,5</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**EVOLUTION PAR ETABLISSEMENT**

	<b>Effectifs au 31.12.2008 ETP</b>	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
Bibliothèque publique d'information	219,0	212,4
Bibliothèque nationale de France	5,3	4,0
Centre national du livre	21,0	19,0
Centre des hautes études de Chaillot		18,0
Centre des monuments nationaux	448,1	466,3
Domaine de Fontainebleau		106,1
Musée et domaine de Versailles	551,9	573,9
Musée d'Orsay	389,7	447,5
Musée Guimet	107,9	105,7
Musée du Louvre	7,5	3,8
Musées Rodin, Henner, Moreau	15,9	17,7
Ecole nationale supérieure des beaux arts	103,5	101,5
Ecole nationale supérieure des arts décoratifs	72,8	68,8
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	17,6	15,6
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	109,1	101,4
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	7,1	5,3
Ecoles d'architecture	1 635,0	1 597,0
Ecole du Louvre	47,7	49,1
Institut national du patrimoine	31,8	30,6
Centre national de la cinématographie	14,0	4,0
Institut national d'histoire de l'art	21,6	17,6
Cité nationale de l'immigration	9,5	12,3
Centre national des arts plastiques	39,0	42,6
Ecoles nationales d'art	261,6	251,4
Galeries nationales du Grand palais	2,0	
<b>TOTAL</b>	<b>4 138,6</b>	<b>4 271,5</b>

*EPA créé en 2009*

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**5- SERVICES A COMPETENCE NATIONALE**

	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>217,8</b>
Personnels de catégorie A	10% 34,6
Personnels de catégorie B	23,3
Personnels de catégorie C	159,90
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>421,9</b>
Personnels de catégorie A	20% 339,2
Personnels de catégorie B	82,7
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>734,2</b>
Personnels de catégorie A	34% 87,6
Personnels de catégorie B	462,8
Personnels de catégorie C	183,8
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>614,3</b>
Personnels de catégorie C	29% 614,3
<b>CONTRACTUELS</b>	<b>142,7</b>
Toutes catégories	7% 142,7
<b>TOTAL</b>	<b>2 130,9</b>

EFFECTIFS REELS PAR STRUCTURE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTÈRE  
(en équivalents temps plein)

**EVOLUTION DES SERVICES A COMPETENCE NATIONALE ET DES SERVICES DECENTRALISES PAR  
SECTEUR**

	<b>Effectifs au 31.12.2008 ETP</b>	<b>Effectifs au 31.12.2009 ETP</b>	<b>2009 / 2008</b>	
<b>Patrimoine, monuments et domaines</b>	<b>960,3</b> <i>35%</i>	<b>850,5</b> <i>34%</i>	<b>-109,8</b> <i>-1%</i>	<b>-11%</b> <i>-11%</i>
<i>Service national des travaux</i>	52,1	42,0	-10,1	-19%
<i>Mobilier national et Manufacture de Sèvres</i>	509,9	501,7	-8,2	-2%
<i>Autres services à compétence nationale</i>	328,2	262,1	-66,1	-20%
* <i>Services transférés aux collectivités locales</i>	70,1	44,7	-25,4	-36%
<b>Archives</b>	<b>724,9</b> <i>26%</i>	<b>758,3</b> <i>30%</i>	<b>33,4</b> <i>4%</i>	<b>5%</b> <i>5%</i>
<i>Services à compétence nationale - archives nationales</i>	461,3	497,1	35,8	8%
* <i>Services décentralisés - archives départementales</i>	263,6	261,2	-2,4	-1%
<b>Musées</b>	<b>949,5</b> <i>34%</i>	<b>810,3</b> <i>32%</i>	<b>-139,2</b> <i>-2%</i>	<b>-15%</b> <i>-15%</i>
<i>Services à compétence nationale</i>	949,5	810,3	-139,2	-15%
<b>Livres et lecture</b>	<b>120,5</b> <i>4%</i>	<b>110,4</b> <i>4%</i>	<b>-10,1</b> <i>0%</i>	<b>-8%</b> <i>-8%</i>
* <i>Services décentralisés - bibliothèques territoriales et joie par les livres</i>	120,5	110,4	-10,1	-8%
<b>TOTAL</b>	<b>2 755,2</b>	<b>2 529,5</b>	<b>-225,7</b>	<b>-8%</b>

\* effectifs des services décentralisés, inscrits dans le plafond d'emplois du MCC

EFFECTIFS REELS DE TITULAIRES PAR FILIERE, CATEGORIE ET CORPS DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**I- FILIERE ADMINISTRATIVE**

	Au 31 décembre 2008 (ETP)					Au 31 décembre 2009 (ETP)					2009 / 2008	
	Femmes		Hommes		TOTAL	Femmes		Hommes		TOTAL	Evolution	%
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%			
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>349</b>	<b>51%</b>	<b>336</b>	<b>49%</b>	<b>686</b>	<b>357</b>	<b>51%</b>	<b>339</b>	<b>49%</b>	<b>696</b>	<b>10</b>	<b>1%</b>
<i><b>INSPECTIONS</b></i>	<b>76</b>	<b>43%</b>	<b>101</b>	<b>57%</b>	<b>177</b>	<b>76</b>	<b>43%</b>	<b>100</b>	<b>57%</b>	<b>176</b>	<b>-1</b>	<b>0%</b>
Chef du service de l'inspection		0%	1	100%	1		0%	1	100%	1	0	0%
Inspecteurs généraux de l'administration	5	23%	17	77%	22	3	13%	20	87%	23	1	5%
Inspecteurs de la création et des ens. artistiques	71	46%	83	54%	154	73	48%	79	52%	152	-2	-1%
<i><b>PERSONNELS DE DIRECTION</b></i>	<b>15</b>	<b>29%</b>	<b>37</b>	<b>71%</b>	<b>52</b>	<b>12</b>	<b>26%</b>	<b>35</b>	<b>74%</b>	<b>47</b>	<b>-5</b>	<b>-10%</b>
Emplois de direction	12	55%	10	45%	22	10	53%	9	47%	19	-3	-14%
Délégués			1	100%	1			1	100%	1	0	0%
Délégué général à la langue française			1	100%	1			1	100%	1	0	0%
Administrateur Louvre et directeurs BN			1	100%	1	0	0	0	0%	0	-1	-100%
Directeurs de projet			3	100%	3			2	100%	2	-1	-33%
Directeurs régionaux des affaires culturelles	3	13%	21	88%	24	2	8%	22	92%	24	0	0%
<i><b>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE A</b></i>	<b>258</b>	<b>57%</b>	<b>198</b>	<b>43%</b>	<b>457</b>	<b>268</b>	<b>57%</b>	<b>204</b>	<b>43%</b>	<b>472</b>	<b>16</b>	<b>3%</b>
Administrateurs civils	11	26%	30	74%	41	12	28%	30	72%	42	1	2%
Attachés administratifs	242	60%	159	40%	401	250	60%	167	40%	417	16	4%
Chefs de mission	4	36%	7	64%	11	4	44%	5	56%	9	-2	-18%
Conservateur régional des monuments historiques	1	50%	1	50%	2	2	67%	1	33%	3	1	50%
Conseillers techniques de service social	1	100%		0%	1	1	100%		0%	1	0	0%
Conseiller d'administration scolaire et universitaire		0%	1	100%	1		0%	1	100%	1	0	0%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>502</b>	<b>76%</b>	<b>154</b>	<b>24%</b>	<b>656</b>	<b>474</b>	<b>78%</b>	<b>137</b>	<b>22%</b>	<b>610</b>	<b>-46</b>	<b>-7%</b>
<i><b>SERVICES SOCIAUX</b></i>	<b>12</b>	<b>100%</b>		<b>0%</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>100%</b>		<b>0%</b>	<b>11</b>	<b>-1</b>	<b>-9%</b>
Assistants de service social	4	100%		0%	4	3	100%		0%	3	-1	-26%
Infirmiers	8	100%		0%	8	8	100%		0%	8	0	0%
<i><b>AUTRES PERSONNELS DE CATEGORIE B</b></i>	<b>490</b>	<b>76%</b>	<b>154</b>	<b>24%</b>	<b>644</b>	<b>463</b>	<b>77%</b>	<b>137</b>	<b>23%</b>	<b>600</b>	<b>-45</b>	<b>-7%</b>
Chef de service de catégorie B			13	100%	13			8	100%	8	-5	-38%
Secrétaires administratifs	490	78%	141	22%	631	463	78%	129	22%	592	-40	-6%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE C</b>	<b>1 474</b>	<b>82%</b>	<b>321</b>	<b>18%</b>	<b>1 794</b>	<b>1 382</b>	<b>83%</b>	<b>287</b>	<b>17%</b>	<b>1 668</b>	<b>-126</b>	<b>-7%</b>
Adjoint administratifs du MCC	1 461	84%	276	16%	1 738	1 377	84%	263	16%	1 640	-98	-6%
Agents des services techniques	5	31%	11	69%	16	2	22%	7	78%	9	-7	-44%
Dessinateur	7	17%	34	83%	41	3	13%	17	87%	20	-21	
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>2 325</b>	<b>74%</b>	<b>811</b>	<b>26%</b>	<b>3 136</b>	<b>2 212</b>	<b>74%</b>	<b>762</b>	<b>26%</b>	<b>2 974</b>	<b>-162</b>	<b>-5%</b>

EFFECTIFS REELS DE TITULAIRES PAR FILIERE, CATEGORIE ET CORPS DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**II - FILIERE SCIENTIFIQUE**

	Au 31 décembre 2008 (ETP)					Au 31 décembre 2009 (ETP)					2009 / 2008	
	Femmes		Hommes		TOTAL	Femmes		Hommes		TOTAL	Evolution	%
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%			
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>1 053</b>	<b>56%</b>	<b>831</b>	<b>44%</b>	<b>1 884</b>	<b>1 035</b>	<b>56%</b>	<b>826</b>	<b>44%</b>	<b>1 860</b>	<b>-23</b>	<b>-1%</b>
<i>CONSERVATION</i>	<i>333</i>	<i>51%</i>	<i>324</i>	<i>49%</i>	<i>657</i>	<i>327</i>	<i>51%</i>	<i>315</i>	<i>49%</i>	<i>642</i>	<i>-15</i>	<i>-2%</i>
Directeur Louvre, Orsay, versailles, BNF												
Conservateurs généraux du patrimoine	43	39%	67	61%	110	44	38%	71	62%	115	5	5%
Conservateurs du patrimoine	290	53%	257	47%	547	283	54%	244	46%	527	-20	-4%
<i>ARCHITECTES</i>	<i>64</i>	<i>31%</i>	<i>141</i>	<i>69%</i>	<i>205</i>	<i>73</i>	<i>33%</i>	<i>146</i>	<i>67%</i>	<i>219</i>	<i>14</i>	<i>7%</i>
Architectes et urbanistes de l'Etat	64	31%	141	69%	205	73	33%	146	67%	219	14	7%
<i>DOCUMENTATION</i>	<i>262</i>	<i>76%</i>	<i>84</i>	<i>24%</i>	<i>346</i>	<i>261</i>	<i>75%</i>	<i>89</i>	<i>25%</i>	<i>350</i>	<i>4</i>	<i>1%</i>
Chargés d'études documentaires	262	76%	84	24%	346	261	75%	89	25%	350	4	1%
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	<i>194</i>	<i>66%</i>	<i>100</i>	<i>34%</i>	<i>294</i>	<i>183</i>	<i>65%</i>	<i>100</i>	<i>35%</i>	<i>283</i>	<i>-11</i>	<i>-4%</i>
Conservateurs généraux des bibliothèques	25	51%	24	49%	49	25	46%	29	54%	54	5	10%
Conservateurs des bibliothèques	143	67%	71	33%	214	135	68%	65	32%	200	-14	-7%
Bibliothécaires	26	84%	5	16%	31	23	79%	6	21%	29	-2	-6%
<i>RECHERCHE</i>	<i>201</i>	<i>53%</i>	<i>181</i>	<i>47%</i>	<i>383</i>	<i>191</i>	<i>52%</i>	<i>176</i>	<i>48%</i>	<i>367</i>	<i>-16</i>	<i>-4%</i>
Ingénieurs de recherche	44	48%	47	52%	91	45	50%	46	50%	91	0	0%
Ingénieurs d'études	120	53%	107	47%	227	111	52%	104	48%	216	-12	-5%
Assistants ingénieurs	37	58%	27	42%	64	34	57%	26	43%	60	-4	-6%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>238</b>	<b>63%</b>	<b>138</b>	<b>37%</b>	<b>376</b>	<b>229</b>	<b>64%</b>	<b>131</b>	<b>36%</b>	<b>359</b>	<b>-16</b>	<b>-4%</b>
<i>DOCUMENTATION</i>	<i>143</i>	<i>72%</i>	<i>57</i>	<i>28%</i>	<i>200</i>	<i>138</i>	<i>71%</i>	<i>55</i>	<i>29%</i>	<i>194</i>	<i>-7</i>	<i>-3%</i>
Secrétaires de documentation	143	72%	57	28%	200	138	71%	55	29%	194	-7	-3%
<i>RECHERCHE</i>	<i>42</i>	<i>40%</i>	<i>64</i>	<i>60%</i>	<i>106</i>	<i>40</i>	<i>41%</i>	<i>58</i>	<i>59%</i>	<i>98</i>	<i>-9</i>	<i>-8%</i>
Techniciens de recherche	42	40%	64	60%	106	40	41%	58	59%	98	-9	-8%
<i>BIBLIOTHEQUES</i>	<i>52</i>	<i>76%</i>	<i>17</i>	<i>24%</i>	<i>69</i>	<i>50</i>	<i>74%</i>	<i>18</i>	<i>26%</i>	<i>68</i>	<i>-1</i>	<i>-2%</i>
Bibliothécaires adjoints spécialisés	48	77%	14	23%	62	47	78%	13	22%	60	-2	-4%
Assistants des bibliothèques	4	59%	3	41%	7	3	40%	5	60%	8	1	14%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>1 291</b>	<b>57%</b>	<b>968</b>	<b>43%</b>	<b>2 260</b>	<b>1 263</b>	<b>57%</b>	<b>957</b>	<b>43%</b>	<b>2 220</b>	<b>-40</b>	<b>-2%</b>

**III- PERSONNELS ENSEIGNANTS**

<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>207</b>	<b>22%</b>	<b>719</b>	<b>78%</b>	<b>926</b>	<b>208</b>	<b>23%</b>	<b>694</b>	<b>77%</b>	<b>901</b>	<b>-25</b>	<b>-3%</b>
Professeurs des écoles nationales supérieures d'art	40	28%	101	72%	141	39	28%	97	72%	136	-5	-4%
Enseignants du conservatoire nal sup. de musique et de danse de Paris	3	43%	4	57%	7	2	40%	3	60%	5	-2	-29%
Mâitres assistants des écoles d'architecture	147	22%	534	78%	681	146	22%	514	78%	660	-21	-3%
Professeurs des écoles d'architecture	18	18%	80	82%	98	21	21%	80	79%	101	3	3%
<b>TOTAL PERSONNELS ENSEIGNANTS TITULAIRES</b>	<b>207</b>	<b>22%</b>	<b>719</b>	<b>78%</b>	<b>926</b>	<b>208</b>	<b>23%</b>	<b>694</b>	<b>77%</b>	<b>901</b>	<b>-25</b>	<b>-3%</b>

EFFECTIFS REELS DE TITULAIRES PAR FILIERE, CATEGORIE ET CORPS DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**IV- FILIERE TECHNIQUE ET  
D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)**

	Au 31 décembre 2008 (ETP)					Au 31 décembre 2009 (ETP)					2009 / 2008	
	Femmes		Hommes		TOTAL	Femmes		Hommes		TOTAL	Evolution	%
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%			
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE A</b>	<b>65</b>	<b>30%</b>	<b>152</b>	<b>70%</b>	<b>217</b>	<b>76</b>	<b>34%</b>	<b>146</b>	<b>66%</b>	<b>222</b>	<b>6</b>	<b>3%</b>
<i>PATRIMOINE</i>	<i>38</i>	<i>29%</i>	<i>92</i>	<i>71%</i>	<i>130</i>	<i>50</i>	<i>36%</i>	<i>89</i>	<i>64%</i>	<i>139</i>	<i>10</i>	<i>7%</i>
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine (toutes spécialités)	38	29%	92	71%	130	50	36%	89	64%	139	10	7%
<i>METIERS D'ART</i>	<i>25</i>	<i>34%</i>	<i>49</i>	<i>66%</i>	<i>75</i>	<i>26</i>	<i>34%</i>	<i>49</i>	<i>66%</i>	<i>75</i>	<i>1</i>	<i>1%</i>
Chefs de travaux d'art	25	34%	49	66%	75	26	34%	49	66%	75	1	1%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DES TPE</i>	<i>2</i>	<i>12%</i>	<i>11</i>	<i>88%</i>	<i>13</i>	<i>0%</i>	<i>8</i>	<i>100%</i>	<i>8</i>	<i>8</i>	<i>-5</i>	<i>-36%</i>
Ingénieurs généraux des ponts et chaussées		0%	1	100%	1						-1	-100%
Ingénieurs des TPE	2	13%	10	87%	12	2	16%	8	84%	10	-2	-17%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE B</b>	<b>385</b>	<b>41%</b>	<b>555</b>	<b>59%</b>	<b>941</b>	<b>403</b>	<b>42%</b>	<b>565</b>	<b>58%</b>	<b>968</b>	<b>27</b>	<b>3%</b>
<i>PATRIMOINE</i>	<i>171</i>	<i>37%</i>	<i>293</i>	<i>63%</i>	<i>464</i>	<i>174</i>	<i>36%</i>	<i>312</i>	<i>64%</i>	<i>486</i>	<i>22</i>	<i>5%</i>
Techniciens des services culturels et des bâtiments de France (toutes spécialités)	171	37%	293	63%	464	174	36%	312	64%	486	22	5%
<i>METIERS D'ART</i>	<i>213</i>	<i>48%</i>	<i>229</i>	<i>52%</i>	<i>442</i>	<i>229</i>	<i>50%</i>	<i>232</i>	<i>50%</i>	<i>461</i>	<i>19</i>	<i>4%</i>
Techniciens d'art	213	48%	229	52%	442	229	50%	232	50%	461		0%
<i>PERSONNELS TECHNIQUES DES TPE</i>	<i>2</i>	<i>5%</i>	<i>33</i>	<i>95%</i>	<i>35</i>	<i>1</i>	<i>4%</i>	<i>20</i>	<i>96%</i>	<i>21</i>	<i>-14</i>	<i>-40%</i>
Techniciens supérieurs de l'Equipement	2	5%	33	95%	35	1	4%	20	96%	21	-14	-40%
<b>PERSONNELS DE CATEGORIE C</b>	<b>86</b>	<b>17%</b>	<b>413</b>	<b>83%</b>	<b>500</b>	<b>74</b>	<b>15%</b>	<b>405</b>	<b>85%</b>	<b>479</b>	<b>978</b>	<b>196%</b>
<i>PERSONNELS OUVRIERS</i>	<i>86</i>	<i>17%</i>	<i>413</i>	<i>83%</i>	<i>500</i>	<i>74</i>	<i>15%</i>	<i>405</i>	<i>85%</i>	<i>479</i>	<i>-21</i>	<i>-4%</i>
Adjointes techniques	85	17%	404	83%	490	74	16%	398	84%	472	-18	-4%
Maîtres ouvriers	1	33%	2	67%	3		0%	1	100%	1	-2	-67%
Ouvriers professionnels			5	100%	5			4	100%	4	-1	-20%
Ouvriers des parcs et ateliers			2	100%	2			2	100%	2	0	0%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT (hors enseignement)</b>	<b>536</b>	<b>32%</b>	<b>1 121</b>	<b>68%</b>	<b>1 657</b>	<b>553</b>	<b>33%</b>	<b>1 116</b>	<b>67%</b>	<b>1 669</b>	<b>12</b>	<b>1%</b>

EFFECTIFS REELS DE TITULAIRES PAR FILIERE, CATEGORIE ET CORPS DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**V- FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE**

	<b>Au 31 décembre 2008 (ETP)</b>					<b>Au 31 décembre 2009 (ETP)</b>					<b>2009 / 2008</b>	
	Femmes		Hommes		TOTAL	Femmes		Hommes		TOTAL	Evolution	%
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%			
<i>ACCUEIL ET SURVEILLANCE</i>	<i>809</i>	<i>40%</i>	<i>1 201</i>	<i>60%</i>	<i>2 010</i>	<i>798</i>	<i>40%</i>	<i>1 204</i>	<i>60%</i>	<i>2 002</i>	<i>-8</i>	<i>0%</i>
Adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage	809	40%	1 201	60%	2 010	798	40%	1 204	60%	2 002	-8	0%
<i>MAGASINAGE</i>	<i>14</i>	<i>44%</i>	<i>18</i>	<i>56%</i>	<i>33</i>	<i>15</i>	<i>48%</i>	<i>16</i>	<i>52%</i>	<i>32</i>	<i>65</i>	<i>197%</i>
Magasiniers des bibliothèques	14	44%	18	56%	33	15	48%	16	52%	32	-1	-3%
<b>TOTAL PERSONNELS TITULAIRES FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>824</b>	<b>40%</b>	<b>1 219</b>	<b>60%</b>	<b>2 043</b>	<b>814</b>	<b>40%</b>	<b>1 220</b>	<b>60%</b>	<b>2 034</b>	<b>-9</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL GENERAL PERSONNELS TITULAIRES</b>	<b>5 183</b>	<b>52%</b>	<b>4 839</b>	<b>48%</b>	<b>10 021</b>	<b>5 049</b>	<b>52%</b>	<b>4 748</b>	<b>48%</b>	<b>9 798</b>	<b>-224</b>	<b>-2%</b>

PERSONNELS CONTRACTUELS PAR FONCTIONNALITE DANS LE PLAFOND D'EMPLOIS DU MINISTERE  
(en équivalents temps plein)

**VI- CONTRACTUELS**

	<b>Au 31 décembre 2008 (ETP)</b>					<b>Au 31 décembre 2009 (ETP)</b>					<b>2009 / 2008</b>	
	Femmes		Hommes		TOTAL	Femmes		Hommes		TOTAL	Evolution	%
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%			
<b>PERSONNEL ADMINISTRATIF</b>	<b>577</b>	<b>56%</b>	<b>448</b>	<b>44%</b>	<b>1 025</b>	<b>568</b>	<b>57%</b>	<b>428</b>	<b>43%</b>	<b>996</b>	<b>-30</b>	<b>-3%</b>
Contrats administratifs	577	56%	448	44%	1 025	568	57%	428	43%	996	-30	-3%
<b>PERSONNEL SCIENTIFIQUE</b>	<b>8</b>	<b>41%</b>	<b>12</b>	<b>59%</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>33%</b>	<b>2</b>	<b>67%</b>	<b>3</b>	<b>-17</b>	<b>-85%</b>
Architectes et urbanistes de l'Etat	7	70%	3	30%	10	1	50%	1	50%	2	-8	-80%
Architectes des bâtiments de France	1	11%	9	89%	10		0%	1	100%	1	-9	-89%
<b>PERSONNEL ENSEIGNANT</b>	<b>59</b>	<b>25%</b>	<b>175</b>	<b>75%</b>	<b>234</b>	<b>63</b>	<b>26%</b>	<b>176</b>	<b>74%</b>	<b>239</b>	<b>5</b>	<b>2%</b>
Directeurs contractuels			2	100%	2					0	-2	-100%
Enseignants CNSAD	1	100%			1					0	-1	-100%
Enseignants des écoles nationales d'art	1	17%	5	83%	6		0%	2	100%	2	-4	-67%
Maîtres assistants des écoles d'architecture sur poste de titulaire	47	27%	124	73%	171	56	28%	145	72%	201	30	18%
Enseignants avec carrière	5	45%	6	55%	11	5	56%	4	44%	9	-2	
Enseignants sans carrière	5	12%	38	88%	43	2	7%	25	93%	27	-16	
<b>TOTAL GENERAL PERSONNELS CONTRACTUELS</b>	<b>644</b>	<b>56%</b>	<b>635</b>	<b>50%</b>	<b>1 279</b>	<b>632</b>	<b>51%</b>	<b>606</b>	<b>49%</b>	<b>1 238</b>	<b>-41</b>	<b>-3%</b>
<b>TOTAL GENERAL PERSONNELS TITULAIRES ET CONTRACTUELS</b>	<b>5 827</b>	<b>52%</b>	<b>5 473</b>	<b>48%</b>	<b>11 300</b>	<b>5 681</b>	<b>51%</b>	<b>5 354</b>	<b>49%</b>	<b>11 035</b>	<b>-265</b>	<b>-2%</b>

**L'emploi des non titulaires  
(hors enseignants) : évolution  
sur l'article 6 de la loi du  
11/01/1984**

**Nombre d'agents inscrits sur l'article 6 (loi du 11 janvier 1984), par type de structure et nature de contrat (personnes physiques)**

Type de structure	article 6.2 - occasionnels	article 6.2 - saisonniers	article 6.1 - permanents à temps incomplet	articles 6.2 et 6.1 (*)	<b>Totaux</b>
Administration centrale	161	0	8	22	<b>191</b>
Directions régionales des affaires culturelles	189	50	21	3	<b>263</b>
Services territoriaux de l'architecture et du patrimoine	69	5	4	0	<b>78</b>
Services à compétence nationale	116	221	113	0	<b>450</b>
Etablissements publics administratifs	2 271	1 159	1 253	169	<b>4 852</b>
<b>Totaux</b>	<b>2 806</b>	<b>1 435</b>	<b>1 399</b>	<b>194</b>	<b>5 834</b>

\* occasionnels, saisonniers ou permanents à temps incomplet recrutés sur des durées de contrats ou sur des amplitudes horaires mensuelles supérieures aux conditions prévues dans l'article 6.

**Répartition des agents inscrits sur l'article 6 (loi du 11 janvier 1984) par établissement public administratif (personnes physiques)**

Etablissements	article 6.2 - occasionnels	article 6.2 - saisonniers	article 6.1 - permanents à temps incomplet	articles 6.2 et 6.1 (*)	<b>Totaux</b>
Bibliothèque nationale de France	214	66	213		<b>493</b>
Bibliothèque publique d'information			270		<b>270</b>
Centre des monuments nationaux	709	48	53	306	<b>1116</b>
Centre national d'art et de culture Georges Pompidou	469		34		<b>503</b>
Centre national des arts plastiques	18		3	48	<b>69</b>
Centre national du cinéma	30	6			<b>36</b>
Centre national du livre	20	4		7	<b>31</b>
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	1		3		<b>4</b>
Centre national supérieur de musique et de danse de Paris	18		2	14	<b>34</b>
Centre national supérieur de musique et de danse de Lyon	24	2			<b>26</b>
Ecole du Louvre	29		2	18	<b>49</b>
Ecoles d'architecture	54	11	48	39	<b>152</b>
Ecoles nationales supérieures d'art	35	2	29	2	<b>68</b>
E.P. de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels	8				<b>8</b>
Musée du quai Branly	34	14	33	6	<b>87</b>
Musée Guimet	31		35	64	<b>130</b>
Institut national d'histoire de l'art	12				<b>12</b>
Institut national du patrimoine	3		3		<b>6</b>
Musée du Louvre	65	11	284	452	<b>812</b>
Musée d'Orsay	147	2	46	84	<b>279</b>
Musée Rodin	73	2	4	8	<b>87</b>
Musée et domaine national de Versailles	277	1	97	205	<b>580</b>

## **Les flux**

LES FLUX

**1- LES ENTREES NETTES**

	RECRUTEMENTS												Total des entrées nettes		
	Par voie de concours			Par voie de détachement			Sur contrat			Sur emploi réservé					
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	(ETP)			(ETP)			(ETP)			(ETP)			(ETP)		
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>46</b> 35%	<b>2</b> 3%	<b>11</b> 12%	<b>115</b> 78%	<b>64</b> 80%	<b>76</b> 62%	<b>98</b> 84%	<b>65</b> 81%	<b>67</b> 85%	<b>8</b> 100%	<b>8</b> 100%	<b>2</b> 12%	<b>267</b> 66%	<b>139</b> 60%	<b>156</b> 50%
<i>Personnels de catégorie A</i>	16	1	11	47	18	33	98	65	67			-	161	84	111
<i>Personnels de catégorie B</i>			-	25	17	19				2	1		27	18	19
<i>Personnels de catégorie C</i>	30	1	-	43	29	24				6	7	2	79	37	26
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>72</b> 54%	<b>41</b> 64%	<b>42</b> 47%	<b>17</b> 11%	<b>10</b> 13%	<b>8</b> 7%	<b>8</b> 7%	<b>2</b> 3%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>1</b> 6%	<b>97</b> 24%	<b>53</b> 23%	<b>51</b> 17%
<i>Personnels de catégorie A</i>	72	41	36	16	7	5	8	2	-			1	96	50	42
<i>Personnels de catégorie B</i>			6	1	3	3			-			-	1	3	9
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>15</b> 11%	<b>21</b> 33%	<b>16</b> 18%	<b>16</b> 11%	<b>6</b> 8%	<b>15</b> 12%	<b>11</b> 9%	<b>13</b> 16%	<b>12</b> 15%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>4</b> 24%	<b>42</b> 10%	<b>40</b> 17%	<b>47</b> 15%
<i>Personnels de catégorie A</i>		9	8	3		2			-			-	3	9	10
<i>Personnels de catégorie B</i>			8	8	2	8	1	1	12			1	9	3	29
<i>Personnels de catégorie C</i>	15	12	-	5	4	5	10	12	-			3	30	28	8
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>			<b>21</b> 23%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>24</b> 20%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>-</b> 0%	<b>10</b> 59%		<b>-</b> 0%	<b>55</b> 18%
<i>Personnels de catégorie A</i>	-			-			-			-			-		
<i>Personnels de catégorie B</i>	-			-			-			-			-		
<i>Personnels de catégorie C</i>			21			24			-			10	0	-	55
<b>TOTAL</b>	<b>133</b> 100%	<b>64</b> 100%	<b>90</b> 100%	<b>148</b> 100%	<b>80</b> 100%	<b>123</b> 100%	<b>117</b> 100%	<b>80</b> 100%	<b>79</b> 100%	<b>8</b> 100%	<b>8</b> 100%	<b>17</b> 100%	<b>406</b> 100%	<b>232</b> 100%	<b>309</b> 100%

## LES FLUX

### 2- LES REINTEGRATIONS

	REINTEGRATIONS APRES												Total des réintégrations		
	Congé de longue durée ou grave maladie			Disponibilité, détachement ou service national			Congé formation			Congé parental					
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	(ETP)			(ETP)			(ETP)			(ETP)			(ETP)		
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>21</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>65</b>	<b>70</b>	<b>46</b>
	82%	83%	62%	60%	59%	38%	63%	50%	27%	72%	70%	43%	66%	65%	41%
<i>Personnels de catégorie A</i>	1	-	-	8	14	9	2	1	-	2	2	0	13	15	9
<i>Personnels de catégorie B</i>	2	3	3	7	5	5		3	2	2	3	1	11	14	11
<i>Personnels de catégorie C</i>	11	16	7	18	13	7	3	1	2	9	11	10	41	41	26
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>27</b>	<b>30</b>	<b>31</b>
	12%	9%	6%	33%	35%	34%	38%	40%	41%	22%	25%	22%	28%	28%	28%
<i>Personnels de catégorie A</i>	2	1	-	18	17	17	2	2	3	2	4	4	24	24	24
<i>Personnels de catégorie B</i>		1	1		2	2	1	2	3	2	1	2	3	6	8
<i>Personnels de catégorie C</i>													-	-	-
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
	6%	9%	0%	7%	6%	7%	0%	10%	0%	6%	5%	13%	6%	7%	7%
<i>Personnels de catégorie A</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-
<i>Personnels de catégorie B</i>			-	4	3	2		1	-		1	3	4	5	5
<i>Personnels de catégorie C</i>	1	2	-			2			-	1		0	2	2	2
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>
	0%	0%	32%	0%	0%	21%	0%	0%	32%	0%	0%	21%	0%	0%	25%
<i>Personnels de catégorie A</i>													-	-	-
<i>Personnels de catégorie B</i>													-	-	-
<i>Personnels de catégorie C</i>			5			12			5			6	-	-	28
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>16,2</b>	<b>55</b>	<b>54</b>	<b>55,1</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>14,6</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>98</b>	<b>107</b>	<b>113</b>
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

LES FLUX

**3- LES SORTIES DEFINITIVES DES EFFECTIFS**

	Retraite ou congé de fin d'activité			Décès			Licenciement			Démission			Radiation des cadres ou fin de contrat			Total des sorties définitives		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>81</b>	<b>91</b>	<b>73</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>31</b>	<b>89</b>	<b>97</b>	<b>109</b>
	39%	37%	37%	22%	29%	26%	0%	0%	0%	40%	67%	0%	40%	0%	57%	37%	36%	41%
Personnels de catégorie A	10	18	18		1	-				1					13	11	19	31
Personnels de catégorie B	29	27	20		1	2					1				9	29	29	31
Personnels de catégorie C	42	46	35	4	2	3				1	1		2		9	49	49	47
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>50</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>58</b>	<b>69</b>	<b>78</b>
	24%	26%	30%	28%	14%	21%	0%	0%	0%	20%	0%	0%	40%	57%	28%	24%	25%	29%
Personnels de catégorie A	43	55	53	4	2	4							2	4	12	49	61	69
Personnels de catégorie B	7	8	6	1		-				1					3	9	8	9
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>43</b>
	16%	16%	16%	22%	0%	32%	20%	0%	0%	0%	0%	0%	20%	14%	11%	16%	14%	16%
Personnels de catégorie A		4	7			-									-	0	4	7
Personnels de catégorie B	15	12	15	1		3									4	16	12	22
Personnels de catégorie C	18	22	9	3		3	1						1	1	2	23	23	14
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>43</b>	<b>51</b>	<b>33</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>54</b>	<b>68</b>	<b>39</b>
	21%	21%	17%	28%	57%	21%	80%	100%	0%	40%	33%	0%	0%	29%	4%	23%	25%	14%
Personnels de catégorie C	43	51	33	5	8	4	4	6		2	1			2	2	54	68	39
<b>TOTAL</b>	<b>207</b>	<b>243</b>	<b>196</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>54</b>	<b>240</b>	<b>273</b>	<b>269</b>
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	0%	100%	100%	0%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

**4- LES CONGES OU SORTIES PROVISOIRES DES EFFECTIFS**

	Congé de longue durée ou grave maladie			Disponibilité ou congé sans traitement			Détachement hors du ministère			Congé formation			Congé parental			Total des sorties provisoires		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)	(ETP)
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>65</b>	<b>60</b>	<b>38</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	<b>128</b>	<b>127</b>	<b>87</b>
	44%	38%	77%	26%	41%	72%	52%	55%	84%	22%	27%	67%	41%	46%	83%	41%	46%	100%
Personnels de catégorie A		1	1	8	4	2	23	22	12	1		1	2			34	27	16
Personnels de catégorie B	3	6	3	3	5	4	9	12	6	1		2	1	4	2	17	27	17
Personnels de catégorie C	21	9	13	10	20	12	33	26	20	2	4	1	11	14	8	77	73	54
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>51</b>	<b>47</b>	<b>0%</b>
	5%	10%	23%	16%	10%	28%	23%	21%	16%	22%	33%	33%	6%	21%	17%	16%	17%	0%
Personnels de catégorie A	3	3	2	11	5	2	25	18	4	3	3		2	5	1	44	34	
Personnels de catégorie B		1	3	2	2	5	4	5	3	1	2	2		3	1	7	13	
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>19</b>	<b>0%</b>
	5%	5%	0%	18%	10%	0%	10%	6%	0%	11%	7%	0%	3%	5%	0%	11%	7%	0%
Personnels de catégorie A	1			1	1		2									4	1	
Personnels de catégorie B	1	1		6	4		7	3		1			1	2		16	10	
Personnels de catégorie C	1	1		7	2		4	4		1	1					13	8	
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>99</b>	<b>82</b>	<b>0%</b>
	45%	48%	0%	40%	39%	0%	14%	17%	0%	44%	33%	0%	50%	28%	0%	32%	30%	0%
Personnels de catégorie C	25	20		32	27		17	19		8	5		17	11		99	82	
<b>TOTAL</b>	<b>55</b>	<b>42</b>	<b>22</b>	<b>80</b>	<b>70</b>	<b>25</b>	<b>124</b>	<b>109</b>	<b>45</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>34</b>	<b>39</b>	<b>12</b>	<b>311</b>	<b>275</b>	<b>87</b>
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

LES FLUX

**5- TABLEAU RECAPITULATIF DES FLUX PAR FILIERE**

	ENTREES / SORTIES NETTES						ENTREES / SORTIES PROVISOIRES											
	Recrutements			Sorties définitives			Solde			Réintégrations			Sorties provisoires			Solde		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	ETP			ETP			ETP			ETP			ETP			ETP		
Filière administrative	267	139	156	89	97	109	178	42	47	65	70	46	128	127	87	-63	-57	-41
Filière scientifique	97	53	51	58	69	78	39	-16	-27	27	30	31,3	51	47		-24	-17	31
Filière technique et d'enseignement	42	40	47	39	39	43	3	1	4	6	7	7,4	33	19		-27	-12	7
Filière accueil, surveillance et magasinage			55	54	68	39	-54	-68	16			28	99	82		-99	-82	28
<b>TOTAL</b>	<b>406</b>	<b>232</b>	<b>309</b>	<b>240</b>	<b>273</b>	<b>269</b>	<b>166</b>	<b>-41</b>	<b>40</b>	<b>98</b>	<b>107</b>	<b>112,7</b>	<b>311</b>	<b>275</b>	<b>87</b>	<b>-213</b>	<b>-168</b>	<b>26</b>

**6- TABLEAU RECAPITULATIF DES FLUX PAR CATEGORIE**

	ENTREES / SORTIES NETTES						ENTREES / SORTIES PROVISOIRES											
	Recrutements			Sorties définitives			Solde			Réintégrations			Sorties provisoires			Solde		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	ETP			ETP			ETP			ETP			ETP			ETP		
Personnels de catégorie A	260	143	163	60	84	107	200	59	56	37	39	32,5	82	62	16	-45	-23	16,5
	64%	62%	53%	25%	31%	40%	120%	-144%	140%	38%	36%	29%	26%	23%	18%	21%	14%	64%
Personnels de catégorie B	37	24	57	54	49	62	-17	-25	-5	18	25	24,2	40	50	17	-22	-25	7,2
	9%	10%	18%	23%	18%	23%	-10%	61%	-12%	18%	23%	21%	13%	18%	20%	10%	15%	28%
Personnels de catégorie C	109	65	89	126	140	100	-17	-75	-11	43	43	56	189	163	54	-146	-120	2
	27%	28%	29%	53%	51%	37%	-10%	183%	-28%	44%	40%	50%	61%	59%	62%	69%	71%	8%
<b>TOTAL</b>	<b>406</b>	<b>232</b>	<b>309</b>	<b>240</b>	<b>273</b>	<b>269</b>	<b>166</b>	<b>-41</b>	<b>40</b>	<b>98</b>	<b>107</b>	<b>112,7</b>	<b>311</b>	<b>275</b>	<b>87</b>	<b>-213</b>	<b>-168</b>	<b>25,7</b>
	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**7- TOTAL DES MOUVEMENTS ENREGISTRES EN 2009 PAR FILIERE ET CATEGORIE**

	Total des flux		
	entrées	sorties	Total
Filière administrative	202	196	398
	48%	55%	51%
Filière scientifique	82	78	160
	20%	22%	21%
Filière technique et d'enseignement	54	43	98
	13%	12%	13%
Filière accueil, surveillance et magasinage	83	39	122
	20%	11%	16%
<b>TOTAL</b>	<b>422</b>	<b>356</b>	<b>778</b>

	Total des flux		
	entrées	sorties	Total
Personnels de catégorie A	196	123	319
	46%	35%	41%
Personnels de catégorie B	81	79	160
	19%	22%	21%
Personnels de catégorie C	145	154	299
	34%	43%	38%
<b>TOTAL</b>	<b>422</b>	<b>356</b>	<b>778</b>

## LES FLUX FONCTIONNELS ET GEOGRAPHIQUES

### NOMBRE TOTAL DE FLUX FONCTIONNELS

	2005	2006	2007	2008	2009
personnels de catégorie A	100 39%	105 30%	86 23%	82 31%	123 55%
personnels de catégorie B	51 20%	79 23%	78 21%	51 19%	51 23%
personnels de catégorie C	105 41%	163 47%	204 55%	132 50%	51 23%
<b>TOTAL</b>	<b>256</b> <b>100%</b>	<b>347</b> <b>100%</b>	<b>368</b> <b>100%</b>	<b>265</b> <b>100%</b>	<b>225</b> <b>100%</b>

### SOLDE NET DES MUTATIONS PAR STRUCTURE

	2005	2006	2007	2008	2009	Total sur la période 2005-2009
Administration centrale	-18	-2	-9	-11	-4	-77
Directions régionales des affaires culturelles et bibliothèques municipales classées	-5	-7	-6	-8	0	-46
Services territoriaux de l'architecture et du patrimoine	4	2	1		-15	-8
Services à compétence nationale et assimilés	22	29	25		19	95
Etablissements publics	-7	-26	-18	16	5	-30
	-4	-4	-7	-3	5	

### SOLDE NET DES MUTATIONS PAR SITUATION GEOGRAPHIQUE

	2005	2006	2007	2008	2009	Total sur la période 2005-2009
Paris	-44	-24	-27	-23	-11	-129
Ile de France	31	25	5	2	14	77
Hors Ile de France	13	-1	22	21	-3	52

## **Les concours et examens professionnels**

LES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS -  
RECAPITULATIF

**Concours 2009**

	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admissibles			Candidats admis			dont concours interne		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Catégorie A	81	761	1 436	2 197	556	958	1 514	162	155	317	35	38	73	13	16	29
Catégorie B	18	47	73	120	36	50	86	15	23	38	10	6	16	5	2	7
Catégorie C	36	108	68	176	86	46	132	52	31	83	23	10	33	6	2	8
<b>Totaux</b>	<b>135</b>	<b>916</b>	<b>1 577</b>	<b>2 493</b>	<b>678</b>	<b>1 054</b>	<b>1 732</b>	<b>229</b>	<b>209</b>	<b>438</b>	<b>68</b>	<b>54</b>	<b>122</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>44</b>

**Examens professionnels 2009**

	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admis		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Catégorie A	36	95	274	369	89	244	333	10	25	35
Catégorie B	87	500	829	1 329	417	517	934	38	49	87
Catégorie C	136	79	105	184	71	78	149	47	42	89
<b>Totaux</b>	<b>259</b>	<b>674</b>	<b>1 208</b>	<b>1 882</b>	<b>577</b>	<b>839</b>	<b>1 416</b>	<b>95</b>	<b>116</b>	<b>211</b>

## LES CONCOURS

### Catégorie A

Concours	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admissibles			Candidats admis			dont concours interne		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Chargé d'études documentaires	9	150	616	766	99	446	545	9	38	47	4	5	9	2	2	4
Chef de travaux d'art	8	30	16	46	29	14	43	6	6	12	1	4	5	0	4	4
Ingénieur des services culturels et du patrimoine	14	247	513	760	120	252	372	24	40	64	4	10	14	4	4	8
Inspecteur et conseiller de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	6	57	109	166	31	64	95	13	27	40	1	5	6	0	3	3
Maître-assistant des écoles d'architecture	25	236	170	406	236	170	406	96	40	136	15	10	25	3	2	5
Professeur des écoles d'architecture	19	41	12	53	41	12	53	14	4	18	10	4	14	4	1	5
<b>Totaux catégorie A</b>	<b>81</b>	<b>761</b>	<b>1 436</b>	<b>2 197</b>	<b>556</b>	<b>958</b>	<b>1 514</b>	<b>162</b>	<b>155</b>	<b>317</b>	<b>35</b>	<b>38</b>	<b>73</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>29</b>

### Catégorie B

Concours	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admissibles			Candidats admis			dont concours interne		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Technicien d'art	18	47	73	120	36	50	86	15	23	38	10	6	16	5	2	7
<b>Totaux catégorie B</b>	<b>18</b>	<b>47</b>	<b>73</b>	<b>120</b>	<b>36</b>	<b>50</b>	<b>86</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>38</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>7</b>

### Catégorie C

Concours	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admissibles			Candidats admis			dont concours interne		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe	36	108	68	176	86	46	132	52	31	83	23	10	33	6	2	8
<b>Totaux catégorie C</b>	<b>36</b>	<b>108</b>	<b>68</b>	<b>176</b>	<b>86</b>	<b>46</b>	<b>132</b>	<b>52</b>	<b>31</b>	<b>83</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>33</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>8</b>

<b>Totaux concours 2009</b>	<b>135</b>	<b>916</b>	<b>1 577</b>	<b>2 493</b>	<b>678</b>	<b>1 054</b>	<b>1 732</b>	<b>229</b>	<b>209</b>	<b>438</b>	<b>68</b>	<b>54</b>	<b>122</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>44</b>
-----------------------------	------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	------------	-----------	-----------	-----------

## LES EXAMENS PROFESSIONNELS

### Catégorie A

Examens	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admis		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Attaché principal	11	37	47	84	33	38	71	4	7	11
Attaché d'administration (repyramidage)	6	27	121	148	25	107	132	2	4	6
Chargé d'études documentaires principal	15	22	98	120	22	91	113	3	12	15
Ingénieur de recherche hors classe	3	9	8	17	9	8	17	1	2	3
<b>Totaux catégorie A</b>	<b>35</b>	<b>95</b>	<b>274</b>	<b>369</b>	<b>89</b>	<b>244</b>	<b>333</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>35</b>

### Catégorie B

	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admis		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Secrétaire administratif de classe exceptionnelle	20	30	107	137	27	99	126	4	16	20
Secrétaire administratif (repyramidage)	9	85	449	534	73	397	470	0	9	9
Technicien d'art de classe exceptionnelle	17	74	28	102	55	24	79	13	4	17
Technicien de recherche de classe exceptionnelle	4	19	12	31	18	12	30	2	2	4
Technicien des services culturels de classe exceptionnelle	15	78	43	121	74	37	111	10	5	15
Technicien des services culturels - spécialité "accueil et surveillance" (repyramidage)	22	214	190	404	170	148	318	9	13	22
<b>Totaux catégorie B</b>	<b>87</b>	<b>500</b>	<b>829</b>	<b>1329</b>	<b>417</b>	<b>717</b>	<b>1 134</b>	<b>38</b>	<b>49</b>	<b>87</b>

### Catégorie C

	Nombre de postes offerts	Nombre de candidats inscrits			Nombre de candidats présents			Candidats admis		
		H	F	Totaux	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Adjoint d'accueil, de surveillance et de magasinage de 1ère classe (repyramidage)	126	71	76	147	68	57	125	47	32	79
Adjoint administratif de 1ère classe (repyramidage)	10	8	29	37	3	21	24	0	10	10
<b>Totaux catégorie C</b>	<b>136</b>	<b>79</b>	<b>105</b>	<b>184</b>	<b>71</b>	<b>78</b>	<b>149</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	<b>89</b>

<b>Totaux examens professionnels 2009</b>	<b>258</b>	<b>674</b>	<b>1208</b>	<b>1882</b>	<b>577</b>	<b>1039</b>	<b>1616</b>	<b>95</b>	<b>116</b>	<b>211</b>
---	------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------	-----------	------------	------------

## **Les promotions**

**LES PROMOTIONS DE GRADES 2009**  
(corps gérés par le MCC)

CORPS	Taux promus/pro mouvables	Nombre d'agents promouvables			Nombre d'agents promus au grade supérieur									Délai moyen d'attente pour une promotion	
					Par examen professionnel			Après avis de la CAP			TOTAL				
					H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total		
<b>Catégorie A</b>		<b>386</b>	<b>539</b>	<b>975</b>	<b>7</b>	<b>21</b>	<b>28</b>	<b>93</b>	<b>55</b>	<b>148</b>	<b>100</b>	<b>76</b>	<b>176</b>		
<b>Administrateur civil</b>		5	2	7	0	1	1	0	0	0	0	1	1		
Promotions en hors classe		5	2	7						0	0	1	1		
<b>Inspecteur de la création et des enseignements artistiques</b>	<b>24,6%</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>61</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>15</b>		
Promotion au grade de principal	33,3%	2	1	3			0	1		1	1	0	1		
Promotion en 1ère classe	24,1%	28	30	58			0	9	5	14	9	5	14		
<b>Attaché d'administration</b>	<b>9,9%</b>	<b>45</b>	<b>127</b>	<b>172</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>17</b>		
Promotion au grade de principal	9,9%	45	127	172	5	7	12	1	4	5	6	11	17		
<b>Conservateur du patrimoine</b>	<b>18,1%</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>188</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>34</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>34</b>		
Promotions au grade de "en chef"	18,1%	94	94	188			0	15	19	34	15	19	34	9,0	7,0
Promotions en 1ère classe				0			0			0	0	0	0	3,6	14,0
<b>Architecte urbaniste de l'Etat</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>10</b>		
Promotions au grade de "en chef"				50			0	9	1	10	9	1	10		
Promotions en 1ère classe				0			0			0	0	0	0		
<b>Chargé d'études documentaires</b>	<b>11,6%</b>	<b>88</b>	<b>180</b>	<b>268</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>15</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>31</b>		
Promo. au grade de principal de 1ère cl.	32,4%	11	23	34			0	4	7	11	4	7	11	5,2	3,7
Promo. au grade de principal de 2è cl.	8,5%	77	157	234	2	13	15	1	4	5	3	17	20	7,0	6,0
<b>Ingénieur de recherche</b>	<b>4,0%</b>	<b>44</b>	<b>31</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>		
Promotion en hors classe	0,0%	26	19	45			0			0	0	0	0	15,0	10,0
Promotion en 1ère classe	10,0%	18	12	30			0	3		3	3	0	3	9,0	10,0
<b>Ingénieurs d'études</b>	<b>10,7%</b>	<b>50</b>	<b>62</b>	<b>112</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>12</b>		
Promotion en hors classe	13,8%	13	16	29			0		4	4	0	4	4	3,0	3,0
Promotion en 1ère classe	9,6%	37	46	83			0	2	6	8	2	6	8	7,0	13,0
<b>Ingénieur des services culturels et du patrimoine</b>	<b>9,5%</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>42</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>4</b>		
Promotion en classe supérieure	9,5%	30	12	42			0	3	1	4	3	1	4		
<b>Professeur des écoles d'architecture</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>		
Promotion en classe exceptionnelle				0			0			0	0	0	0	4,0	3,0
Promotion en 1ère classe				0			0	5		5	5	0	5	8,2	5,0
<b>Maîtres assistants des écoles d'architecture</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>35</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>35</b>		
Promotion en classe exceptionnelle				0			0	22	2	24	22	2	24	6,0	7,0
Promotion en 1ère classe				0			0	9	2	11	9	2	11	1,5	2,0
<b>Professeur des écoles nationales d'art</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>9</b>		
Promotion en classe supérieure				0			0	3		3	3	0	3	10,8	14,0
Promotion en 1ère classe				0			0	6		6	6	0	6		
<b>Catégorie B</b>		<b>473</b>	<b>816</b>	<b>1289</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>58</b>	<b>46</b>	<b>63</b>	<b>109</b>	<b>75</b>	<b>92</b>	<b>167</b>		
<b>Secrétaire administratif</b>	<b>15,1%</b>	<b>44</b>	<b>327</b>	<b>371</b>	<b>5</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>8</b>	<b>26</b>	<b>34</b>	<b>13</b>	<b>43</b>	<b>56</b>		
Promotion en classe exceptionnelle	25,6%	20	109	129	5	17	22	4	7	11	9	24	33		
Promotion en classe supérieure	9,5%	24	218	242			0	4	19	23	4	19	23		
<b>Technicien de recherche</b>	<b>3,3%</b>	<b>70</b>	<b>50</b>	<b>120</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>		
Promotion en classe exceptionnelle	1,3%	46	33	79			0		1	1	0	1	1	9,0	11,0
Promotion en classe supérieure	7,3%	24	17	41			0	2	1	3	2	1	3	11,0	11,0
<b>Secrétaire de documentation</b>	<b>4,6%</b>	<b>68</b>	<b>194</b>	<b>262</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>12</b>		
Promotion en classe exceptionnelle	3,5%	45	128	173	1	3	4		2	2	1	5	6	7,0	8,0
Promotion en classe supérieure	6,7%	23	66	89			0		6	6	0	6	6	12,5	7,0
<b>Technicien des services culturels</b>	<b>15,9%</b>	<b>147</b>	<b>92</b>	<b>239</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>15</b>	<b>38</b>		
Promotion en classe exceptionnelle	21,4%	66	37	103	10	5	15	5	2	7	15	7	22		
Promotion en classe supérieure	11,8%	81	55	136			0	8	8	16	8	8	16		
<b>Technicien d'art</b>	<b>19,2%</b>	<b>144</b>	<b>153</b>	<b>297</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>17</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>21</b>	<b>57</b>		
Promotion en classe exceptionnelle	25,7%	71	65	136	13	4	17	10	8	18	23	12	35		
Promotion en classe supérieure	13,7%	73	88	161			0	13	9	22	13	9	22		
<b>Catégorie C</b>		<b>1136</b>	<b>1465</b>	<b>2702</b>	<b>27</b>	<b>60</b>	<b>87</b>	<b>242</b>	<b>251</b>	<b>493</b>	<b>269</b>	<b>311</b>	<b>580</b>		
<b>Adjoint administratif</b>	<b>13,8%</b>	<b>141</b>	<b>755</b>	<b>896</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>95</b>	<b>113</b>	<b>18</b>	<b>106</b>	<b>124</b>		
Promotion au grade de principal de 1ère classe	10,0%	47	353	400			0	5	35	40	5	35	40		
Promotion au grade de principal de 2è classe	11,7%	94	402	496			0	10	48	58	10	48	58		
Promotion en 1ère classe															
<b>Adj. techn. d'accueil, de surveill. et de magasinage</b>	<b>27,0%</b>	<b>841</b>	<b>676</b>	<b>1517</b>	<b>27</b>	<b>49</b>	<b>76</b>	<b>187</b>	<b>146</b>	<b>333</b>	<b>214</b>	<b>195</b>	<b>409</b>		
Promotion au grade de principal de 1ère classe	15,9%	177	106	283			0	23	22	45	23	22	45		
Promotion au grade de principal de 2è classe	20,4%	262	263	525			0	51	56	107	51	56	107		
Promotion en 1ère classe	36,2%	402	307	709	27	49	76	113	68	181	140	117	257		
<b>Adjoint technique</b>	<b>16,3%</b>	<b>154</b>	<b>34</b>	<b>289</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37</b>	<b>10</b>	<b>47</b>	<b>37</b>	<b>10</b>	<b>47</b>		
Promotion au grade d'adjoint techn. principal 1è cl.	11,2%	154	34	188			0	19	2	21	19	2	21		
Promotion au grade d'adjoint techn. principal 2è cl.	15,3%	54	5	59			0	6	3	9	6	3	9		
Promotion au grade d'adjoint technique de 1ère classe	40,5%	33	9	42			0	12	5	17	12	5	17		
<b>Toutes catégories</b>		<b>1995</b>	<b>2820</b>	<b>4966</b>	<b>63</b>	<b>110</b>	<b>173</b>	<b>381</b>	<b>369</b>	<b>750</b>	<b>444</b>	<b>479</b>	<b>923</b>		

**LES PROMOTIONS DE GRADES 2007 - 2009**  
(corps gérés par le MCC)

	2007			2008			2009		
	Nombre d'agents promouvables	Nombre d'agents promus	Ratio promus/promouvables	Nombre d'agents promouvables	Nombre d'agents promus	Ratio promus/promouvables	Nombre d'agents promouvables	Nombre d'agents promus	Ratio promus/promouvables
<b>Catégorie A</b>	<b>1 750</b>	<b>152</b>	<b>9%</b>	<b>1 788</b>	<b>164</b>	<b>9%</b>	<b>975</b>	<b>176</b>	<b>13%</b>
<b>Inspecteur général de l'ad. des affaires culturelles</b> promotion à l'échelon spécial									
<b>Inspecteur de la création et des ens. artistiques</b> promotion au grade d'inspecteur principal	5	1	20%	4	1	25%	3	1	33%
promotion en 1ère classe	46	12	26%	43	11	26%	58	14	24%
<b>Administrateurs civils</b> promotions en hors classe	6	1	17%			0%	7	1	0%
<b>Attachés d'administration</b> promotions au grade de principal au choix	124	5	4%	133	5	4%	172	5	3%
promotions au grade de principal par EP	207	10	5%	204	11	5%		12	
<b>Conservateurs du patrimoine</b> promotions au grade de en chef	171	24	14%	220	37	17%	188	34	18%
promotions en 1ère classe	55	11	20%						
<b>Architectes urbanistes de l'Etat</b> promotions au grade de en chef	43	9	21%	43	9	21%	50	10	20%
promotions en 1ère classe			0%			0%			0%
<b>Chargé d'études documentaires</b> promotions au grade de ppal de 1ère cl.	24	8	33%	26	9	35%	34	11	32%
promotions au grade de ppal de 2è cl.	256	12	5%	253	13	5%	234	20	9%
<b>Ingénieurs de recherche</b> promotions en hors classe	47	3	6%	42	3	7%	45		0%
promotions en 1ère classe	37	4	11%	33	5	15%	30	3	10%
<b>Ingénieurs d'études</b> promotions en hors classe	24	3	13%	26	3	12%	29	4	14%
promotions en 1ère classe	101	8	8%	91	8	9%	83	8	10%
<b>Professeur des écoles d'architecture</b> Promotion en classe exceptionnelle	27	2	7%	21	2	10%			
Promotion en 1ère classe	50	5	10%	60	6	10%		5	
<b>Maîtres assistants des écoles d'architecture</b> Promotion en classe exceptionnelle	269	6	2%	269	7	3%		11	
Promotion en 1ère classe	198	19	10%	256	26	10%		24	
<b>Professeurs des écoles nationales d'art</b> promotions en hors classe	42	7	17%	38	6	16%		3	
promotions en 1ère classe								6	
<b>Ingénieur des services culturels</b> promotions en classe supérieure	18	2	11%	26	2	8%	42	4	10%
<b>Catégorie B</b>	<b>2 018</b>	<b>100</b>	<b>5%</b>	<b>2 091</b>	<b>112</b>	<b>5%</b>	<b>1 289</b>	<b>167</b>	<b>10%</b>
<b>Secrétaire administratif</b> promotions au choix en classe exc. au choix	135	6	4%	139	6	4%	129	11	9%
promotions au choix en classe exc. par EP	427	11	3%	454	11	2%		22	
promotions en classe supérieure	238	14	6%	209	14	7%	242	23	10%
<b>Secrétaire de documentation</b> promotions au choix en cl. exceptionnelle	180	3	2%	178	4	2%	173	6	3%
promotions au choix en cl. supérieure	98	7	7%	97	6	6%	89	6	7%
<b>Techniciens de recherche</b> promotions en classe exceptionnelle	84	3	4%	79	2	3%	79	1	1%
promotions en classe supérieure	41	2	5%	42	2	5%	41	3	7%
<b>Technicien des services culturels</b> promotions au choix en cl. exc. par EP		6					103	15	15%
promotions au choix en cl. exc. au choix	99	3	3%	99	4	4%		7	7%
promotions au choix en cl. sup.	143	10	7%	222	16	7%	136	16	12%
<b>Technicien d'art</b> promotions au choix en cl. exc. par EP	241	17	7%	239	6	3%	136	17	26%
promotions au choix en cl. exc. au choix	142	5	4%	139	16	12%		18	
promotions en classe supérieure	190	13	7%	194	25	13%	161	22	14%
<b>Catégorie C</b>	<b>2 796</b>	<b>366</b>	<b>13%</b>	<b>2 768</b>	<b>385</b>	<b>14%</b>	<b>2 702</b>	<b>504</b>	<b>18%</b>
<b>Adjoint administratif</b> promotions au grade de ppal de 1ère cl.	392	35	9%	408	34	8%	400	40	10%
promotions au grade de ppal de 2è cl.	403	47	12%	513	46	9%	496	58	12%
promotions au grade de 1ère classe								26	
<b>Adjoint technique d'accueil, de surv. et de magasinage</b> promotions au grade de principal de 1ère cl.	248	31	13%	301	51	17%	283	45	16%
promotions au grade de principal de 2è classe	674	51	8%	503	95	19%	525	107	20%
promotions en 1ère classe	626	160	26%	682	126	18%	709	181	26%
<b>Adjoint technique</b> promotions au grade de principal de 1ère cl.	104	10	10%	78	8	10%	188	21	11%
promotions au grade de principal de 2è classe	112	16	14%	61	9	15%	59	9	15%
promotions en 1ère classe	237	16	7%	222	16	7%	42	17	40%
<b>TOUTES CATEGORIES</b>	<b>6 564</b>	<b>618</b>	<b>9%</b>	<b>6 647</b>	<b>661</b>	<b>10%</b>	<b>4 966</b>	<b>847</b>	

**LES PROMOTIONS DE CORPS 2007 - 2009**  
(corps gérés par le MCC)

	2007					2008					2009				
	Examens professionnels et tour extérieur		Concours		Totaux	Examens professionnels et tour extérieur		Concours		Totaux	Examens professionnels et tour extérieur		Concours		Totaux
	H	F	H	F		H	F	H	F		H	F			
<b>Au sein de la catégorie A</b>					<b>43</b>					<b>37</b>					<b>40</b>
Filière administrative	2				<b>2</b>									1	<b>1</b>
Filière scientifique	13	19	7	2	<b>41</b>	13	14	6	3	<b>36</b>	20	8	2	1	<b>31</b>
Filière ouvrière et technique								1		<b>1</b>					<b>0</b>
Enseignants													6	2	<b>8</b>
<b>Donnant accès à la catégorie A (promotions d'agents de catégorie B)</b>					<b>32</b>					<b>50</b>					<b>43</b>
Filière administrative	3	7			<b>10</b>	5	13			<b>18</b>	2	8			<b>10</b>
Filière scientifique	4	4		2	<b>10</b>		1	1	1	<b>3</b>	2	3	1	1	<b>7</b>
Filière ouvrière et technique	4		5	3	<b>12</b>	15		4	10	<b>29</b>	7	8	4	7	<b>26</b>
					<b>0</b>					<b>0</b>					<b>0</b>
<b>Donnant accès à la catégorie A (promotions d'agents de catégorie C)</b>					<b>0</b>					<b>0</b>					<b>1</b>
Filière administrative															<b>0</b>
Filière scientifique															<b>0</b>
Filière ouvrière et technique															<b>0</b>
Enseignants													1		<b>1</b>
<b>Donnant accès à la catégorie B (promotions d'agents de catégorie C)</b>					<b>117</b>					<b>84</b>					<b>112</b>
Filière administrative	11	9			<b>20</b>	1	19			<b>20</b>	1	16			<b>17</b>
Filière scientifique				2	<b>2</b>			2	1	<b>3</b>	1	4	3		<b>8</b>
Filière ouvrière et technique	40	28	16	11	<b>95</b>	25	20	6	10	<b>61</b>	24	28	15	20	<b>87</b>
					<b>0</b>					<b>0</b>					<b>0</b>
<b>Au sein de la catégorie C</b>					<b>0</b>					<b>0</b>					<b>0</b>
Filière administrative															
Filière scientifique															
Filière ouvrière et technique															
Filière accueil et surveillance															
<b>TOTAL</b>					<b>192</b>					<b>171</b>					<b>196</b>

## **Les rémunérations**

**Rémunérations moyennes par corps des agents présents du 1er janvier au 31 décembre 2009**

Catégorie	Corps	Rémunération indiciaire	Rémunération indemnitaire <sup>(1)</sup>	Rémunération totale <sup>(2)</sup>
A	Administrateurs civils	52 497	34 629	87 335
A	Architectes urbanistes de l'Etat	41 806	16 518	58 550
A	Assistants ingénieurs	25 702	3 817	29 605
A	Attachés d'administration	33 609	11 467	45 319
A	Bibliothécaires	30 148	4 694	35 103
A	Chargés d'études documentaires	31 176	6 131	37 533
A	Chefs de travaux d'art	30 173	4 806	35 388
A	Conseillers techniques de service social	29 868	7 608	37 476
A	Conservateurs de bibliothèque	41 140	7 014	48 255
A	Conservateurs du patrimoine	40 992	7 433	48 747
A	Conservateurs généraux de bibliothèque	58 203	10 019	68 256
A	Conservateurs généraux du patrimoine	62 601	14 465	77 121
A	Emplois fonctionnels	51 972	29 732	83 107
A	Ingénieurs de recherche	40 524	7 590	48 602
A	Ingénieurs des services culturels et du patrimoine	29 127	6 717	36 291
A	Ingénieurs d'études	33 395	5 374	39 115
A	Inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	37 359	7 661	45 801
A	Inspecteurs généraux des affaires culturelles	66 753	36 623	103 623
A	Maîtres assistants contractuels des écoles d'architecture	26 197	110	26 491
A	Maîtres assistants des écoles d'architecture	39 617	426	40 167
A	Professeurs des écoles d'architecture	51 912	455	52 644
A	Professeurs des écoles nationales d'art	36 117	1 731	38 070
B	Assistants de bibliothèque	18 777	3 171	21 948
B	Assistants de service social	24 069	5 709	29 778
B	Infirmiers	27 370	4 102	31 742
B	Secrétaires administratifs	23 340	5 418	28 926
B	Secrétaires de documentation	24 043	3 886	28 126
B	Technicien des services culturels et des bâtiments de	22 874	5 658	28 722
B	Techniciens d'art	23 790	3 937	27 821
B	Techniciens de recherche	24 238	4 051	28 610
C	Adjoints administratifs	19 521	4 174	23 897
C	Adjoints d'accueil, de surveillance et de magasinage	18 596	5 284	23 946
C	Adjoints techniques d'Etat	19 779	3 800	23 689
C	Magasiniers spécialisés	16 144	2 382	18 526
C	Agents contractuels	35 292	650	36 144

<sup>(1)</sup> comprend les indemnités et primes statutaires ainsi que les indemnités de service fait.

<sup>(2)</sup> comprend la rémunération principale, complémentaire et indemnitaire.

# **La démographie**

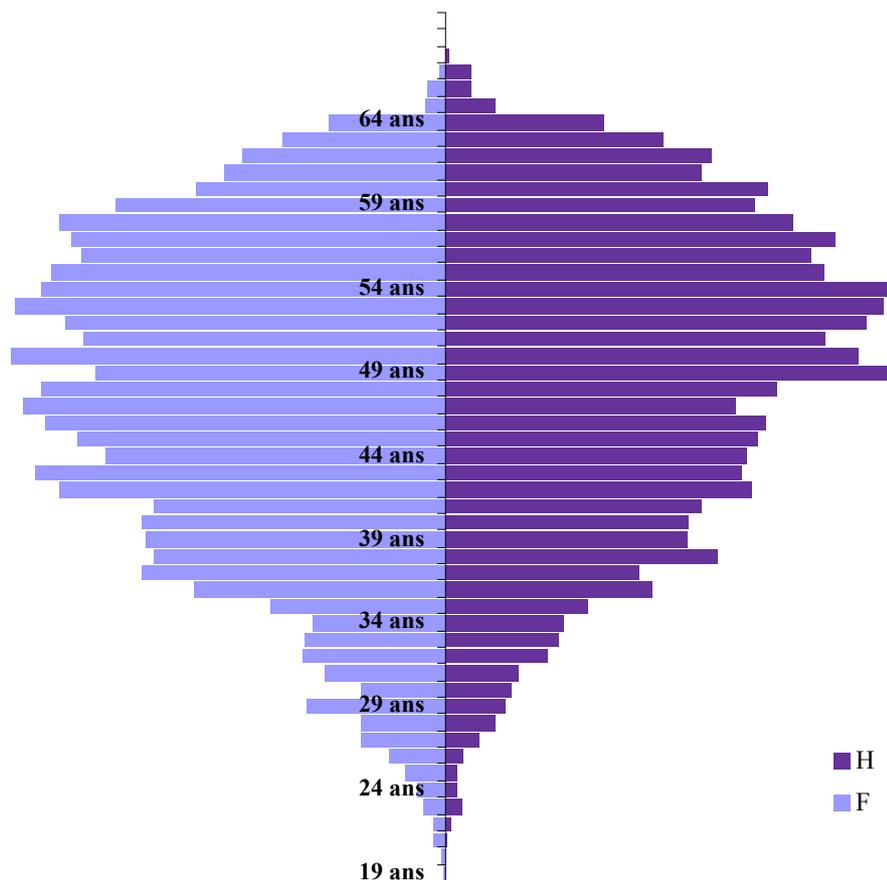
Périmètre : agents dans le plafond d'emploi du ministère de la culture et de la communication, quelle que soit leur affectation.

Démographie 2009

2009	% hommes sur le nombre total d'agents	% femmes sur le nombre total d'agents	% par tranche d'âge	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	1%	2%	3%	2%	4%
de 30 à 39 ans	7%	9%	17%	15%	18%
de 40 à 49 ans	15%	17%	32%	31%	34%
de 50 à 59 ans	19%	19%	37%	39%	35%
plus de 60 ans	6%	5%	11%	13%	9%
	48%	52%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

Pyramide des âges hommes /femmes au 31 décembre 2009



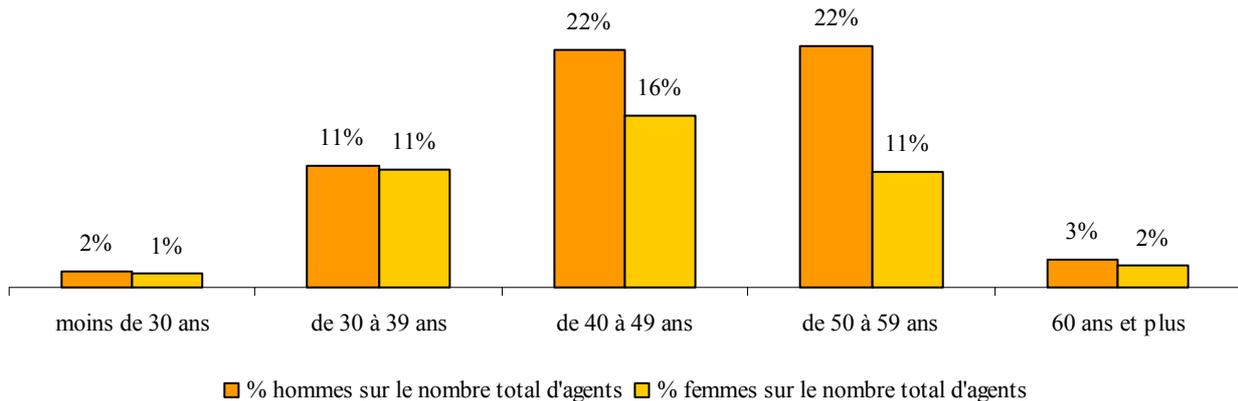
(Source : infocentre des carrières)

## Filière accueil, surveillance et magasinage : pyramide des âges 2009

2009	% hommes sur l'effectif total de la filière	% femmes sur l'effectif total de la filière	% total par tranche d'âges	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	2%	1%	3%	3%	3%
de 30 à 39 ans	11%	11%	22%	19%	27%
de 40 à 49 ans	22%	16%	38%	37%	39%
de 50 à 59 ans	22%	11%	33%	37%	26%
60 ans et plus	3%	2%	5%	4%	5%
Totaux	59%	41%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

### Filière accueil, surveillance et magasinage Répartition hommes / femmes en 2009



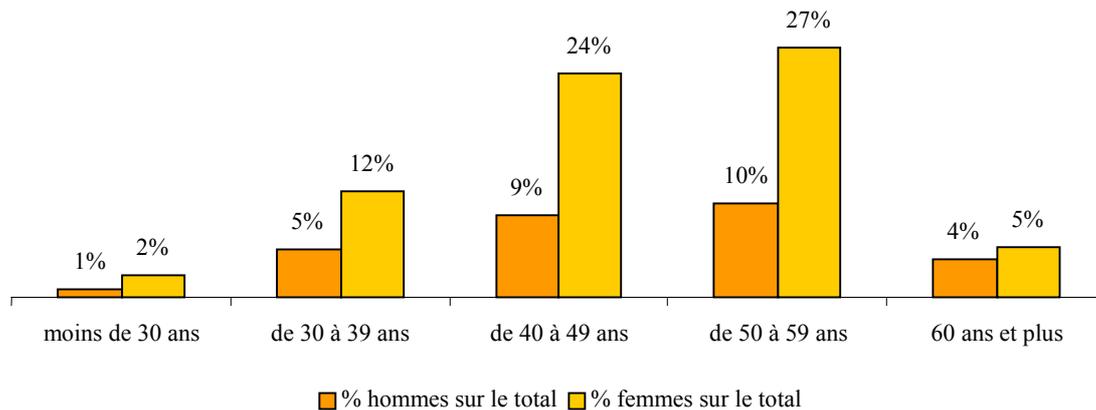
(Source : infocentre des carrières)

## Filière administrative : pyramide des âges 2009

2009	% hommes sur l'effectif total de la filière	% femmes sur l'effectif total de la filière	% total par tranche d'âges	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	1%	2%	3%	3%	3%
de 30 à 39 ans	5%	12%	17%	17%	16%
de 40 à 49 ans	9%	24%	33%	31%	34%
de 50 à 59 ans	10%	27%	37%	35%	38%
60 ans et plus	4%	5%	10%	14%	8%
Totaux	29%	71%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

### Filière administrative Répartition hommes / femmes par tranche d'âges en 2009



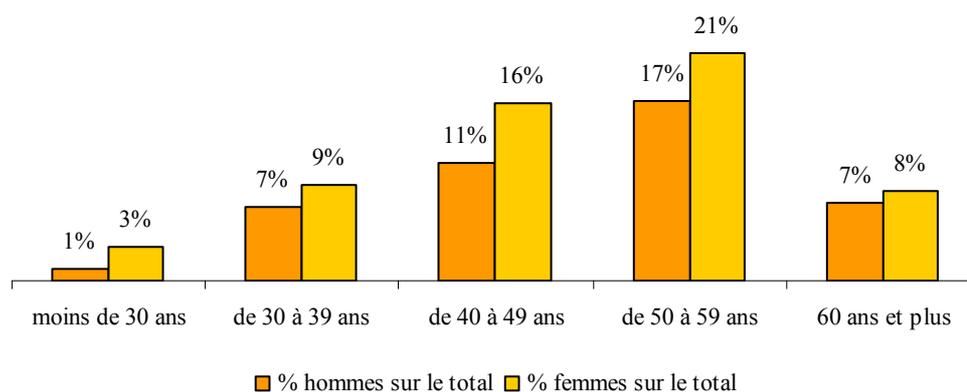
(Source : infocentre des carrières)

## Filière scientifique : pyramide des âges 2009

2009	% hommes sur l'effectif total de la filière	% femmes sur l'effectif total de la filière	% total par tranche d'âges	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	1%	3%	4%	2%	5%
de 30 à 39 ans	7%	9%	16%	16%	15%
de 40 à 49 ans	11%	16%	27%	26%	29%
de 50 à 59 ans	17%	21%	37%	39%	36%
60 ans et plus	7%	8%	16%	17%	14%
Totaux	42%	58%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

### Filière scientifique Répartition hommes / femmes en 2009



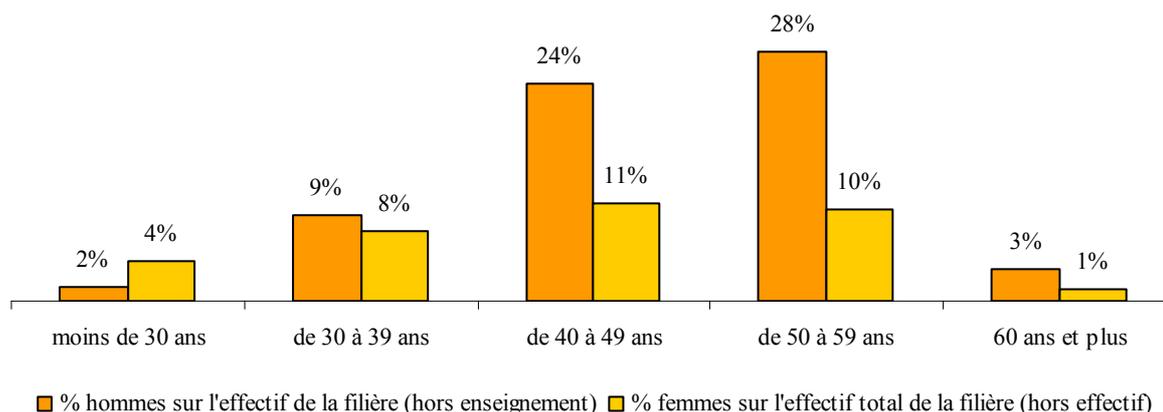
(Source : infocentre des carrières)

## Filière technique : pyramide des âges 2009

2009	% hommes sur l'effectif de la filière (hors enseignement)	% femmes sur l'effectif total de la filière (hors enseignement)	% total par tranche d'âges	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	2%	4%	6%	2%	13%
de 30 à 39 ans	9%	8%	17%	14%	22%
de 40 à 49 ans	24%	11%	35%	36%	32%
de 50 à 59 ans	28%	10%	38%	42%	30%
60 ans et plus	3%	1%	5%	5%	4%
Totaux	66%	34%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

### Filière technique (hors enseignement) Répartition hommes / femmes en 2009



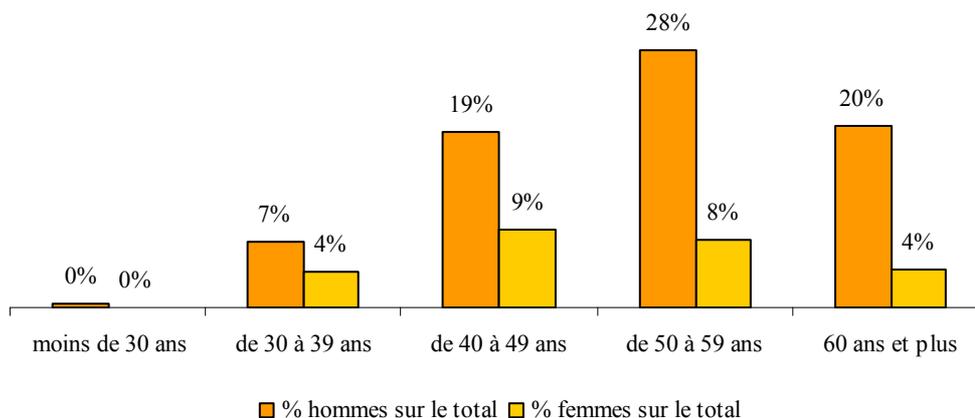
(Source : infocentre des carrières)

## Personnels enseignants : pyramide des âges 2009

2009	% hommes sur l'effectif total de la filière	% femmes sur l'effectif total de la filière	% total par tranche d'âges	% sur le total hommes	% sur le total femmes
moins de 30 ans	0%	0%	0%	1%	0%
de 30 à 39 ans	7%	4%	11%	10%	16%
de 40 à 49 ans	19%	9%	28%	26%	35%
de 50 à 59 ans	28%	8%	36%	38%	31%
60 ans et plus	20%	4%	24%	27%	18%
Totaux	76%	24%	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

### Personnels enseignants Répartition hommes / femmes par tranche d'âges en 2009



(Source : infocentre des carrières)

### Répartition hommes / femmes par catégorie en 2009

Catégorie A	% hommes	% femmes	% total par tranche d'âges
jusqu'à 29 ans	1%	5%	3%
de 30 à 39 ans	12%	16%	14%
de 40 à 49 ans	25%	28%	26%
de 50 à 59 ans	39%	36%	38%
60 ans et plus	23%	16%	19%
	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)

Catégorie B	% hommes	% femmes	% total par tranche d'âges
jusqu'à 29 ans	3%	6%	5%
de 30 à 39 ans	15%	18%	17%
de 40 à 49 ans	34%	32%	33%
de 50 à 59 ans	41%	37%	39%
60 ans et plus	6%	6%	6%
	100%	100%	100%

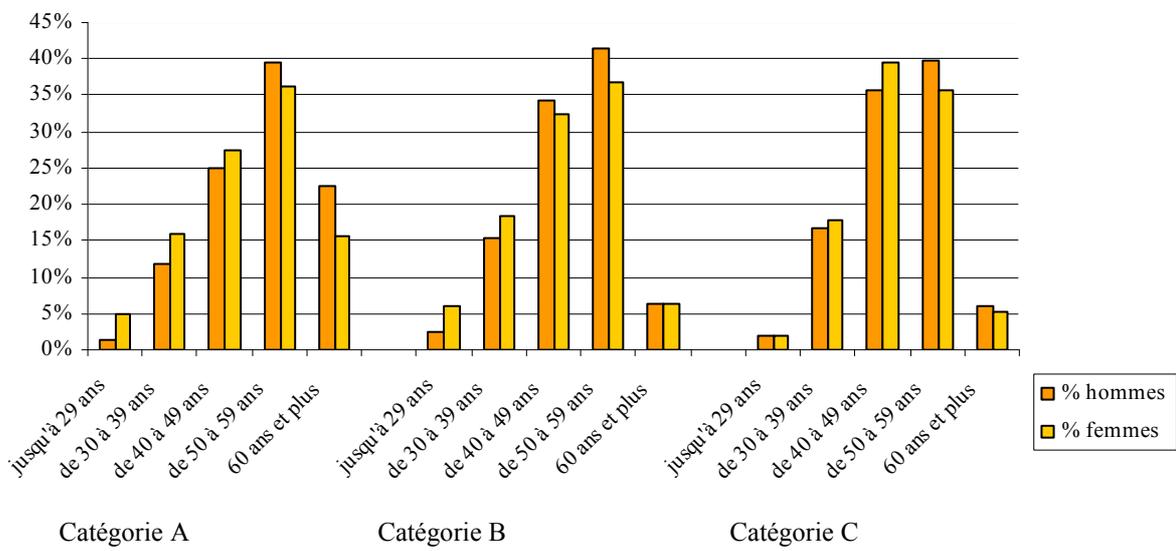
(Source : infocentre des carrières)

*Catégorie C*

jusqu'à 29 ans  
de 30 à 39 ans  
de 40 à 49 ans  
de 50 à 59 ans  
60 ans et plus

	% hommes	% femmes	% total par tranche d'âges
jusqu'à 29 ans	2%	2%	2%
de 30 à 39 ans	17%	18%	17%
de 40 à 49 ans	36%	40%	38%
de 50 à 59 ans	40%	36%	38%
60 ans et plus	6%	5%	6%
	100%	100%	100%

(Source : infocentre des carrières)



(Source : infocentre des carrières)

## **Les CAP et les sanctions disciplinaires**

LES CAP DISCIPLINAIRES

	2006		2007		2008		2009	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	<b>2</b>		<b>1</b>		<b>0</b>		<b>1</b>	
	<b>25%</b>		<b>17%</b>		<b>0%</b>		<b>11%</b>	
Personnels de catégorie A	-	-		-		-		-
Personnels de catégorie B	1							
	1	-						
Personnels de catégorie C	1		1			-	1	
	-	1	-	1	-	-	1	
<b>FILIERE SCIENTIFIQUE</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>1</b>		<b>1</b>	
	<b>0%</b>		<b>0%</b>		<b>7%</b>		<b>11%</b>	
Personnels de catégorie A		-		-	1		1	
		-		-	1		1	
Personnels de catégorie B	-	-		-				
Personnels de catégorie C	-	-						
	-	-						
<b>FILIERE TECHNIQUE ET D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>4</b>		<b>1</b>		<b>1</b>		<b>3</b>	
	<b>50%</b>		<b>17%</b>		<b>7%</b>		<b>33%</b>	
Personnels de catégorie A		-				-		-
Personnels de catégorie B		-						
		-						
Personnels de catégorie C	4		1		1		3	
	4	-	1		1		3	
<b>FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE ET MAGASINAGE</b>	<b>2</b>		<b>4</b>		<b>12</b>		<b>4</b>	
	<b>25%</b>		<b>67%</b>		<b>86%</b>		<b>44%</b>	
Personnels de catégorie C	2		4		12		4	
	1	1	2	2	10	2	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>		<b>6</b>		<b>14</b>		<b>9</b>	
	<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>	

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

SANCTIONS PRONONCEES en 2009																									
1ER GROUPE								2EME GROUPE								3EME GROUPE				4EME GROUPE				TOTAL	
Avertissement				Blâme				Radiation du tableau d'avant	Abaissement d'échelon	Exclusion temporaire (durée de 15 jours maxi)	Déplacement d'office				rétro-gradation		Exclusion temporaire (durée de 3 mois à 2 ans)		Mise à la retraite d'office		Révocation		TOTAL		
(1)	(2)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)				H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
détournement, conservation de fonds, malversations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
absences irrégulières, abandon de fonctions	-	-	-	-	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	5	1		
mauvais service, indiscipline, fautes professionnelles	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	3	2		
vol de matériel de l'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
détournement, ouverture d'objets de correspondance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Comportement privé affectant le renom du service	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1	1		
ivresse	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-		
mœurs	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-		
condamnations pénales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
dettes et chèques sans provisions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
incorrections, violences, insultes	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-		
activité privée rémunérée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	

(1) sanctions prises sans consultation de l'organisme paritaire

(2) sanctions prises après consultation de l'organisme paritaire

(3) sanction infligée à titre de sanction complémentaire d'une des sanctions des 2ème et 3ème groupes

(4) sanction à titre principal

(5) déplacement d'office dans la résidence

(6) déplacement d'office hors de la résidence

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

	2006						2007						2008						2009							
	Cat. A		Cat. B		Cat. C		Cat. A		Cat. B		Cat. C		Cat. A		Cat. B		Cat. C		Cat. A		Cat. B		Cat. C			
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
<b>Filière administrative</b>	<b>0</b>						<b>1</b>						<b>0</b>						<b>3</b>							
<i>Sanctions du 1er groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
<i>Sanctions du 2è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Sanctions du 3è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Sanctions du 4è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Filière scientifique</b>	<b>0</b>						<b>0</b>						<b>1</b>						<b>2</b>							
<i>Sanctions du 1er groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Sanctions du 2è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Sanctions du 3è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Sanctions du 4è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Filière technique et d'enseignement</b>	<b>4</b>						<b>3</b>						<b>1</b>						<b>3</b>							
<i>Sanctions du 1er groupe</i>	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	
<i>Sanctions du 2è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
<i>Sanctions du 3è groupe</i>	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
<i>Sanctions du 4è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Filière accueil surveillance et magasinage</b>	<b>3</b>						<b>0</b>						<b>17</b>						<b>11</b>							
<i>Sanctions du 1er groupe</i>	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	-	-	-	-	-	-	6	-	
<i>Sanctions du 2è groupe</i>	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	2	-	-	-	-	-	-	2	-	
<i>Sanctions du 3è groupe</i>	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
<i>Sanctions du 4è groupe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	

## **L'action sociale**

# L'ACTION SOCIALE

## Budget de l'action sociale en 2009

	Dépenses	
	Montant	%
<b>titre 2</b>		
Accidents du travail et maladies professionnelles (dont rentes accidents du travail)	237 674	3,90%
Prestations d'action sociale	278 575	4,60%
Secours	130 030	2,10%
<b>Total titre 2</b>	<b>646 279</b>	<b>10,70%</b>
<b>titre 3</b>		
Logement (parc MCC)	2 745 849	45,30%
Restauration	1 094 008	18,10%
Subventions aux associations de personnel	1 010 848	16,70%
Subventions aux colonies de vacances (associations)	232 527	3,80%
Honoraires médicaux médecine statutaire	24 035	0,40%
Frais médecine de prévention administration centrale (vaccins, ...)	8 149	0,10%
Médecine de prévention (dont conventions médicales*)	133 533	2,20%
Handicap	18 903	0,30%
Protection sociale complémentaire	139 440	2,30%
Autres dépenses (abonnements, ...)	2 473	0,00%
<b>Total titre 3</b>	<b>5 409 765</b>	<b>89,30%</b>
<b>Total général</b>	<b>6 056 044</b>	

\*Conventions médicales : 109 927 €

## Evolution des accidents du travail entre 2007 et 2009

	2007					2008					2009				
	accidents sur le lieu de travail	accidents de mission	accidents de trajet	Nombre total d'accidents du travail	maladies professionnelles	accidents sur le lieu de travail	accidents de mission	accidents de trajet	Nombre total d'accidents du travail	maladies professionnelles	accidents sur le lieu de travail	accidents de mission	accidents de trajet	Nombre total d'accidents du travail	maladies professionnelles
Administration centrale	77	1	46	<b>124</b>	<b>5</b>	82	1	37	<b>120</b>	<b>3</b>	82	0	44	<b>126</b>	<b>4</b>
Directions régionales	51	7	32	<b>90</b>	<b>1</b>	58	3	36	<b>97</b>	<b>0</b>	48	16	52	<b>116</b>	<b>1</b>
Etablissements publics administratifs (hors écoles d'architecture)	146	1	78	<b>225</b>	<b>3</b>	159	0	76	<b>235</b>	<b>1</b>	129	0	90	<b>219</b>	<b>1</b>
Ecoles d'architecture	18	1	6	<b>25</b>	<b>0</b>	14	1	7	<b>22</b>	<b>1</b>	20	1	9	<b>30</b>	<b>0</b>
Totaux	292	10	162	<b>464</b>	<b>9</b>	313	5	156	<b>474</b>	<b>5</b>	279	17	195	<b>491</b>	<b>6</b>

## **BILAN DES COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE MINISTERIEL POUR LES ANNEES 2007-2008-2009**

Ce document est établi à partir de l'ordre du jour de chacune des séances de CHSM qui se sont déroulées au cours des 3 années du précédent mandat. Sont donc considérées les séances qui se sont déroulées entre l'arrêté du 14 mai 2007 et l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au comité d'hygiène et de sécurité ministériel soit 8 séances au total :

- le 29 novembre 2007 ;
- le 20 juin 2008 ;
- le 5 décembre 2008 ;
- le 27 mai 2009 ;
- le 1er octobre 2009 ;
- le 8 décembre 2009 (absence de quorum, séance reportée au 12 janvier 2010) ;
- le 12 janvier 2010 ;
- le 15 février 2010.

Certains sujets font l'objet de travaux sur plusieurs mandatures :

- prévention des risques psychosociaux : harcèlement moral, souffrance et violence au travail ;
- le suivi de la médecine de prévention dans les services déconcentrés ;
- politique ministérielle en faveur des personnes handicapées ;
- stratégie nationale de développement durable

Ce bilan se compose d'une part des points examinés à l'ordre du jour des différentes séances de CHSM par ordre chronologique, et d'autre part, des principaux travaux du comité d'hygiène et de sécurité ministériel au cours du dernier mandat.

## **ORDRE DU JOUR DES DIFFERENTES SEANCES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE**

### **Séance du 29 novembre 2007 :**

- bilan du comité d'hygiène et de sécurité ministériel pour les années 2004-2005-2006 ;
- bilan ministériel concernant l'amiante ;
- compte-rendu de la journée nationale ACMO ;
- bilan d'activité des comités d'hygiène et de sécurité ;
- statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2006 ;
- programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2008 ;
- recrutement des personnes handicapées ;
- bilan d'application 2006-2007 de la circulaire du 13 juillet 2005, prévention du harcèlement moral, de la souffrance et de la violence au travail.

### **Séance du 20 juin 2008 :**

- circulaire relative au risque chimique ;
- circulaire ACMO ;
- bilan 2007 de l'inspection d'hygiène et de sécurité ;
- rapport annuel 2006 du service de médecine de prévention ;
- tabac.

### **Séance du 5 décembre 2008 :**

- bilan ministériel concernant l'amiante ;
- recensement des personnes handicapées ;
- souffrance au travail : complément à la circulaire du 13 juillet 2005 ;
- statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2007 ;
- bilan d'activité des comités d'hygiène et de sécurité pour l'année 2007 ;
- programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2009 ;
- bilan national d'activité 2007 du service de médecine de prévention.

### **Séance du 27 mai 2009 :**

- point d'étape relatif à la politique de développement durable du ministère ;
- installation de systèmes «wi-fi» dans les services du ministère ;
- risques psychosociaux : complément à la circulaire du 13 juillet 2005 ;
- projet de circulaire relatif à la prévention du risque addiction ;
- rapport d'activité de l'inspection d'hygiène et de sécurité pour l'année 2008.

### **Séance du 1er octobre 2009 :**

- dispositif général de gestion de la lutte contre la pandémie grippale ;
- dispositif d'information pour le personnel ;
- point sanitaire sur le virus A/H1N1 ;
- protocoles médicaux, mesures de prévention ;
- politique de vaccination et utilisation des masques ;
- point sur les plans de continuité d'activité pour l'administration centrale, les DRAC, les SDAP, les EP et les SCN.

### **Séance du 12 janvier 2010 :**

- bilan ministériel concernant l'amiante ;
- recensement des personnes handicapées ;
- statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2008 ;
- bilan d'activité des CHS pour l'année 2008 ;
- programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2010 ;
- bilan d'application 2007-2008 de la circulaire du 13 juillet 2005, prévention du harcèlement moral, de la souffrance et de la violence au travail ;
- bilan national d'activité 2008 du service de médecine de prévention.

### **Séance du 15 février 2010 :**

- conséquences de la réforme des DRAC sur l'organisation de la politique de prévention des risques professionnels et de la protection de la santé dans les services déconcentrés ;
- réorganisation de l'administration centrale : travaux et déménagements projetés.

## **PRINCIPAUX TRAVAUX DU CHSM AU COURS DU DERNIER MANDAT APPROCHE THEMATIQUE**

### **1. ACMO (agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité).**

Suite à l'organisation d'une journée nationale de rencontre des ACMO le 28 mars 2007, destinée à permettre les échanges d'expérience et la constitution d'un réseau, il a été créé une rubrique «hygiène et sécurité» sur l'intranet Sémaphore. Cette rubrique comporte :

- l'annuaire des ACMO de l'ensemble du ministère de la culture et de la communication ;
- une présentation de l'inspection d'hygiène et de sécurité ;
- l'annuaire des inspecteurs d'hygiène et de sécurité ;
- les textes réglementaires ;
- les procès-verbaux des comités d'hygiène et de sécurité et les comptes rendus des journées ACMO ;
- des fiches thématiques relatives aux différents risques recensés au ministère de la culture et de la communication.

Elle est également dotée d'un forum, d'une foire aux questions et d'un item «bonnes pratiques» spécialement conçus pour répondre aux besoins des ACMO.

Une circulaire ministérielle accompagnée d'une lettre de mission type a été transmise à l'ensemble des services le 9 juillet 2008.

Deux journées de rencontres thématiques se sont déroulées à Paris, la première à l'intention des ACMO des établissements d'enseignement supérieur, la seconde à l'intention des ACMO des directions régionales des affaires culturelles et des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine. La prochaine sera organisée pour les ACMO de la direction générale des patrimoines, hors institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), centre des monuments nationaux (CMN) et écoles d'architecture.

En administration centrale, un appel à candidature pour la fonction d'ACMO a été diffusé par la mission de la communication interne le 10 octobre 2010 de manière à désigner un ACMO pour chaque bâtiment relevant de l'administration centrale et un par direction installée aux Bons Enfants.

### **2. Médecine de prévention dans les services déconcentrés.**

En raison de la pénurie des médecins de prévention sur l'ensemble du territoire, le suivi médical des agents s'avère de plus en plus difficile à assurer et coûte de plus en plus cher. Ainsi la convention entre le ministère de la culture et de la communication et le MINEFE signée le 1<sup>er</sup> juin 2005 pour les services déconcentrés ne couvre pas ponctuellement la totalité des services. Aussi, l'administration s'efforce-t-elle, lorsque cela est possible de passer convention avec des services inter entreprises. C'est le cas pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Champagne Ardenne. Le MINEFE, de son côté, procède également à des recrutements ou établit des conventions avec d'autres organismes. Les personnels des établissements publics administratifs sont généralement suivis par des services de médecine de prévention inter-entreprises ou inter-administrations. En Ile de France, les agents d'administration centrale sont suivis par les médecins de prévention du ministère de la culture et de la communication. D'autre part, en fonction des disponibilités des médecins, les agents des EPA situés à Paris pourront également bénéficier de ce suivi sur le fondement de convention passées entre le ministère de la culture et de la communication et les établissements publics administratifs concernés.

### **3. Prévention des risques psycho sociaux.**

Ce risque est pris en compte par le ministère de la culture et de la communication depuis 2002. Une circulaire «fondatrice» sur la prévention du harcèlement moral, de la souffrance et de la violence au travail a été élaborée en concertation avec les organisations syndicales et diffusée le 13 juillet 2005 à l'ensemble des services. Devant la difficulté du bureau de l'action sociale et de la prévention à recueillir les informations relatives à l'enquête annuelle, il a été décidé de rédiger une deuxième circulaire rappelant le cadre juridique, précisant les notions de harcèlement, violence et stress et indiquant la conduite à tenir et les procédures à mettre en œuvre pour chacune d'entre elles. Ces deux circulaires sont consultables sur l'intranet du ministère. D'autre part, en administration centrale, un groupe de prévention des risques psychosociaux composé de médecins de prévention, infirmières, assistantes sociales, bureau de la mobilité et représentants du bureau de l'action sociale et de la prévention se réunit une fois chaque mois afin de suivre les situations des agents qui le demandent. Les objectifs du groupe sont de prévenir les situations de souffrance au travail, d'identifier les situations avérées et de proposer des solutions. Une synthèse annuelle retraçant le nombre de situations abordées et le suivi des préconisations sera présentée pour information aux membres du comité d'hygiène et de sécurité ministériel et du comité d'hygiène et de sécurité central.

### **4. Document unique d'évaluation et de prévention des risques professionnels (DUERP).**

Un point d'avancement est présenté en séance du comité d'hygiène et de sécurité ministériel chaque année. Une relance individuelle a été transmise en décembre 2008 à chaque service qui n'avait pas encore commencé l'élaboration du DUERP. La mise en place du DUERP est une priorité du programme de prévention depuis 2007. L'impact de la réorganisation des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication sur les responsabilités en matière de sécurité impose la révision des DUERP déjà élaborés.

En administration centrale le DUERP sera réalisé par bâtiment. Madame Marie Renée Courty est chargée d'en piloter l'élaboration pour une présentation en CHS d'administration centrale début 2011. A cet effet, notamment, un appel à candidature pour la fonction d'ACMO a été diffusé le 10 octobre dernier.

### **5. Handicap.**

Le bureau de l'action sociale et de la prévention en liaison avec la DGAFP a élaboré un plan d'action pluriannuel pour le recrutement des personnes handicapées. Le respect de ce plan est suivi en partenariat avec le département du recrutement, de la mobilité et de la formation et les bureaux de gestion du personnel. Chaque année le correspondant handicap ministériel présente la situation du ministère en séance. Une convention entre le MCC et le FIPHFP est en cours de rédaction.

### **6. Prévention du risque chimique.**

Une circulaire ministérielle relative à la prévention du risque chimique dans les services et établissements du ministère de la culture et de la communication - produits chimiques cancérigènes et/ou mutagènes et/ou toxiques pour la reproduction (CMR) et produits dangereux accompagnée d'une méthodologie de l'évaluation et de la prévention du risque chimique et de modèles de fiche d'exposition et d'attestation d'exposition a été transmise à l'ensemble des services le 9 juillet 2008. Le service de médecine de prévention délivre aux agents concernés une attestation d'exposition.

## **7. Amiante.**

Le bilan ministériel concernant l'amiante est présenté annuellement en séance de CHS par le bureau de la politique immobilière. Le service de médecine de prévention a systématisé pour l'ensemble des agents, les investigations sur les expositions éventuelles tout au long de la vie professionnelle (non limitée au ministère de la culture et de la communication).

## **8. Développement durable.**

M. Michel Ricard, haut fonctionnaire chargé de la stratégie nationale de développement durable a présenté au comité d'hygiène et de la sécurité ministériel, lors de sa séance du 30 janvier 2007, des propositions applicables à l'ensemble des administrations, de façon à adopter une démarche éco-responsable. Depuis cette date et en fonction de l'actualité, des réunions ad hoc sont régulièrement organisées pour informer les membres du comité d'hygiène et de sécurité ministériel de la mise en place de la politique du ministère en matière de développement durable. Lors de la dernière réunion en date du 18 mai 2010, le groupe de travail a estimé qu'il était nécessaire de porter le débat au niveau du comité technique paritaire ministériel.

## **9. Pandémie grippale.**

Une séance du comité d'hygiène et de sécurité ministériel spécifique s'est tenue le 1er octobre 2010 sur le sujet. Le dispositif général de gestion de lutte contre la pandémie grippale ainsi que le dispositif d'information pour le personnel ont été présentés par M. Le Nhat Binh, haut fonctionnaire de défense et de sécurité. Un point d'avancement des plans de continuité de l'ensemble des services a également été réalisé. D'autre part, en complément des offres de vaccination mises en place par les pouvoirs publics, le ministère de la culture et de la communication a ouvert pendant deux mois, 6 centres de vaccination pour les agents affectés en région parisienne : (Opéra national de Paris, bibliothèque nationale de France, Centre Pompidou, Louvre, Château et domaine national de Versailles, immeuble des Bons Enfants).

## **10. Accidents du travail.**

Les statistiques concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles sont présentées chaque année aux membres du comité d'hygiène et de sécurité ministériel. M. Xavier ROY présentera son rapport sur le sujet en séance. Au delà des statistiques, l'analyse des accidents du travail et la mise en place d'éventuels dispositifs de prévention relève de chaque comité d'hygiène et de sécurité.

## **11. Réforme des DRAC.**

Les conséquences du rapprochement DRAC/STAP sur l'organisation de la politique de prévention de la santé dans les services déconcentrés a été présenté en séance du comité d'hygiène et de sécurité ministériel. Une note d'information sur le sujet a été transmise aux services le 1er mars 2010.

## **BILAN DU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE POUR LES ANNEES 2007-2010**

Le présent bilan est établi à partir de l'ordre du jour de chacune des séances du CNAS qui se sont déroulées au cours des trois années du précédent mandat.

Il fait le point sur la création ou la revalorisation de prestations sociales, ainsi que sur les évolutions que les travaux du CNAS ont apportées à la politique d'action sociale menée par le ministère.

### **ORDRE DU JOUR DES DIFFERENTES SEANCES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE**

#### **Séance du 10 juillet 2007 :**

- > bilan de l'action sociale pour l'année 2006
- > présentation du rapport du service social pour 2005-2006
- > présentation du rapport de l'I.G.A.A.C., relatif à l'action sociale au MCC
- > proposition d'augmentation des plafonds de ressources des prestations d'action sociale

#### **Séance du 22 janvier 2008 :**

- > proposition d'augmentation de certaines prestations

#### **Séance du 8 juillet 2008 :**

- > bilan de l'action sociale pour l'année 2007
- > présentation du projet de création d'une prestation garde d'enfants 6-11 ans

#### **Séance du 22 janvier 2009 :**

- > proposition de création d'une aide sociale exceptionnelle au départ en retraite
- > proposition de revalorisation des plafonds de ressources ouvrant droit aux prestations
- > proposition de revalorisation de l'aide aux familles mono parentales

#### **Séance du 22 septembre 2009 :**

- > point sur les travaux du groupe permanent du CNAS (Noël, restauration, barèmes et quotient familial..)
- > bilan 2008 du BAS
- > bilan du service social de l'année 2008
- > point d'actualité sur le logement
- > référencement d'un organisme de protection sociale complémentaire (MGEN)

## Séance du 4 février 2010 :

- > proposition de revalorisation ministérielle de l'aide aux parents d'enfants handicapés
- > proposition de revalorisation et de refonte de l'aide aux frais de scolarité

## Séance du 6 juillet 2010 :

- > point sur les travaux des groupes de travail (aide à la garde d'enfants handicapés : précisions sur le taux de handicap pris en compte; relogement de l'association d'action sociale et culturelle du ministère ;...)
- > bilan et perspectives de la politique du logement au MCC
- > bilan 2009 du bureau de l'action sociale et de la protection et du service social
- > budget action sociale et prévention : LFI 2010 et prévisions 2011

\*\*\*\*\*

## APPROCHE THEMATIQUE

### 1. Plafonds de ressources

Les plafonds de ressources ont été relevés deux fois au cours de la mandature : de 2 % en 2007 et de 4 % en 2009.

Plafonds de ressources 2009 pris en compte pour l'attribution des allocations ministérielles		
	Agent seul	Couple
1 enfant	24 483 €	30 606 €
2 enfants	25 506 €	35 367 €
3 enfants	27 771 €	37 181 €
4 enfants	31 626 €	43 074 €
5 enfants	36 159 €	48 967 €

### Plafonds de ressources 2009 et montants correspondants pour l'aide au déménagement

	Montant de l'aide : 458 €		Montant de l'aide : 382 €		Montant de l'aide : 305 €	
	agent seul	couple	agent seul	couple	agent seul	couple
sans enfant	14 148 €	20 312 €	15 916 €	22 852 €	17 683 €	25 390 €
1 enfant	19 589 €	24 484 €	22 035 €	27 546 €	24 484 €	30 606 €
2 enfants	20 403 €	28 293 €	22 953 €	31 830 €	25 506 €	35 367 €
3 enfants	22 217 €	29 744 €	24 995 €	33 462 €	27 771 €	37 181 €
4 enfants	25 300 €	34 460 €	28 463 €	38 766 €	31 626 €	43 074 €
5 enfants	28 928 €	39 174 €	32 544 €	44 072 €	36 160 €	48 967 €

## 2. *Revalorisation de prestations sociales*

a) L'AFM (aide aux familles mono parentales) a été revalorisée deux fois : en janvier 2008, 50 € d'augmentation pour un parent isolé avec 1 enfant, 30 € pour un parent isolé avec 2 enfants et 10 € dans les autres cas.

En janvier 2009, une nouvelle revalorisation a porté l'aide à 400 € annuels pour un parent isolé. Ce montant est augmenté de 50 € par enfant supplémentaire.

b) L'aide aux frais de scolarité a été revalorisée en janvier 2008. Les montants suivants ont été arrêtés :

- 200 € par année scolaire par enfant scolarisé en lycée public ou privé sous contrat
- 280 € par année scolaire par enfant inscrit dans un établissement d'études supérieures et âgé de moins de 20 ans au cours de l'année considérée
- 420 € par année scolaire par enfant inscrit dans un établissement d'études supérieures et âgé de plus de 20 ans et de moins de 26 ans au cours de l'année scolaire considérée.

En février 2010, l'aide a été refondue, rendue plus lisible pour être étendue aux enfants scolarisés en collège :

- 100 € par année scolaire par enfant scolarisé en collège public ou privé sous contrat
- 280 € par année scolaire par enfant scolarisé en lycée public ou privé sous contrat
- 420 € par année scolaire par enfant suivant des études supérieures

## 3. *Création de nouvelles prestations*

a) L'aide à la garde d'enfants de 6 à 12 ans : considérant que les enfants de cet âge ne peuvent se garder seuls, et en l'absence d'aide interministérielle pour cette tranche d'âge, le CNAS a approuvé, lors de sa séance du 8 juillet 2008, la création de cette nouvelle prestation.

L'aide ne peut excéder 50 % du montant des frais de garde engagés l'année précédente avec un plancher de 50 € (pour 100 € de frais de garde) et un maximum annuel fixé comme suit :

- 1 enfant : 300 €
- 2 enfants : 350 €
- 3 enfants et plus : 400 €

b) L'aide sociale exceptionnelle de départ en retraite : en juillet 2008, s'appuyant sur une recommandation du rapport de l'IGAAC relatif à l'action sociale au MCC présenté lors de sa séance de juillet 2007, le CNAS a approuvé la création à titre expérimental d'une aide au départ à la retraite versée aux agents dont le montant de la pension est inférieur ou égal au minimum vieillesse. Le montant de cette aide peut aller jusqu'au maximum versé pour les secours.

c) L'aide à la garde d'enfants handicapés : cette aide est censée permettre aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans de se ménager du temps libre en faisant garder leur(s) enfant(s) handicapé(s) par du personnel spécialisé. Elle est calquée sur l'aide à la garde d'enfants de 6 à 12 ans, créée en juillet 2008, avec une prise en charge plus élevée : 500 € pour un enfant handicapé, 550 € pour 2 enfants, 600 € pour 3 enfants, et 50 € par enfant au-delà de 3.

#### **4. Protection sociale**

A la suite de la remise en cause, à la fois en droit interne et communautaire, des modalités d'intervention de l'Etat en faveur des mutuelles, un nouveau système de financement de la protection sociale complémentaire des personnels de l'Etat a été élaboré. Ces modalités sont définies par le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007.

Pour répondre à ses nouveaux impératifs le ministère de la culture et de la communication s'est adossé aux ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de la jeunesse et des sports pour mener en commun une procédure de mise en concurrence.

Le choix de l'organisme retenu s'est porté sur la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN).

Une convention-cadre prenant effet au 1<sup>er</sup> juillet a été signée entre la MGEN, le ministère la culture et de la communication, le ministère de l'éducation nationale, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que celui chargé de la jeunesse et des sports.

L'adhésion à l'organisme de référence est facultative.

Pour les agents souhaitant conserver ou adhérer à une mutuelle, trois cas de figure se sont présentés :

- pour les adhérents de la MGEN qui souhaitaient le rester : aucune démarche particulière n'a été nécessaire .
- pour les adhérents à un autre organisme de protection sociale complémentaire qui souhaitaient le demeurer. Aucune démarche particulière à mener.
- enfin, pour les adhérents à un autre organisme de protection sociale complémentaire qui souhaitaient adhérer à la MGEN : en application des dispositions de l'article 28 du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 précité, ils peuvent adhérer à cet organisme sans majoration de cotisations ni condition d'ancienneté si cette adhésion intervient avant le 31/12/2010.

A la suite de ce référencement, le bureau de l'action sociale et de la protection a organisé en février 2010 une journée de présentation des évolutions de la couverture de protection sociale complémentaire mises en place par la MGEN début 2010.

Il a également organisé une permanence de conseillers de la MGEN une fois par mois dans les locaux des Bons Enfants pour permettre aux agents du ministère d'adhérer, d'interroger la MGEN sur des questions générales ou sur des dossiers individuels en cours.

#### **5. Suivi social des agents en poste en services déconcentrés**

Un accord cadre liant le MCC au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration (MIOCT) a été signé fin 2009, permettant un suivi social de proximité pour les agents en poste en services déconcentrés grâce à la mutualisation des assistantes sociales du MIOCT.

## **Les relations professionnelles**

LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

**1- ÉVOLUTION DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES APPRÉCIÉE À L'ISSUE DES CONSULTATIONS GÉNÉRALES DES PERSONNELS DE 1998, 2001, 2004, 2007**

	1998		2001		2004		2007	
	nombre de suffrages exprimés	%	nombre de suffrages exprimés	%	nombre de suffrages exprimés	%	nombre de suffrages exprimés	%
USPAC-CGT	3 240	29,43%	3 575	31,97%	4 843	37,48%	4 933	37,78%
CFDT- CULTURE	2 714	24,65%	2 594	23,20%	2 434	18,83%	2 412	18,47%
SNAC/FO	1 508	13,70%	1 263	11,29%	1 126	8,71%	937	7,18%
FSU	1 377	12,51%	1 105	9,88%	1 165	9,01%	1 129	8,65%
FEN	UNSA	UNSA	748	6,69% UNSA	648	5,01% UNSA	644	4,93% UNSA
FAC/FGAF	867	7,87%	13	0,12%	25	0,19%	14	0,11%
F.I.P.M.C	non candidat	non candidat	11	0,10%	45	0,35%	82	0,63%
SAMUP	non candidat	non candidat	non candidat	non candidat	90	0,70%		0,00%
SCENRAC-CFTC	529	4,80%	491	4,39%	594	4,60%	633	4,85%
SNCMC-CGC	431	3,91%	416	3,72%	397	3,07%	455	3,48%
STC	13	0,12%	17	0,15%	12	0,09%		0,00%
SUD Culture	331	3,01%	949	8,49%	1 546	11,96%	1 819	13,93%
<b>TOTAL</b>	<b>11 010</b>	<b>100%</b>	<b>11 182</b>	<b>100%</b>	<b>12 925</b>	<b>100%</b>	<b>13 058</b>	<b>100%</b>

Nombre de votants	8 859		11 452		11 759		13 818	
Nombre d'électeurs (1)	16 032		19 016		20 201		23 751	
Taux de participation (2)	55,26%		60,22%		58,21%		58,18%	

(1) *Personnels rémunérés sur le budget du ministère chargé de la culture et personnels rémunérés sur le budget des établissements publics administratifs sous tutelle du ministère*

(2) *Pourcentage du nombre de votants sur le nombre d'électeurs*

**2- NOMBRE DE SIEGES OBTENUS AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES A L'ISSUE DES TROIS DERNIERS REFERENDUMS**

SYNDICATS	2001	2004	2007
USAPC-CGT	6	7	7
CFDT-Culture	4	4	3

## 3- RÉPARTITION DES SIÈGES POUR LES COMITES TECHNIQUES PARITAIRES CENTRAUX ET SPECIAUX

consultation générale des personnels de 2007 en vigueur pendant trois ans)

	Inscrits	Votants	Taux de participation	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale							
					CFDT	CFTC	CGC	CGT	FO	UNSA	FSU	SUD
<b>CTP de l'administration centrale placé auprès du Secrétaire général</b>	1825	1044	57,21%	10	2	1		5			1	1
<b>Direction des archives de France</b>	842	550	65,32%	10	2	1	1	6				
<b>Délégation aux arts plastiques</b>	630	443	70,32%	10				6	1	1		
Ecole nationale supérieure des beaux arts	194	112	57,73%	8	1			5				2
Manufacture de Sèvres	147	107	72,79%	8				5		3		
Mobilier National	397	271	68,26%	8				6	2			
Centre national des arts plastiques	58	41	70,69%	3				3				
Ecole nationale supérieure d'art de Bourges	53	43	81,13%	3				3				
Ecole nationale supérieure d'art de Cergy	52	33	63,46%	3				2				1
Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson	71	52	73,24%	3				3				
Ecole nationale supérieure d'art de Nancy	55	37	67,27%	3				2				1
Ecole nationale supérieure d'art de la Villa Arson	66	38	57,58%	3				3				
Ecole nationale supérieure d'art de Dijon	50	37	74,00%	3	2			1				
Ecole nationale supérieure de la photographie	23	19	82,61%	3	2			1				
<b>Direction du livre et de la lecture</b>	221	122	55,20%	6	2	1					2	1
Bibliothèque publique d'information	247	164	66,40%	8	3			2			2	1
<b>Direction de l'architecture et du patrimoine</b>	675	366	54,22%	10	2	1	1	6				
Service national des travaux	59	41	69,49%	3				1	1			1
École d'architecture de Bordeaux	141	63	44,68%	4	1			3				
École d'architecture de Bretagne	82	47	57,32%	3	1			2				
École d'architecture de Clermont-Ferrand	98	58	59,18%	3	1			2				
École d'architecture de Grenoble	109	61	55,96%	3	1			2				
École d'architecture de Languedoc-Roussillon	106	38	35,85%	3	1			2				
École d'architecture de Lille	120	66	55,00%	4	1			2		1		
École d'architecture de Lyon	101	52	51,49%	3	1			2				
École d'architecture de Marseille	132	52	44,70%	4				3				1
École d'architecture de Marne la Vallée	84	51	60,71%	3	2			1				
École d'architecture de Nancy	76	38	50,00%	3	1			1		1		
École d'architecture de Nantes	127	65	51,18%	4	2			2				
École d'architecture de Normandie	86	49	56,98%	3				2		1		
École d'architecture de Paris Belleville	168	38	22,62%	4	2			2				
École d'architecture de Paris-Val de Seine	300	118	39,33%	6	2			3	1			
École d'architecture de Paris la Villette	290	108	37,24%	6	2			3				1
École d'architecture de Paris Malaquais	118	56	47,46%	4	1			2		1		
École d'architecture de Strasbourg	89	35	39,33%	3	1			2				
École d'architecture de St Etienne	69	37	53,62%	3				2		1		
École d'architecture de Toulouse	125	74	59,20%	4	1			3				
École d'architecture de Versailles	116	59	50,86%	4	3			1				
Musée et domaine de Versailles	828	441	53,26%	10	4			5	1			
Musée d'Orsay	589	381	64,69%	10	2		1	4	1			2
Musée Guimet	163	113	69,33%	5				3				2
Institut national d'histoire de l'art	25	19	76,00%									
<b>Direction des musées de France</b>	1278	783	61,27%	10	1			7	1	1		
Ecole du Louvre	82	33	40,24%	4	1		1	1				1
SCN de FONTAINEBLEAU	121	89	73,55%	5				5				
SCN DE COMPIEGNE	110	78	70,91%	5				4		1		2
<b>Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles</b>	141	87	61,70%	6	2	1		3				
<b>Délégation au développement et à l'action territoriale</b>	109	54	49,54%	4	2			1				1
<b>Total</b>	<b>11 648</b>	<b>6 770</b>	<b>58,12%</b>	<b>238</b>	<b>52</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>135</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>18</b>

**4- REPARTITION DES SIEGES POUR LES COMITÉS TECHNIQUES PARITAIRES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS DONT LA MAJORITE DES PERSONNELS EST INSCRITE SUR LE BUDGET DE L'ETABLISSEMENT**

(résultats de la consultation générale des personnels de 2007, en vigueur pendant trois ans)

	Taux de participation	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale								
			CFDT	CFTC	CGC	CGT	FO	UNSA	FSU	SUD	FIPMC SAMUP
BNF	55,00%	10	3	1		3			2	1	
Centre national de la cinématographie	65,41%	10	1			3	1		5		
Centre Georges Pompidou	59,75%	10	4			3	3				
Centre des monuments nationaux	59,22%	10	2			7	1				
Ecole nationale supérieure d'art dramatique	57,61%	8	3			5					
Institut national du patrimoine	64,62%	4	2			1					1
Centre national du livre	69,12%	4	2							2	
Musée Rodin	67,95%	4	1			2				1	
Musée du Quai Branly	58,49%	4	3						1		
Musée du Louvre	52,32%	10	1			5	1			3	
Institut national de recherches archéologiques préventives	61,03%	10				5			1	4	
Etablissement public de maîtrise d'ouvrages des travaux culturels	60,98%	3	2			1					
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	63,64%	3				2			1		
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	33,81%	8	1			4					3
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	48,47%	8	2			3				2	1
<b>Total</b>	<b>56,10%</b>	<b>106</b>	<b>24</b>			<b>41</b>	<b>6</b>		<b>8</b>	<b>12</b>	<b>5</b>

**5- RÉPARTITION DES SIÈGES POUR LES COMITÉS TECHNIQUES PARITAIRES DES DIRECTIONS REGIONALES DES AFFAIRES CULTURELLES**

(résultats de la consultation générale des personnels de 2007 en vigueur pendant trois ans)

	Taux de participation	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale							
			CFDT	CFTC	CGC	CGT	FO	UNSA	FSU	SUD
Alsace	75,26%	5	1			1			1	2
Aquitaine	62,50%	6	1			2	1	2		
Auvergne	70,83%	5	1			2			1	1
Bourgogne	62,20%	6	1			2		1	1	1
Bretagne	63,19%	6	2			2		1		1
Centre	66,91%	6	1			1		1	2	1
Champagne-Ardenne	72,34%	5	1			2				2
Corse	77,78%	3				1		2		
Franche-Comté	83,33%	5	2			1			1	1
Guadeloupe	93,55%	3				2				1
Guyane	68,18%	3	1			2				
Ile de France	53,74%	8	2			3		2		1
Languedoc-Roussillon	62,11%	7				4		1	1	1
Limousin	82,14%	4				1		2		1
Lorraine	66,35%	6	2			2		1	1	
Martinique	93,10%	3				2			1	
Midi-Pyrénées	73,56%	7	1			2		1	3	
Nord-Pas-de-Calais	72,73%	6	3			2				1
Basse-Normandie	79,35%	5	1							4
Haute-Normandie	72,94%	4								4
Pays-de-la-Loire	76,28%	6	1			3			2	
Picardie	74,23%	5	2					1		2
Poitou-Charentes	80,49%	6	1			3		1		1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	73,23%	7	2			3				2
Réunion	70,59%	3	1			1		1		
Rhône-Alpes	67,86%	7	2			1	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>69,90%</b>	<b>137</b>	<b>29</b>			<b>45</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>28</b>

LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

**6- RÉPARTITION DES SIÈGES POUR LE COMITÉ D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ MINISTÉRIEL**

(Résultats de la consultation générale des personnels de février-avril 2007 en vigueur pendant trois ans)

Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges pourvus par chaque organisation syndicale										
	CFDT	CFTC	CGC	CGT	SNAC FO	FEN UNSA	FSU	SUD	STC	FAC FGAF	FIPMC
Comité ministériel	7	2		4				1			
	29%	0%	0%	57%	0%	0%	0%	14%	0%	0%	0%

**7- REPARTITION DES SIEGES POUR LES COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE CENTRAUX ET SPECIAUX**

(Résultats de la consultation générale des personnels de 2007 en vigueur pendant trois ans)

	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale							
		CFDT	CFTC	CGC	CGT	FO	UNSA	FSU	SUD
<b>Direction de l'administration centrale</b>	7	2			4				1
Service National des Travaux	5	1			2	1			1
<b>Direction des archives de France</b>	7	1		1	5				
ENSBA	7	1			4				2
ENSAD	7	3			4				
Manufacture de Sèvres	6				4		2		
Mobilier National	6				5	1			
Ecole nationale de la Photographie d'Arles	5	2			3				
Ecole nationale d'art de Limoges-Aubusson	4				3				1
Ecole nationale d'art de Cergy-Pontoise	4				2			1	1
Ecole nationale d'art de Nancy	4				3				1
Ecole nationale d'art Villa Arson	4				4				
Ecole nationale d'Art de Bourges	4				4				
École nationale d'art de Dijon	4	3			1				
<b>Direction de l'architecture et du patrimoine</b>	7	1			5				1
Centre des monuments nationaux (centraux)	5	1			4				
Centre des monuments nationaux (spéciaux)	6	1			5				
École d'architecture de Bordeaux	5	1			4				
École d'architecture de Bretagne	5	1			4				
École d'architecture de Clermont-Ferrand	5	1			4				
École d'architecture de Grenoble	5	1			3				1
École d'architecture de L-Roussillon	5	2			2			1	
École d'architecture de Lille	5	2			2		1		
École d'architecture de Lyon	5	2			2				1
École d'architecture de Marseille	5				3				2
École d'architecture de Marne la Vallée	5	2			2			1	
École d'architecture de Nancy	5	1			1	1	1	1	
École d'architecture de Nantes	5	3			2				
École d'architecture de Normandie	5				3		1		1
École d'architecture de Paris Belleville	5	2			3				
École d'architecture de Paris Val de Seine	5	1			3	1			
École d'architecture de Paris la Villette	5	2			2				1
École d'architecture de Paris Malaquais	5	2			2		1		
École d'architecture de Strasbourg	5	2			3				
École d'architecture de St Etienne	5				2		2		1
École d'architecture de Toulouse	5	1			3				1
École d'architecture de Versailles	5	3			1	1			
Musée et domaine de Versailles	9	3			5	1			
<b>Direction des musées de France</b>	7	1			5				1
C2RMF	7	1			5				1
Ecole du Louvre	5	2		1	1				1
Musée d'Orsay	6	2			2	1			1
Fontainebleau	6				6				
Compiègne	7				4		1		2
CNSAD	7				4			2	1

**8- RÉPARTITION DES SIÈGES POUR LES COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS DONT LA MAJORITÉ DES PERSONNELS EST INSCRITE SUR LE BUDGET DE L'ÉTABLISSEMENT**

(Résultats de la consultation générale des personnels de 2007 en vigueur pendant trois ans)

	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale								
		CFDT	CFTC	CGC	CGT	FO	UNSA	FSU	SUD	FIPMC SAMUP
BNF	9	2	1		3			2	1	
Centre des monuments nationaux	6	1			5					
Centre National des Arts Plastiques	5				4				1	
Centre national de la cinématographie	10	1			3	1		4		
Centre G. Pompidou et BPI	9	4			2	2		1		
Centre national du livre	5	2							3	
Musée Guimet	5				3				2	
Musée Rodin	5	2			2				1	
Musée du Quai Branly	5	3			1			1		
Musée du Louvre	9	1			5				3	
CNSMD Paris	7	1			3					3
CNSM Lyon	7	2			3				1	1
Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels	5	3			1	1				
Institut national du patrimoine	5	2			2					1
Institut national de recherches archéologiques préventives	7				3			1	3	

**9- RÉPARTITION DES SIÈGES POUR LES COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DES DIRECTIONS REGIONALES DES AFFAIRES CULTURELLES**

(Résultats de la consultation générale des personnels de 2007 en vigueur pendant trois ans)

	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale							
		CFDT	CFTC	CGC	CGT	SNAC FO	UNSA	FSU	SUD
Alsace	5	1			1			1	2
Aquitaine	5	1			2		2		
Auvergne	5	1			2		1		1
Bourgogne	5	1			1		1	1	1
Bretagne	5	2			2		1		
Centre	5	1			1		1	2	
Champagne-Ardenne	5	1			2				2
Corse	4				1		2	1	
Franche-Comté	5	2			1			1	1
Guadeloupe	5				4				1
Guyane	5	1			3				1
Ile de France	6	1			3		1		1
Languedoc-Roussillon	5				3			1	1
Limousin	5	1			1		2		1
Lorraine	5	2			2		1		
Martinique	5				3			2	
Midi-Pyrénées	5				2		1		2
Nord-Pas-de-Calais	5	2			2				1
Basse Normandie	5	1							4
Haute Normandie	5	1							4
Pays de Loire	5	1			3			1	
Picardie	5	2					1		2
Poitou-Charentes	5				3		1		1
Provence-Alpes-Cotes d'Azur	7	1			2				2
Réunion	5	1			2		2		
Rhones-Alpes	5	1			1		1	1	1

**10- REPRÉSENTATION SYNDICALE DANS LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES EN 2009 (en nombre de sièges de représentants titulaires)**

	Date du scrutin	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale											
			SNAC FO	SCENRAC CFTC	CFDT culture	SNAC-FSU	USPAC CGT	SUD Culture	SNCMC CGC	UNSA			autres syndicats	
										FEN	SNSC	SNATEAU		
Adjoint administratifs	05/06/07	8	1			1	6							
Adjoint techniques d'accueil, de surveillance et magasinage	19/02/08	10	1		1		6	2						
Adjoint techniques des administrations de l'Etat	04/06/07	8	1			1	6							
Administrateurs civils	22/04/09	3												3 (liste commune CGT-CFDT)
Architectes et urbanistes de l'Etat		4									4			
Assistants ingénieurs	13/01/06	2					1				1			
Attachés d'administration et conseillers techniques de service social	09/05/07	4					1							3
Chargés d'études documentaires	26/01/05	6			2	2	2							
Chefs de travaux d'art	17/11/09	2					2							
Conservateurs du patrimoine	03/06/08	4		1	2				1					
Conservateurs généraux du patrimoine	03/05/07	2							2					
Ingénieurs d'études	23/04/08	5			1	2	1	1						
Ingénieurs de recherche	01/01/08	5			2	3								
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine	29/01/08	4	2		1			1						
Inspecteurs de la création et des enseignements artistiques	04/12/07	6												
Inspecteurs généraux de l'administration des affaires culturelles	09/12/09	2												3 (SIGAC)
Maîtres-assistants des écoles d'architecture	01/02/08	6			1		2	1 avec SNESUP FSU			2			
Professeurs des écoles d'architecture	01/02/08	5					1				4			
Professeurs des écoles nationales d'art	12/07/06	4			1		1	2						
Secrétaires de documentation	23/05/06	6			2	1	3							
Secrétaires administratifs et assistants de service social	09/05/07	6				1	4	1						
Techniciens d'art	27/06/09	6				1	5							
Techniciens de recherche	29/04/08	6				2	1				1			2
Techniciens des services culturels et des Bâtiments de France	15/06/09	6	1		1		3	1						

**11- RÉPARTITION DES SIÈGES AU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE**

	Nombre de sièges à pourvoir	Nombre de sièges obtenus par chaque organisation syndicale										
		CFDT	CFTC	CGC	CGT	SNAC FO	UNSA	FSU	SUD	STC	FAC FGAF	FIPMC
Comité national d'action sociale	15	3			7	1	1	1	2			
		20%			47%	7%	7%	7%	13%			

**12- TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GRÈVES ET DES CESSATIONS COLLECTIVES ET CONCERTÉES DU TRAVAIL DE 2002 A 2009**

Ampleur du mouvement	Nombre de journées de travail perdues pour fait de grève							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Mouvements d'ampleur nationale	1 017	9 559	1 014	7 204	4 278	4 562	7 191	6 461
Mouvements d'ampleur ministérielle, locale ou sectorielle	27	1 736	268	842	172	1 110	320	4 066
TOTAL	1 044	11 295	1 282	8 046	4 450	5 672	7 511	10 527

## LES COMITES TECHNIQUES PARITAIRES MINISTERIELS ET D'ADMINISTRATION CENTRALE 2009

Date de la réunion	Nature de la réunion	Principaux thèmes abordés	Votes durant les CTPM/CTPC
30-mars	CTPM	<p>Création de commissions consultatives paritaires dans les services et établissements du ministère de la Culture et de la Communication (pour avis).</p> <p>Cadage des carrières et des rémunérations des agents non-titulaires du ministère de la Culture et de la Communication (pour avis).</p> <p>Procédure d'évaluation des agents non-titulaires (pour avis).</p>	<p>Projet d'arrêté relatif à la création des CCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour : 15 (administration)</li> <li>• contre : 7 (CGT) 1 (FSU).</li> </ul>
6 et 7 mai	CTPM	<p>Approbation du procès-verbal du CTPM du 10 octobre 2008.</p> <p>Procédure d'évaluation des agents non-titulaires (pour avis).</p> <p>Cadage des carrières et des rémunérations des agents non-titulaires du Ministère de la culture et de la communication (pour avis).</p> <p>Projet de décret relatif aux directeurs des services départementaux d'archives ainsi qu'aux personnels scientifiques mis à disposition au sein de ceux-ci (pour avis).</p>	<p>Vote du PV du 10 octobre 2008 : unanimité.</p> <p>Projet de décret relatif aux directeurs des services départementaux d'archives ainsi qu'aux personnels scientifiques mis à disposition en leur sein : unanimité.</p>
9-juin	CTPM	<p>Procédure d'évaluation des agents non-titulaires (pour avis).</p> <p>Projet d'arrêté fixant les conditions de modulation de la prime de restructuration de service instituée par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 servie aux agents affectés dans les services du ministère de la Culture et de la Communication et de ses établissements publics (pour avis).</p> <p>Information sur la consultation générale (référéndum).</p>	<p>Projet d'arrêté fixant les conditions de modulation de la prime de restructuration de service :</p> <p>pour : 14 (administration)</p> <p>contre : 1 (SUD)</p> <p>ne prend pas part au vote : 1 (FSU), 1 (FO), 7 (CGT) et 3 (CFDT).</p>
29-juil	CTPM	<p>Projet de décret relatif aux missions et à l'organisation centrale du ministère de la culture et de la communication.</p> <p>Projets d'arrêtés relatifs aux missions et à l'organisation du secrétariat général, de la direction générale des patrimoines, de la direction générale de la création artistique, de la direction générale des médias et des industries culturelles et de la délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France (pour information)</p> <p>Projet de décret modifiant le décret n°2003-729 du 1er août 2003 portant organisation de l'inspection générale des affaires culturelles (pour avis).</p>	<p>Projet de décret modifiant le décret n°2003-729 du 1er août 2003 portant organisation de l'inspection générale des affaires culturelles : unanimité.</p> <p>Projet de décret relatif aux missions et à l'organisation centrale du ministère de la culture et de la communication : unanimité.</p>

3-sept	<p>CTPC</p> <p>Approbation du procès-verbal du comité technique paritaire de l'administration centrale du 7 novembre 2008.</p> <p>Projet de décret relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication (pour avis).</p> <p>Projet d'arrêté relatif aux missions et à l'organisation du secrétariat général (pour avis).</p> <p>Projet d'arrêté relatif aux missions et à l'organisation de la délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France (pour avis).</p> <p>Projet d'arrêté désignant la réorganisation des services de l'administration centrale comme une opération de restructuration ouvrant droit à la prime de restructuration de service à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 (pour avis).</p> <p>Plan de formation d'administration centrale 2009 (pour avis).</p> <p>Projet de décret portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel (pour avis).</p>	<p>Le procès-verbal du comité technique paritaire de l'administration centrale du 7 novembre 2008 est approuvé.</p> <p>Plan de formation d'administration centrale 2009 est adopté.</p> <p>Le projet de décret portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel est adopté à l'unanimité.</p> <p>Le projet de décret relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication est adopté.</p> <p>Le projet d'arrêté relatif aux missions et à l'organisation du secrétariat général est adopté.</p> <p>Le projet d'arrêté relatif aux missions et à l'organisation de la délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France est adopté.</p> <p>Le projet d'arrêté désignant la réorganisation des services de l'administration centrale comme une opération de restructuration ouvrant droit à la prime de restructuration de service à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 est adopté.</p>
--------	---	---

28-sept	CTPM	<p>Décret portant création de l'établissement public du Palais de la Découverte et de la Cité des Sciences et de l'Industrie (pour avis).</p> <p>Décret portant création de l'établissement public Sèvres-Cité de la céramique (pour avis).</p> <p>Arrêté organisant une consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication (pour avis).</p> <p>Circulaire organisant une consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication (pour information).</p> <p>Circulaire du ministère de la Culture et de la Communication relative à la mise en œuvre de la PFR (pour information).</p>	<p>Vote du décret portant création de l'établissement public du Palais de la Découverte et de la Cité des Sciences et de l'Industrie : pour :15 (administration). Contre :7 (CGT), 3(CFDT), 1(FO), 1 (FSU), 2 (SUD), 1 (UNSA).</p> <p>Vote du décret portant création de l'établissement public Sèvres-Cité de la céramique : pour : 12 (administration). Contre :7 (CGT), 1 (FSU), 2 (CFDT), 1 (UNSA) et 1 (FO).</p> <p>L'arrêté organisant une consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication est adopté à l'unanimité.</p>
19-nov	CTPM	<p>Décret relatif aux directions régionales des affaires culturelles (pour avis).</p> <p>Décret relatif à l'Établissement public du château et du domaine national de Versailles (pour avis).</p> <p>Arrêté relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la Culture (pour avis).</p> <p>Arrêté relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la Culture (pour avis).</p> <p>Circulaire organisant la consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication (pour information).</p> <p>Point d'information relatif aux orientations d'évolution de la filière accueil, surveillance et magasinage (missions et effectifs) notamment dans les établissements publics dérogatoires.</p> <p>Point d'information relatif à l'article 52 (amendement parlementaire) du Projet de loi de finances pour 2010.</p> <p>Point d'information relatif aux fusions des corps des fonctionnaires du ministère de la Culture.</p> <p>Point d'information relatif à la phase 2 de la révision générale des politiques publiques (RGPP) au ministère de la Culture.</p>	<p>Le projet de décret relatif aux directions régionales des affaires culturelles est adopté.</p> <p>Le projet de décret relatif à l'Établissement public du château et du domaine national de Versailles est adopté.</p> <p>L'arrêté relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la Culture est adopté.</p> <p>L'arrêté relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la Culture est adopté.</p>

21-déc	CTPM	<p>Point d'information sur les orientations d'évolution de la filière accueil, surveillance et magasinage (missions et effectifs), notamment dans les établissements publics dérogatoires.</p> <p>Point d'information relatif aux fusions de corps des fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication.</p> <p>Approbation des procès-verbaux des CTPM du 30 mars 2009, du 10 avril 2009, du 9 juin 2009, et du 29 juillet 2009.</p> <p>Décret modifiant le décret n°98-387 du 19 mai 1998 portant création de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage de travaux culturels (pour avis).</p> <p>Décret modifiant le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'Établissement public du musée d'Orsay (pour avis).</p> <p>Décret dérogeant à l'article 5 du décret n°82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires (pour avis).</p> <p>Bilan social pour les années 2007 et 2008 (pour information).</p> <p>Bilan de formation 2008 pour l'ensemble du ministère (pour information).</p> <p>Circulaire d'orientation sur les priorités interministérielles fixées à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires (année 2010 - pour information).</p>	<p>Les quatre procès-verbaux sont approuvés à l'unanimité.</p> <p>Le décret modifiant le décret n°98-387 du 19 mai 1998 portant création de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage de travaux culturels est approuvé à l'unanimité.</p> <p>Le décret modifiant le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'Établissement public du musée d'Orsay est approuvé à l'unanimité.</p>
--------	------	--	--

